

**TOURISME VIABLE ET PARCS NATIONAUX :  
QUEL AVENIR POUR LES COMMUNAUTÉS  
LOCALES ?**

Actes du forum  
tenu les 5 et 6 juin 1998  
à Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay

Sous la direction de Christiane Gagnon  
Département des sciences humaines  
UQAC

Groupe de recherche  
et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi

Avril 1999

Coordination à l'édition : Suzanne Tremblay

Mise en page et révision : Esther Cloutier

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 2<sup>e</sup> trimestre 1999  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 2-920730-54-1

## TABLE DES MATIÈRES

### OUVERTURE DU FORUM

Présentation de la thématique du forum par Christiane Gagnon.....	7
Mot de bienvenue par Marjolaine Gagnon .....	11

### PREMIÈRE PARTIE – CONFÉRENCES

Nelson Boisvert <i>Désenclavement des parcs nationaux : la voie innovatrice du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent (PMSSL).....</i>	17
Christiane Gagnon <i>Les communautés locales face aux impacts des parcs de conservation et de l'industrie touristique.....</i>	25
Daniel Hiernaux-Nicolas (Mexique) <i>Tourisme, développement viable et communautés locales : un mariage de raison.....</i>	41
Jacques Perret (France) <i>Le tourisme viable ou les habits neufs du tourisme doux.....</i>	63

### DEUXIÈME PARTIE – INITIATIVES NOVATRICES DE TOURISME VERT

Jean-Pierre Guay <i>Une expérience de plus de vingt ans d'association des communautés locales aux orientations des parcs .....</i>	91
---	----

Nadia Ménard <i>La démarche de concertation sur les activités d'observation en mer des mammifères marins au parc marin du Saguenay—Saint-Laurent</i> .....	105
---	-----

Michael Schmouth <i>Opération Héritage Kamouraska (OHK) : pour un développement touristique viable et authentique</i> .....	117
--	-----

Isabel Brochu <i>Le site de la Nouvelle-France : un lieu touristique associant histoire, archéologie et développement local</i> .....	123
--	-----

Victor Bouchard <i>Les partenariats entre les parcs et les organismes locaux : l'expérience de la gestion du site de Cap-de-Bon-Désir</i> .....	131
--	-----

Patricia Chacón et Claude Tremblay (Costa Rica) <i>Tourisme responsable : l'expérience gouvernementale, non gouvernementale et communautaire du projet de conservation et de développement Arenal</i> .....	135
--	-----

### **TROISIÈME PARTIE – ÉCHANGES SUR LES DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL VIALE**

Atelier 1 .....	157
Atelier 2 .....	161
Atelier 3 .....	165
Atelier 4 .....	167
Atelier 5 .....	170
Atelier 6 .....	172

### **SYNTHÈSE DES ÉCHANGES ET DES ATELIERS**

Daniel Hiernaux-Nicolas.....	175
------------------------------	-----



## PRÉSENTATION DE LA THÉMATIQUE DU FORUM

Christiane GAGNON  
Professeure-chercheure  
UQAC

Mme le Maire,  
Distingués conférenciers, invités et animateurs,  
Chère participante et cher participant,

En cette **journée mondiale de l'environnement**, n'est-ce pas un momentum extraordinaire de se retrouver ici à proximité du fjord du Saguenay, de la légendaire rivière à saumon, la Sainte-Marguerite, et au cœur d'un village coopératif agroforestier dynamique ?

D'entrée de jeu, à titre de coordonnatrice du forum, je tiens à remercier chaleureusement votre municipalité pour avoir accepté d'être l'hôtesse de cet événement. Il ne pouvait y avoir de lieu plus inspirant pour échanger sur l'avenir des communautés locales et sur la place du tourisme dans les nouveaux défis du développement local.

Pour tenir ce forum, je souhaitais sortir des sentiers battus : d'abord, sortir des lieux traditionnels des colloques, c'est-à-dire université, grande ville, hôtel et, ensuite, sortir de la formule colloque « entre nous », sortir de nos organisations et de nos secteurs d'activités respectifs pour être sur le terrain de l'action.

Par ce forum, nous voulons privilégier un dialogue constructif entre les acteurs locaux, les gestionnaires des parcs, les élus, les décideurs, les intervenants touristiques et écologistes, les étudiants, les membres des communautés. Nous sommes aujourd'hui près d'une centaine de participants à venir de différents horizons.

Ensemble, nous mettrons en commun des expériences novatrices lors des ateliers, différents points de vue et réflexions lors de la

plénière, et ce dans un climat d'ouverture et d'apprentissage collectif. Alors l'objectif principal de ce forum sera atteint.

Organiser une telle plate-forme d'échanges est en soi une véritable entreprise, surtout lorsqu'on choisit de la faire en partenariat avec et dans le milieu. Je l'avoue, il y a eu des moments où la perspective des mille et une démarches a failli l'emporter sur notre volonté d'échanges et de mise en commun. Mais l'enthousiasme rencontré était tel que la continuité s'imposait d'elle-même.

Cet enthousiasme a été partagé dès l'automne dernier par le **comité organisateur**, composé de Mesdames Marjolaine Gagnon, Lise Boulianne, Marie-Ides Tremblay, de Monsieur Sarto Simard, respectivement de la municipalité de Sacré-Cœur-sur-le-fjord-du-Saguenay ainsi que de Madame Marie-José Fortin du GRIR. Je m'en voudrais de ne pas souligner le support constant et professionnel de cette dernière à la tenue de cet événement. Soulignons enfin la collaboration étroite de Monsieur Jacques Bertrand, directeur du Parc du Saguenay.

Outre la municipalité, je voudrais souligner la contribution des partenaires financiers suivants qui ont rendu possible la tenue de ce colloque :

- les Croisières AML ;
- le ministère du Tourisme du Québec ;
- le ministère de l'Environnement et de la Faune, direction des parcs québécois ;
- le ministère des Régions ;
- le Parc marin Saguenay—Saint-Laurent, Patrimoine canadien ;
- le Parc du Saguenay ;
- le Secrétariat au développement des régions de la Côte-Nord ;
- l'UQAC, le GRIR.

Les mots d'usage étant terminés, si vous me le permettez, j'introduis de ce pas la **thématique** du colloque. L'idée de ce forum dans et avec le milieu découle d'un contexte régional spécifique, soit 15 ans d'existence du Parc du Saguenay et la création officielle très prochaine du premier Parc marin fédéral-provincial. Au-delà de ce contexte régional, l'heure est au bilan. Les efforts de conservation et

de développement touristique ont-ils, à ce jour, apporté le fruit attendu ? Pour qui ? Quel est l'avenir des communautés locales dans le contexte où le tourisme apparaît comme l'avenue privilégiée d'une majorité de collectivités rurales ? Quel tourisme est-il souhaité et souhaitable pour le développement local viable des communautés ?

L'affirmation et le choix du récréotourisme sont d'autant plus importants que des sites naturels et patrimoniaux, d'envergure nationale, se trouvent à proximité de plus d'une quinzaine de communautés. D'une part, cela implique une gestion du territoire par des gouvernements centraux, et, d'autre part, cela crée des attentes très fortes dans les communautés locales qui espèrent tirer des bénéfices concrets des nouveaux aménagements qui entourent l'implantation des parcs. Ce qui pose toute la question de la place des populations locales dans la gestion territoriale des parcs nationaux et la mise en œuvre des stratégies gouvernementales de conservation.

Les formes de tourisme se multiplient : tourisme vert, écotourisme, tourisme culturel, tourisme d'hiver, tourisme d'aventure, tourisme nautique, agrotourisme, etc. Cela illustre certes le besoin de diversifier le produit et de le rendre viable, mais peut-être pouvons-nous l'interpréter, du point de vue des communautés réceptrices, comme une demande de reconnaissance des spécificités culturelles et géographiques du local, par opposition au tourisme de masse ou au tourisme industriel.

Mais si le tourisme est sans conteste une entrée financière pour un pays ou un territoire, s'il devient, selon certaines prédictions, l'industrie du XXI<sup>e</sup> siècle, il importe de se demander quelles sont les conséquences de ce choix de développement. Quelles sont les conséquences sur les modes de vie, sur les valeurs, sur les autres avenues de l'économie locale, sur le développement même des territoires ? L'éclairage de nos conférenciers internationaux (Costa Rica, France, Mexique) sera sans doute fort apprécié.

Par ailleurs, face à la restructuration économique mondiale, les gouvernements repensent leurs rôles et les modalités de leurs engagements : ils incitent les organisations régionales et locales à prendre plus de responsabilités. Par exemple, dans sa nouvelle politique de

développement touristique, Québec envisage une décentralisation de la direction des parcs et une association plus étroite avec les communautés locales. Cela pose une fois de plus l'enjeu des modalités du partenariat et surtout de son équité.

Enfin, plus globalement, dans un contexte de recomposition des territoires, de changements accélérés provoquant notamment des phénomènes d'exclusion sociale et territoriale, un des enjeux majeurs semble l'assurance d'un développement viable pour toutes les petites communautés locales, ce qui signifie la possibilité pour elles de maîtriser leur territoire et ses ressources.

En guise de conclusion, permettez-moi de nous souhaiter des échanges riches et fructueux. Nous sommes toutes et tous engagés personnellement dans ce forum ; l'écoute, le partage des questions, des craintes, des acquis et des souhaits sont sans doute un gage de succès.

## **MOT DE BIENVENUE**

Marjolaine GAGNON  
Maire  
Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay

Mesdames, Messieurs,

Bienvenue à Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay.

C'est avec plaisir que je vous retrouve aujourd'hui, vous qui représentez des acteurs de tant de milieux différents. Vous voir ici aujourd'hui, mobilisés, alertes, vigilants et combien tenaces me fait réaliser une fois de plus la force de changement que représente le pluralisme des idées de ces rencontres constructives.

Vous qui êtes à l'origine de nombreux projets de développement, vous savez bien que ces belles victoires, parfois difficiles, sont le fruit de votre présence et de votre travail autour de ces multiples tables de concertation et forums de discussion. Je crois que ce type de rencontre ne peut qu'être bénéfique et enrichissant pour nous qui sommes les bâtisseurs de nos collectivités.

Tout d'abord permettez-moi de vous rappeler que cet événement s'inscrit dans la continuité d'un projet de recherche entrepris depuis quatre ans sous la direction de Madame Christiane Gagnon, professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi. C'est pour nous un heureux privilège que madame Gagnon ait retenu notre municipalité comme hôtesse de ce prestigieux forum. C'est avec enthousiasme que nous nous associons à titre de partenaire officiel au Groupe de recherche et d'interventions régionales (GRIR).

Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay, magnifique plateau agricole surnommé à l'origine « Grand Brûlé », est la première configuration de notre bourgade. D'une superficie de 342 kilomètres carrés, cette localité est la plus vaste de la Municipalité régionale de comté de la Haute-Côte-Nord. Elle renferme des sites dont le pittoresque

n'a rien à envier à beaucoup de régions. Vaste plateau verdoyant bordé au sud par les caps du majestueux fjord du Saguenay, au nord par les montagnes peuplées de conifères, Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay offre des tableaux d'une rare beauté : l'observation des bélugas, une halte nautique pittoresque, des sentiers longeant le littoral qui dévoile au détour des arbres un spectacle incomparable, un microclimat d'une dualité saisissante dans cette enclave arctique qu'est le fjord du Saguenay.

Le fjord représente sans équivoque un ancrage pour le développement récréotouristique de notre municipalité. Le secteur de l'Anse-de-Roche est une des seules parties de notre territoire qui soit adjacente au fjord sans être comprise dans le Parc du Saguenay. Il s'agit d'un site stratégique par son accessibilité et exceptionnel par son panorama.

Notre population de 2 000 habitants fait preuve d'un grand dynamisme et est reconnue pour son esprit de solidarité. L'histoire raconte que la bourgade de Sainte-Marguerite, qui allait devenir plus tard la municipalité de Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay, fut fondée vers 1842 par deux groupes de colons venus dans la région de Charlevoix et dont les ancêtres provenaient sûrement d'une région de la France.

Sur le plan économique, l'agriculture a connu un important développement au cours des dernières décennies. D'abord de subsistance, elle est actuellement la mieux organisée de toute la Côte-Nord. On retrouve à Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay les plus vastes et les plus productives terres arables de la région. La production laitière est la plus importante, suivie de l'élevage d'animaux de boucherie. De plus, l'horticulture contribue à la diversification de ce secteur d'activités.

La forêt constitue encore aujourd'hui notre principale activité économique. Le complexe de sciage Boisaco en témoigne et représente en quelque sorte notre fleuron industriel. Relancée en 1985, cette entreprise réalise des profits intéressants. Propriété à part égale de deux coopératives de travailleurs et d'une société d'investissements, Boisaco a développé un modèle d'organisation basé sur l'engagement et l'animation de la population locale. Avec les entreprises de

services et de transport, Boisaco compte près de 570 employés qui coupent et transforment annuellement en bois d'œuvre, soit environ 87 600 000 pieds mesure de planche.

La base économique traditionnelle de Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay est de plus en plus complétée par l'activité touristique. Sur le bord de la rivière Saguenay, le potentiel récréotouristique repose sur la mise en valeur et l'aménagement du Parc du Saguenay et du Parc Marin Saguenay—Saint-Laurent. Havre de villégiature et première halte nautique à partir de Tadoussac, Anse-de-Roche offre une fenêtre unique sur le fjord du Saguenay. Vous y découvrirez un décor maintes fois « immortalisé » dans l'œuvre du peintre de renom international René Gagnon. De plus, son quai, sa marina et son centre d'accueil supportent un éventail d'activités nautiques intéressantes qui font l'objet d'investissements importants depuis quelques années.

Un important développement est en cours depuis 1992 dans le secteur de Baie-Sainte-Marguerite ; il constitue le troisième pôle majeur du Parc du Saguenay. Ceci représente un investissement de plusieurs millions de dollars. Le projet va permettre aux visiteurs de profiter d'un centre d'accueil et d'interprétation, de sentiers de randonnée, d'aires de pique-nique et de camping, de sites d'observation et de panneaux d'interprétation. Berceau de notre colonisation, les thématiques retenues pour l'interprétation sont : le béluga, la géomorphologie du delta ainsi que l'histoire de la baie Sainte-Marguerite.

L'exploitation de la pêche au saumon sur la rivière Sainte-Marguerite permet aussi des retombées importantes dans notre milieu et offre un panorama à la mesure des sommets qui la protègent. Une halte au centre d'hébergement et de restauration de Bardsville permet d'apprécier tout le charme de ce site historique et nous invite à la détente dans ce havre nature. L'infrastructure touristique est complétée par la zone d'exploitation contrôlée Chauvin, quatre pourvoiries et des entreprises de services et d'activités touristiques. À ce sujet, le commerce compte également dans le développement économique puisque l'on dénombre près d'une centaine de petites entreprises. La diversité des services offerts et l'hospitalité des commerçants

permettent d'attirer une clientèle importante des municipalités environnantes tout en répondant aux besoins de la population locale.

Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay présente donc, dans une perspective régionale, une base économique diversifiée reposant principalement sur la forêt, l'agriculture et le tourisme. La consolidation de ces activités permettra de favoriser l'essor des secteurs industriels. Le développement harmonieux, assure, par ailleurs, le maintien de la qualité du cadre de vie de la population. Notre enjeu de développement consiste donc à renforcer Sacré-Cœur-sur-le-Fjord-du-Saguenay comme un centre agroforestier et touristique de la Haute-Côte-Nord.

Sur le plan municipal, notre localité s'est dotée d'infrastructures relativement importantes pour une municipalité de son envergure, et ce tant du point de vue urbain, de l'habitation, de l'assainissement des eaux que du loisir.

Présentement, nous vous distribuons un bouton de l'effigie de la municipalité. J'en profite pour vous expliquer sa signification. Le cercle de couleur jaune représente notre étoile, le soleil symbolisant la chaleur humaine qui se dégage de la population. Il exprime également la fertilité du sol de notre territoire et réfère évidemment aux ravissants couchers de soleil sur le fjord. Les deux imposantes statues de couleur verte découpent harmonieusement les montagnes qui composent la morphologie du territoire. Le vert fait également référence à la forêt omniprésente et à la qualité de l'environnement. Le bleu symbolise l'eau des rivières du Saguenay et de la Sainte-Marguerite. Enfin, la forme blanche, à demi perceptible à la base du logotype, représente le béluga qui a trouvé refuge dans ce milieu marin exceptionnel. Elle suggère également un saumon par les traits caractéristiques de la queue. Notre nouvelle signature démontre nos origines, notre localisation et l'avenir de notre développement.

En terminant, permettez-moi de vous souhaiter la plus cordiale bienvenue et un agréable séjour parmi nous.



**Première partie**

**CONFÉRENCES**

---



## **DÉSENCLAVEMENT DES PARCS NATIONAUX : LA VOIE INNOVATRICE DU PARC MARIN DU SAGUENAY—SAINT-LAURENT (PMSSL)**

Nelson BOISVERT  
Planificateur senior  
Parcs Canada

Pour le bénéfice de l'audience, je tiens, en introduction, à vous éclairer sur le concept de parc national, un concept largement reconnu. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) anticipe protéger une portion de chaque écosystème existant sur la planète. L'UICN définit huit statuts distincts, huit niveaux dont le plus élevé correspond aux réserves écologiques, tandis que les parcs nationaux et les aires marines de conservation, tel le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, se situent au second niveau.

Que d'histoires avons-nous entendues sur les techniques et les méthodes, quelquefois perçues comme cavalières, employées pour la création de certains parcs nationaux au pays ! Pour plusieurs, les cas de Forillon et de Kouchibouguac détonnent. Ceux et celles qui ont visionné la télésérie « L'Ombre de l'Épervier » peuvent s'imaginer aujourd'hui ce que le territoire du parc national de Forillon représentait à l'époque pour les habitants de la côte gaspésienne. L'expropriation des habitants de ce parc national a peut-être vidé le lieu de son sens intrinsèque. Autres temps, autres mœurs, dira-t-on ; c'est de ce nouveau temps dont je vais vous entretenir.

Depuis les années 70, la philosophie de création des parcs nationaux a profondément changé, même si l'objectif premier de ces espaces protégés est demeuré inchangé. Parcs Canada, un organisme plus que centenaire, poursuit son chemin en matière de conservation du patrimoine naturel et culturel à travers le pays, une histoire qui a pris naissance en 1885 à Banff. Aujourd'hui, la raison d'être de notre organisation est de préserver l'intégrité écologique des écosystèmes représentatifs de la diversité des paysages canadiens et d'en favoriser l'éducation et l'appréciation.

Avant de vous entretenir des cas spécifiques du parc de conservation du Saguenay et du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, je voudrais vous faire un bref rappel sur la raison d'être de ces territoires désignés aux fins de la conservation du milieu naturel. Ainsi, les parcs nationaux s'appuient sur un réseau de 39 régions naturelles réparties sur l'ensemble du territoire canadien. Chaque région naturelle possède des attributs qui lui sont propres. À titre d'exemple, Banff représente un paysage de la chaîne des Rocheuses dans l'Ouest canadien, l'Archipel-de-Mingan représente des éléments caractéristiques de la région filiforme des basses-terres du Saint-Laurent, tandis que le parc national de Forillon est représentatif d'un milieu typique des Monts Notre-Dame.

Ainsi, chaque parc vise à représenter un élément significatif de la mosaïque des paysages au pays. À ce jour, l'objectif de représenter le réseau en entier d'ici l'an 2000 reste d'actualité ; mais il sera difficile à atteindre. Nul n'est tenu à l'impossible, alors... on poursuit le travail en ce sens.

La philosophie de gestion des parcs nationaux a également changé depuis une vingtaine d'années. Autrefois, les parcs étaient animés par une gestion « auto-centriste » ; on perçoit aujourd'hui une forme de désenclavement des parcs nationaux, une ouverture sur l'environnement externe. Ce changement de cap ne se fait pas au point où l'autorité et la décision sont transférées vers les organisations externes, mais c'est plutôt la culture de l'organisation qui amène Parcs Canada à se soucier de plus en plus de ses partenaires extérieurs.

Le cas du parc national de la Mauricie est particulièrement intéressant à cet égard. Il serait difficile de gérer cet écosystème sans la contribution des communautés bordant le parc ainsi que les compagnies et industries qui exploitent les ressources naturelles en périphérie de celui-ci. Des ententes ont permis, à cet effet, de préserver des corridors visuels qui protègent les paysages externes visibles du parc. Ce parc national a aussi développé depuis quelques années un souci de contribuer au développement durable de la région de la Mauricie. Le parc n'a pas comme responsabilité de se substituer aux promoteurs régionaux et de faire le développement pour eux, mais nous sommes conscients qu'il joue un rôle important comme partenaire du déve-

loppement. Les gestionnaires du parc participent à divers comités régionaux qui ont pour responsabilité d'assurer la viabilité du développement des communautés. Ce que l'on constate, c'est que le parc ne représente plus aujourd'hui le seul attrait qui incite les visiteurs à venir dans cette région. C'est un pas significatif vers la viabilité du développement. Cet exemple s'applique également à la région de la Côte-Nord où se situe la réserve de parc national de l'Archipel-de-Mingan. Là aussi, plusieurs ententes de partenariat ont été signées avec des intervenants du milieu.

Plus près de nous, ici au cœur de quatre régions touristiques importantes, le parc de conservation du Saguenay et le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent suscitent mon intérêt depuis déjà 15 ans. Le parc de conservation du Saguenay, géré par nos collègues du gouvernement du Québec, s'inscrit lui aussi dans un réseau. Il fut créé pour protéger les composantes naturelles de ce lieu riche en nature, un des très beaux paysages du Québec. Je ne cacherai pas qu'à l'époque, Parcs Canada avait un œil très intéressé sur ce site, mais la conjoncture fut autrement et le gouvernement du Québec a su lui accorder le statut qui convenait à sa richesse.

Une des innovations découlant de la création du parc de conservation du Saguenay est qu'il est borné par une zone dite périphérique. Ce statut de zone périphérique a pris naissance au tout début du projet alors que les intervenants du milieu régional démontraient une volonté ferme de se regrouper pour concevoir un plan de développement. Mieux connu sous le vocable de plan d'action concerté (PAC), ce plan vit le jour en mai 1984.

Le plan d'action concerté visait à identifier les axes d'un développement global (entendons durable) de la zone en conformité avec les orientations de mise en valeur énoncées pour le parc de conservation, une forme de prolongement de l'esprit du parc de conservation sur sa périphérie. Pas moins de 47 actions structurantes ont été inventoriées, auxquelles furent associés le nom d'un maître d'œuvre, les noms de partenaires potentiels ainsi que les modalités de mise en œuvre.

Ce plan embrassait plusieurs domaines d'activités dont le nautisme, le développement d'une infrastructure d'accueil touristique, la

culture, l'environnement, la promotion, les activités de plein air, les activités éducatives, etc. Néanmoins, l'une des réalisations importantes du plan concerté fut de mettre sur pied, pour l'ensemble des quelque 12 municipalités autour du parc, la Société touristique du Fjord qui a pour mandat d'assurer la concrétisation de ce plan et de cimenter la solidarité intermunicipale.

À l'intérieur de cette zone périphérique, l'engagement du gouvernement du Québec s'est concrétisé avec l'aide du gouvernement du Canada par la création d'un fonds d'aide de dix millions de dollars pour mettre en œuvre l'ensemble des actions identifiées dans le plan. Aujourd'hui, avec le recul, on constate que si les objectifs spécifiques des diverses actions différaient, les objectifs globaux ont été atteints :

- accorder une priorité à la mise en valeur des potentiels forts de la région du Bas-Saguenay ;
- développer la zone périphérique comme une destination touristique d'intérêt ;
- maximiser les retombées économiques dans cette région ;
- étendre la saison touristique.

Pour amorcer cette étape du développement touristique de la région, une des grandes qualités du PAC est d'avoir réussi à articuler les diverses actions entre elles et à orienter et établir les lignes directrices du développement touristique local.

### **Une nouvelle approche visant à désenclaver les espaces protégés**

Qu'en est-il maintenant du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent ? Son existence, quoique récente, est riche en nouveautés. À l'image de l'ensemble des parcs nationaux, ce parc marin vise à protéger les ressources représentatives de la région marine de l'estuaire du Saint-Laurent. Cette région marine s'inscrit dans un réseau qui compte 29 régions naturelles marines distinctes, réparties dans l'ensemble des eaux côtières et intérieures du Canada. Ce parc marin est donc un joyau de par sa flore et sa faune, de par sa géographie littorale et les phénomènes océanographiques qui s'y produisent,

sans omettre que ce milieu marin est en soit un élément important qui a justifié les deux ordres de gouvernement, fédéral et provincial, à entreprendre des négociations pour lui accorder le statut de parc marin.

L'idée de créer un parc marin national à la confluence du Saint-Laurent et du Saguenay date de 1981. Une étude identifiait alors le secteur de l'embouchure du Saguenay comme une aire naturelle marine d'intérêt canadien. Les résultats de cette analyse ont amené Parcs Canada à entreprendre, en juin 1985, une étude sur la faisabilité de l'établissement d'un parc marin national dans ce secteur. Ce projet a également été lancé en réponse à l'intérêt manifesté par la population régionale, les groupes de conservation de l'environnement et la communauté scientifique envers un parc marin national.

Cette étude s'est réalisée en deux phases. La première consistait à produire une étude d'inventaire et d'analyse des ressources naturelles et culturelles en plus des potentiels et des contraintes liés à la création et à la mise en valeur du projet. La seconde a permis d'analyser le profil socio-économique régional et d'évaluer les bénéfices et les répercussions générés par l'établissement projeté de ce parc marin aux niveaux social et économique.

L'étude de faisabilité (1987) a démontré que le projet de création d'un parc marin était réalisable malgré les contraintes énoncées dans l'étude d'inventaire. En effet, le secteur de la confluence de l'estuaire du Saint-Laurent et du Saguenay contribuerait à assurer la préservation de ressources marines significatives sur le plan national et international, dont le maintien de la population des bélugas du Saint-Laurent, ce qui constituerait un accomplissement majeur. De plus, ce parc marin serait un outil de sensibilisation de premier plan au regard de l'urgence de préserver la nature et ses ressources.

Lors de la signature de l'entente en avril 1990, une nouvelle politique des aires marines de conservation était en rédaction. Cette dernière contrastait beaucoup avec l'ancienne qui, elle, était un calque marin de ce qui se réalisait dans les parcs nationaux terrestres. Même si la philosophie qui a mené à la rédaction d'une politique sur les parcs marins et à leur création éventuelle fut inspirée

par la préoccupation des Canadiens à protéger et à conserver des échantillons représentatifs de la diversité du littoral canadien, elle ouvrait aussi une porte à une approche de gestion beaucoup plus souple. La notion de préservation de l'intégrité écologique du milieu marin a cédé le pas à une approche orientée vers la viabilité du milieu. Simplement, cela signifie que les gestes ou les actions actuels ne compromettent pas le capital ressources dans le futur. Autrement, nous assumerions qu'il est possible de puiser dans les intérêts, mais non pas dans le capital de base.

Puisque le gouvernement du Canada ne peut créer de parc sans le transfert du territoire et que le Québec entend résister à toute aliénation de son territoire au profit du fédéral, une entente doit être signée entre les parties. Le 6 avril 1990, comme je l'ai mentionné, les gouvernements du Canada et du Québec en arrivaient à un accord et signaient une entente historique visant la création du parc marin du Saguenay, premier parc marin créé au Québec. Par ce geste, le Canada et le Québec espéraient contribuer à protéger et à conserver pour les générations actuelles et futures la faune et la flore exceptionnelles de ce territoire.

En octobre 1990, le programme de consultation publique sur les limites proposées était lancé. Lors de cette consultation, un total de 70 mémoires ont été déposés. Cette ronde de consultations a permis de mieux cerner la problématique associée aux limites et d'ajuster la proposition gouvernementale. En avril, les deux organismes responsables du projet annonçaient un accroissement significatif de la superficie du parc marin. Les limites, maintenues sur la rive nord du fleuve, s'étendent dorénavant à 1 138 km<sup>2</sup> en lieu et place des 750 km<sup>2</sup> initiaux.

Lors de l'annonce de l'extension des limites en avril 1993, le programme de consultation publique sur une proposition de mise en valeur fut lancé. Les deux gouvernements bénéficiaient de la présence d'un comité consultatif pour l'aider dans sa réflexion et dans la rédaction de la proposition de mise en valeur. Ces nouvelles audiences publiques, tenues en juin 1983, donnèrent lieu au dépôt de 63 mémoires.



En février 1996, le plan directeur était rendu public, ce qui coïncidait avec la création du comité de coordination du parc marin, un comité composé de représentants de milieux variés tels les élus, la communauté autochtone, le monde scientifique, les groupes environnementaux et des deux ordres de gouvernement. La création de ce comité de coordination était le reflet de la volonté des gouvernements de renouveler leur façon de faire, d'ouvrir et d'élargir le débat sur des sujets qui préoccupent plusieurs intervenants régionaux.

Un des exemples les plus récents concerne la gestion des activités d'observation en mer des cétacés. Ainsi, au mois de mai 1998, un atelier de travail s'est tenu pour discuter de cette activité qui génère d'importantes sommes d'argent dans la région (voir le texte de Nadia Ménard à cet effet). Vous comprendrez que la préoccupation du parc marin en ce qui concerne cette activité se rapporte à la protection des ressources ciblées par les croisières. Lors de la soirée publique, au-delà de 200 personnes ont assisté aux conférences. Le lendemain, une centaine de personnes étaient conviées à discuter des orientations soumises sur cet enjeu. La majorité des intervenants présents laissaient entendre que l'approche préconisée était respectueuse des attentes et que le parc marin devait jouer un rôle de leader dans le maintien de cet écosystème. À l'issue de cet atelier, tous convenaient de l'importance de préserver ce capital nature pour en faire bénéficier les générations futures.

En terminant, j'aimerais souligner à nos invités internationaux qu'il ne faudrait pas partir avec l'impression que le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, au même titre que le ministère du Patrimoine canadien, sont des organismes subventionnaires du développement local. Nous y jouons un rôle, et ce rôle est, à mes yeux, d'assurer la pérennité de la ressource afin que celle-ci soit toujours présente et profitable à l'industrie, mais de façon plus significative aux enfants à venir. À ce titre, les deux ordres de gouvernement doivent être ouverts à un dialogue avec le milieu et éviter de se terrer derrière leur mandat de conservation. Il importe que nous travaillions avec le milieu pour trouver les meilleures solutions afin d'assurer le développement durable des régions où nous créons des parcs. Ce ne sont pas des déserts verts que nous désirons créer autour de ces espaces patrimoniaux, mais bien des

lieux de vie bénéfiques autant aux communautés qu'à ceux qui désirent en découvrir les secrets.

Je conclurais en répondant à la question concernant la viabilité entre les parcs et les communautés locales que cela dépend de l'ouverture des premiers et de la prise en main des destinées de ce développement par les seconds.

Je vous remercie de votre attention et tiens également à remercier sincèrement le Groupe de recherche et d'intervention régionales et Madame Christiane Gagnon de m'avoir invité à vous présenter ce sujet qui me tient à cœur depuis nombre d'années.

## **LES COMMUNAUTÉS LOCALES FACE AUX IMPACTS DES PARCS DE CONSERVATION ET DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

Christiane GAGNON  
Professeure-chercheure  
GRIR, UQAC

### **PARCS NATIONAUX ET COMMUNAUTÉS LOCALES : QUELLE COHABITATION ?**

Depuis une trentaine d'années, la protection de l'environnement est devenue un enjeu de société de premier ordre. Sous la pression des écologistes et des scientifiques, à la suite de l'observation d'une dégradation continue des ressources vivantes, les gouvernements ont mis en œuvre des mesures et adopté des lois visant à protéger le capital nature. Parmi ces mesures, nous retrouvons la création d'aires protégées et/ou de parcs de conservation dans des régions dites représentatives d'écosystèmes particuliers<sup>1</sup>. Ces stratégies sont élaborées à l'échelle nationale, c'est-à-dire en fonction d'objectifs définis par les gouvernements centraux.

Par ailleurs, à l'échelle locale, en région périphérique, le développement des communautés rurales rencontre nombre de difficultés : perte démographique, exode des jeunes, fermeture de services, reconversion des activités économiques, etc. Rappelons que nombre de ces collectivités territoriales ont vu le jour à la suite de l'exploitation de la forêt, de l'agriculture et de la pêche. Aujourd'hui, face à une transformation en profondeur de ce mode de production basé sur l'exploitation des ressources naturelles, ces collectivités rurales doivent se réorienter vers de nouveaux créneaux.

Ainsi, le tourisme, annoncé comme l'industrie du XXI<sup>e</sup> siècle, apparaît-il comme une avenue prometteuse, voire un *Eldorado*. Le tourisme, même dans un contexte de saisonnalité restreinte, suscite de nombreux espoirs tant chez les élus que chez l'élite locale. Le tourisme vert apparaît comme une nouvelle voie de reconversion. À

ce titre, dans les années 80, les propositions gouvernementales de création de parcs nationaux, accompagnées de promesses de retombées économiques locales via le tourisme, ont-elles rencontré, globalement<sup>2</sup>, un terrain fertile. Parcs nationaux, tourisme vert et développement économique formaient un trio séduisant tant pour les promoteurs que pour les acteurs locaux — chacun y voyant l'occasion de remplir ses coffres tout en défendant une noble cause, la protection de l'environnement.

A priori, la création de parcs nationaux, dans le voisinage des communautés limitrophes à la rivière Saguenay et au fleuve Saint-Laurent, semble pouvoir rejoindre aussi bien des objectifs de conservation, à l'échelle nationale, que des objectifs de développement local. Mais 15 ans après l'implantation du parc du Saguenay et huit ans après la signature d'une entente Québec-Ottawa en vue de la création du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, qu'en est-il de cette cohabitation parcs et communautés locales ? L'avenue du tourisme vert représente-t-elle une avenue de développement local viable ?

Comme Nelson Boisvert le mentionne, l'approche et les méthodes utilisées dans les années 70 étaient plutôt « cavalières », notamment pour les cas de Forillon et de Kouchibouguac : « L'expropriation des habitants de ce parc national a peut-être vidé le lieu de son sens intrinsèque ». La création des premiers parcs nationaux s'est faite en excluant les populations et les activités humaines, celles-ci étant considérées comme néfastes pour la protection de l'environnement. Mais ce modèle d'inspiration américaine — contrastant avec le modèle européen d'intégration des activités vernaculaires et des paysages habités — est-il complètement disparu ? Le caractère réglementaire de la gestion des parcs nationaux, au regard notamment des activités vernaculaires, sportives et récréatives, pose à cet effet un certain nombre de questions aux communautés locales limitrophes : ces dernières ne sont-elles pas les premières gardiennes de cet environnement naturel exceptionnel, promu au statut de parc de conservation ? La surfréquentation touristique des sites et surtout les pressions commerciales de développement touristique<sup>3</sup> ne seraient-elles pas plus menaçantes pour la conservation ? Je ne voudrais pas ici lancer un débat sur la dialectique des rapports entre homme/nature, entre local/national, mais plutôt tenter de voir leur

complémentarité. Mon objectif ici est de tenter d'établir, de mettre en relief les liens indissociables entre la qualité de l'environnement et la viabilité du développement des communautés côtoyant ces écosystèmes.

Cependant, la création gouvernementale de vastes espaces voués en même temps à la conservation et à la promotion du tourisme, même vert, n'est pas sans conséquence pour les communautés locales d'accueil. Comme scientifique en sciences humaines, il nous semblait important d'en prendre le pouls, d'identifier la nature des changements qu'implique ce mode de gestion territoriale pour les collectivités. À l'aide d'une méthodologie d'évaluation des impacts, notre recherche a tenté de qualifier les effets de ces changements sur le mode de vie actuel des populations locales.

Depuis la parution du rapport Brundtland sur le développement durable, il est reconnu qu'une véritable protection de l'environnement passe par : 1) des conditions économiques favorables et équitables pour les populations locales, ce qui signifie en clair que nous ne pouvons pas avoir une stratégie réussie de conservation des espaces dits naturels si les populations voisines ou partenaires rencontrent des problèmes de viabilité ; 2) une association étroite des populations locales à la protection de l'environnement et aux bénéfices qui en résultent. À ce titre, l'état des rapports entre les parcs et les communautés locales limitrophes devient un indice, selon nous, de la réussite du développement durable. Cette dernière ne se calculant pas au palmarès des hectares protégés par les gouvernements, mais dans la recherche d'une complémentarité singulière entre la conservation et les activités humaines existantes, à venir. Cet angle d'observation et de recherche, bien que perçu par certains comme original et peu approprié, a pourtant fait l'objet de multiples études à travers le monde<sup>4</sup>, surtout dans les pays en voie de développement où les impacts du tourisme, vert ou pas, ont été désastreux pour la cohésion sociale des territoires. Dans une perspective où nous croyons qu'il importe d'assurer un avenir viable aux communautés rurales, un éclairage compréhensif des changements vécus par ces dernières constitue notre modeste contribution : les choix qui en découlent appartiennent aux acteurs et aux décideurs.

## PORTRAIT DES COMMUNAUTÉS À L'ÉTUDE

Notre territoire à l'étude est défini par les 16 communautés limitrophes au parc du Saguenay et au parc marin du Saguenay—Saint-Laurent<sup>5</sup> parcs dits de conservation. Ces communautés sont réparties dans trois microrégions : le Bas-Saguenay, la Haute-Côte-Nord et Charlevoix-Est (voir figure 1). Le portrait social et économique de ces communautés constitue la première partie de notre exposé. En deuxième lieu, je vous présenterai rapidement les objectifs et la méthodologie de notre recherche. En troisième lieu, j'exposerai quelques-uns des changements ou des impacts observés, et, enfin, je formulerai quelques recommandations.

Quel est donc, brièvement, le portrait social et économique de ces communautés ? Une des variables importantes, pour comprendre les caractéristiques de ces communautés, est l'évolution démographique. Comme on le sait, au Québec, la plupart des communautés rurales, éloignées des villes d'importance, souffrent d'une saignée démographique. Sur une période de 15 ans, de 1981 à 1996, 12 des 16 municipalités sont en perte démographique (-4 % à -44 %). Deux municipalités seulement connaissent une croissance, soit la communauté montagnaise d'Essipit et Saint-Félix-d'Otis, en banlieue de Ville de La Baie (voir figure 1). Deux municipalités connaissent une stabilité au niveau démographique : Ville de La Baie et Tadoussac. Il y a donc une diminution démographique généralisée, sauf pour quatre municipalités. Parmi ces petites collectivités rurales, une seule municipalité est urbaine, soit Ville de La Baie avec plus de 21 000 habitants. La moins peuplée est Bergeronnes avec 212 habitants (1996). Pour l'ensemble, la valeur médiane se situe à quelque 800 habitants.

Maintenant, regardons quelle est la composition de la population, autrement dit quelle est l'évolution des groupes d'âge. Pour simplifier et vulgariser les statistiques disponibles, disons que dans toutes les municipalités étudiées, sauf dans la communauté d'Essipit, le groupe des 15-24 ans est à la baisse entre 1981 et 1991. De même, pour les groupes d'âge de 45 ans et plus, les cohortes sont en croissance dans toutes les communautés, sauf à Essipit. Cela nous amène à faire le constat d'une diminution de la représentation des

15-24 ans, ce qui laisse supposer un exode des jeunes et des jeunes couples, et, par ailleurs, un vieillissement de la population.

Dans notre recherche, qui fera l'objet d'un rapport sous peu, nous avons retenu 17 indicateurs. Mais, pour les fins de la présente, quatre indicateurs ont été choisis pour baliser à grands traits ce portrait. Au niveau social, une bonne nouvelle : la population n'ayant pas atteint une 9<sup>e</sup> année a diminué entre 1981-1991 dans presque toutes les communautés, c'est-à-dire que le niveau de scolarité de la population s'est élevé. Au niveau des transferts gouvernementaux (assurance-chômage, retraite, etc.), une autre bonne nouvelle : en 1991, dans la majorité des communautés, il y avait une moins grande proportion de la population qui recevait des transferts gouvernementaux comparativement à 1986. Du côté de la proportion de familles à faible revenu, cet indicateur varie selon les communautés à l'étude. Ainsi de 1981 à 1991, dans huit cas il y a une augmentation et dans six communautés il y a une diminution. En 1991, la médiane se situait à 16,7 %, ce qui est supérieur aux moyennes des trois régions administratives d'appartenance. Du côté de l'indicateur emplois tertiaires, les statistiques révèlent une augmentation pour la majorité des communautés à l'étude, ce qui suit la tendance générale de la tertiarisation de l'économie. Par ailleurs, il faut observer des écarts très importants entre les municipalités. Par exemple, pour 1991, le taux d'emplois tertiaires variait de 48 % à 100 %. Dans huit communautés, la part des activités liées au secteur tertiaire était plus importante que celle de leur région d'appartenance.

En regroupant une vingtaine d'indicateurs par municipalité et en les comparant à la moyenne de leur région administrative d'appartenance, nous observons que pour pratiquement toutes les municipalités, sauf les localités urbaines et périurbaines de La Baie et de Saint-Félix-d'Otis, la crise économique du début des années 80 a été fortement ressentie. La comparaison entre les données de 1986 et 1991 montre cependant un léger redressement. Il sera intéressant de voir ce que révèlent les statistiques du recensement canadien de 1996. Si l'on compare l'ensemble de ces indicateurs à la moyenne régionale, on observe que, pour les municipalités à l'étude dans les régions de Charlevoix et du Saguenay, elles se situent légèrement **au-dessous** de la moyenne régionale tandis que pour les municipa-

lités de la Haute-Côte-Nord, elles se situent légèrement **près** de la moyenne régionale.

### LA MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DES IMPACTS SOCIAUX (EIS)

L'arrivée des parcs a entraîné un changement bien perceptible, soit celui des investissements liés aux infrastructures de base, telles les routes ou les sentiers d'accès ou les pavillons d'accueil ou les édifices administratifs. Cela dit, d'autres changements réels ou éventuels, « impactant » sur le développement des collectivités, sont à première vue moins perceptibles mais non moins importants pour le proche avenir pérenne des communautés voisines. C'est ce que nous avons tenté d'identifier et de comprendre à l'aide d'une méthodologie d'évaluation des impacts sociaux.

Tout d'abord, comme dans toute recherche, une recension des écrits, notamment des études de cas, ont permis d'identifier des types de changements survenus ainsi que des éléments de la problématique des relations parcs/communautés. Afin de mesurer les effets ou les impacts de la création des parcs sur le développement viable des communautés, un état des lieux a été fait à l'aide de données statistiques, d'observations terrain ainsi que d'une cinquantaine d'entrevues et de cinq *focus groups*.

Cette démarche a permis de classifier les observations effectuées en sept familles d'impacts. Ces familles d'impacts constituent des variables représentatives des défis mêmes du développement local viable.

Compte tenu du temps imparti aujourd'hui, seuls les impacts liés à la mobilisation des acteurs, à la dynamique communautaire, au tourisme, aux conditions et cadre de vie seront abordés. Soyons clairs, le terme impact ne veut pas signifier que le résultat est nécessairement négatif. Impact réfère à effet ou incidence d'une action, d'un projet ou d'un programme, bref d'un changement sur une population donnée.



### Familles d'impacts

- Mobilisation des acteurs
- Tourisme
- Conditions et cadre de vie
- Dynamique communautaire
- Gestion et usages du territoire
- Économie locale
- Protection de l'environnement

### LES IMPACTS

La création des parcs a suscité une **mobilisation** intense chez les acteurs, du moins lors de certains temps forts comme les audiences publiques. Si nous nous référons à l'indicateur nombre de mémoires présentés, pour les seules audiences du parc marin de 1990 et 1993 plus d'une centaine de mémoires ont été déposés. Des comités ont aussi été mis sur pied pour promouvoir la création des parcs ou encore négocier l'administration de certaines enveloppes budgétaires. Nous pensons ici au conflit qui opposât toute la communauté de l'Anse-Saint-Jean et Québec concernant l'établissement du centre de ski alpin du Mont-Édouard.

La mobilisation s'est aussi réalisée à travers des processus plus formels de concertation sectorielle et interrégionale. Comme les limites du parc marin sont frontalières à plusieurs régions et localités, cela a nécessité une concertation multiterritoire. Des ententes de partenariat ont aussi été signées, entre autres pour assurer un certain nombre de services aux visiteurs. Pensons, à titre d'exemple, à la Société de développement touristique de Rivière Éternité, à la Société Croisières du Cap Trinité, à la Corporation touristique de Bergeronnes, au Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM). Voilà quelques exemples de partenariat entre les parcs et des organismes locaux (privés ou communautaires).

Une deuxième famille d'impacts est le **tourisme**. Il est évident que les parcs, même s'ils n'ont pas comme premier objectif la promotion du tourisme, ils n'y sont pas étrangers. D'abord, ils agissent comme promoteurs pour inciter les visiteurs et les touristes, ces derniers étant une source de revenus. Ensuite, ils servent de produit d'appel pour les autres entreprises touristiques qui gravitent autour du tourisme vert. Alors, nous évaluons que la présence des parcs a un effet d'entraînement sur l'industrie touristique. Cette présence consolide et renforce les vocations d'aménagement touristique des municipalités, tout comme celles des entrepreneurs privés liés au tourisme.

La création des parcs a activé et consolidé la vocation touristique des municipalités limitrophes, ce qui, conséquemment, a stimulé la naissance d'initiatives locales de développement. Campings, aménagements de sites touristiques tel le Cap-de-Bon-Désir, embellissement des villages, gîtes du passant, restauration, services de tourisme d'aventure, entreprises d'équipements sportifs, tels les kayaks de mer, autant de formes d'initiatives locales. Des personnes interviewées ont noté une stimulation de l'entrepreneuriat local, tandis que d'autres considéraient que cela l'a gêné.

Nous avons noté une augmentation effective de la capacité d'accueil du réseau d'hébergement touristique (auberges, hôtels, motels), notamment pour le Bas-Saguenay, grâce à des subsides provenant de l'entente-cadre Ottawa-Québec pour le développement de la zone périphérique du Parc Saguenay. Il y a eu une augmentation de l'achalandage touristique lié à l'observation des baleines et des croisières : selon diverses estimations, on est passé de 33 000 touristes en 1985 à 300 000 visiteurs en 1995 (Jourdain *et al.*, 1995, p. 139). Finalement, une restructuration de l'industrie de l'observation des baleines est à prévoir compte tenu des initiatives du parc marin pour réglementer les conditions dans lesquelles s'exerce l'observation des baleines en bateau (voir Gilbert *et al.*, 1998).

La deuxième grande famille d'impacts, soit les **conditions et le cadre de vie** des communautés locales. Une des toutes premières observations, c'est la modification de la structure de l'emploi. Certes, on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'un impact direct dû à la présence des parcs de conservation. Mais l'arrivée du tourisme, via

notamment les parcs, joue un rôle certain. Les emplois créés pour répondre à la demande touristique se retrouvent dans le secteur du tertiaire ou celui des services. Les emplois sont souvent saisonniers et peu rémunérés. Il y a plus de femmes et de jeunes qui occupent ce type d'emplois. Dans les lieux les plus convoités, une hausse significative du coût de la vie (coût du loyer, alimentation) a été dénotée, particulièrement pendant la période estivale. Dans certaines municipalités, les ressources disponibles et les services sont davantage orientés en fonction des besoins de l'industrie touristique.

Le fait de zoner un territoire ou des cours d'eau à des fins de conservation entraîne des modifications dans le mode de vie communautaire, notamment lorsque ce territoire servait à des lieux de rencontres sociales et communautaires. Modifications aussi des pratiques sociales, sportives et de loisirs : des règlements encadrent et encadreront les activités vernaculaires de chasse et de pêche. Et la modification d'un rythme de vie : pour certains, le fait d'avoir un achalandage touristique important l'été crée de l'activité et de la distraction (personnes âgées), alors que d'autres vivent cela comme une agression par rapport à la tranquillité ou au mode de vie qu'ils ont choisi volontairement (néoruraux).

Concernant un type d'impacts un peu plus large, soit la **dynamique de la communauté et sa cohésion sociale**, nous avons pu observer un brassage de population qui se traduit par l'arrivée de nouveaux résidents, fonctionnaires des parcs ou néoruraux à la recherche d'un mode de vie différent, des résidents temporaires achetant une résidence secondaire. La modification de la cohésion sociale se traduit par l'introduction de disparités socio-économiques, voire d'effets de classes sociales, entre ceux qui vivent majoritairement de transferts gouvernementaux et de précarité et les autres (une minorité visible quoi !), qui arrivent avec la richesse de la ville ou vivent confortablement d'un emploi bien payé. L'emploi dans le parc devient alors, dans certaines localités, l'emploi rêvé pour les conditions de travail offertes. Par ailleurs, certaines personnes nous ont confié qu'elles vivaient un sentiment de « désappropriation » territoriale par rapport au territoire parc ou même par rapport à l'industrie touristique. Et cela modifierait leur sentiment d'appartenance à la communauté.

En outre, au niveau de la solidarité à l'intérieur de la communauté, cette dernière se trouve compromise, surtout dans les localités touristiques fréquentées. En effet, un climat de concurrence s'établit entre les familles, entre les entrepreneurs et parfois entre les travailleurs mêmes, car chacun tente de profiter de la manne en lançant son entreprise touristique, son commerce de souvenirs ou encore en louant des chambres, ce qui entre en concurrence avec l'hôtelier. Dans un contexte où les collectivités territoriales ne comptent que quelques centaines d'habitants et donc où tout le monde se connaît, le climat de concurrence entre les commerces et les services crée un climat de tension que certains ressentent vivement.

Dans certains milieux et chez certains individus, ce climat de tension s'applique aussi aux rapports avec les organisations parcs et leurs employés. Certaines actions réglementaires posées par les parcs, visant en principe la conservation des ressources naturelles, ne sont pas comprises par les populations locales ou, du moins, sont ressenties comme des limites sérieuses à l'expression des communautés dans leur rapport à la nature (par exemple ramasser des « palourdes » sur la plage peut faire l'objet d'une amende).

### LES FACTEURS D'INFLUENCE DES IMPACTS

Ainsi, malgré un bref tour d'horizon, vous êtes à même de constater que plusieurs types de changements peuvent être suscités par la présence des parcs de conservation et la reconversion économique vers le tourisme : sociaux, économiques, culturels. Certains peuvent avoir des connotations positives et d'autres non. Ou encore, les impacts ne sont pas ressentis également par tous. L'ensemble des résultats de recherche présentés vont dans le même sens que ceux qui ont été documentés par d'autres chercheurs à travers le monde (Finger-Stich et Ghimire, 1997 ; Solecki, 1994 ; Wells et Brandon, 1992 ; West *et al.*, 1991).

Cependant, toutes les communautés ne subissent pas les mêmes impacts ou les mêmes incidences en même temps. Cela dépend d'un certain nombre de facteurs. Premier facteur, c'est le stade du cycle de développement touristique de la localité. Est-ce qu'on est au début du cycle ou est-ce que ça fait déjà quelques dizaines d'années

que la communauté vit plus ou moins du tourisme ? Alors les impacts du tourisme sont beaucoup plus apparents dans le second cas. Autre facteur : les caractéristiques économiques, sociales et culturelles de chaque communauté d'accueil. Par exemple, quelle est la part des activités économiques liées au tourisme par rapport aux autres secteurs d'activités ? Un autre facteur qui peut modifier les perceptions des populations par rapport au niveau d'acceptabilité des impacts est la distribution locale des bénéfices reliés aux investissements du tourisme. Et, finalement, les capacités de gouvernance locale, c'est-à-dire les capacités des gens à maîtriser, à agir sur les effets désirables ou indésirables.

### CONSTATS DE LA RECHERCHE

En lien avec l'évaluation des impacts sociaux de l'industrie touristique et l'implantation de parcs nationaux sur le développement viable des communautés locales, la recherche tend à démontrer : 1) que la réussite d'objectifs nationaux de conservation passe par une connaissance intégrée du milieu humain, des communautés partenaires, autrement dit, il ne peut y avoir de conservation réussie qui serait décrétée d'en haut sans que les populations locales en connaissent les tenants et les aboutissants ; 2) ce qui suppose une reconnaissance explicite de leurs besoins et de leurs savoir-faire par les autorités centrales et l'intégration de cette connaissance dans les politiques et stratégies de gestion des parcs.

### RECOMMANDATIONS

Pour conclure, je me suis permise de faire un certain nombre de recommandations. Il ne s'agit pas d'un livre de recettes ni de recommandations très pointues qui visent un acteur plutôt qu'un autre, mais plutôt de pistes de réflexion et de discussion qui peut-être serviront tout au long de ce forum. Ces recommandations s'appuient sur un certain nombre d'objectifs :

- afin que les communautés locales appuient davantage les stratégies de conservation et en retirent des bénéfices substantiels pour leur viabilité ;

- afin que le développement local viable des communautés soit partie intégrante des stratégies nationales de conservation ;
- afin que l'ensemble des acteurs sociaux puissent participer à l'aménagement et à la gestion des espaces de conservation ;
- afin que les acteurs puissent mieux maîtriser les changements suscités par les stratégies nationales de conservation et diminuer l'incertitude face à ces changements.

**Premièrement :** nous recommandons que les communautés inscrivent l'activité touristique dans une **démarche intégrée de développement** local viable. Cela signifie que le tourisme devient complémentaire aux activités agricoles, forestières ou autres, évitant les pièges de la mono-économie.

**Deuxièmement :** nous recommandons que les communautés d'accueil, voisines des parcs, puissent s'associer autour de la problématique des espaces protégés et du tourisme. Il ne s'agit pas de créer des structures lourdes, mais plutôt un **réseau** permettant un échange en continu concernant les interventions touristiques et les relations parcs-communautés.

**Troisièmement :** nous recommandons que les promoteurs et les gestionnaires de parcs **associent les communautés** d'accueil dès la planification et l'élaboration des stratégies de conservation des espaces protégés. Ce qui suppose la connaissance des caractéristiques sociales et économiques des communautés voisines, de même que la reconnaissance de leurs capacités sociales et culturelles.

**Quatrièmement :** nous recommandons que le partenariat entre les parcs et les communautés locales fasse l'objet d'une définition, voire d'un protocole d'entente. Un **partenariat équitable**, c'est-à-dire gagnant-gagnant, suppose une définition claire des droits et des devoirs de chaque partenaire partageant un même projet territorial. Le partenariat dépasse alors le stade d'ententes ponctuelles de gestion de services entre les gestionnaires de parcs et les délégataires (sous-traitants).

**Cinquièmement :** nous recommandons que les parcs procèdent à une **évaluation des impacts sociaux** de leur implantation et mode de gestion. Cette évaluation doit être continue, c'est-à-dire qu'elle intègre un processus a priori et a posteriori (suivi), à la fois social et environnemental, des programmes et des actions mis en oeuvre. Ce processus souple d'évaluation des impacts sociaux se fait en étroite association avec les communautés voisines, leur permettant ainsi d'exercer une meilleure maîtrise sociale de leur territoire.

## NOTES

- 1 Par exemple, en 1998, le territoire québécois comptait 19 parcs de conservation et quatre parcs fédéraux.
- 2 Il y a cependant eu des résistances de la part de collectivités, des négociations, notamment par rapport au statut de conservation du parc Saguenay et aux limites du parc marin.
- 3 Il semble que ce soit le cas de Banff (voir Page *et al.*, 1996).
- 4 Citons notamment, à titre d'exemple, les études de Finger-Stich et Ghimire (1997), Soiecki (1994), Wells et Brandon (1992) et West *et al.*, (1991).
- 5 Communautés incluses dans les premières limites du parc marin.

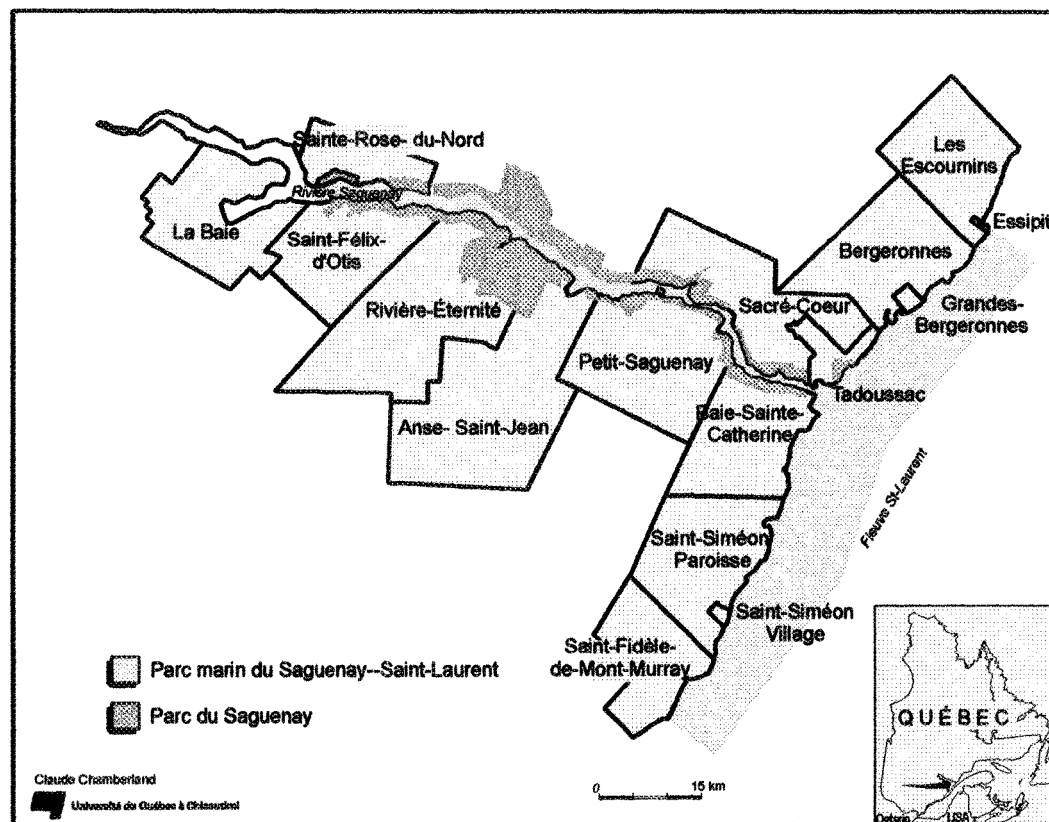
## BIBLIOGRAPHIE

- FINGER-STICH, A.S. et K.B. GHIMIRE (1997), *Travail, culture et nature. Le développement local dans le contexte des parcs nationaux et naturels régionaux de France*, Paris, L'Harmattan, 234 p.
- GILBERT, M.-C. et PARC MARIN DU SAGUENAY—SAINT-LAURENT (1998), *Compte rendu de l'atelier de travail régional sur les activités d'observation en mer des mammifères marins, 25 et 26 mai 1998*, Tadoussac (Québec), 60 p. et 5 annexes.

- JOURDAIN, A., J.-F. BİBEAULT et N. GRATTON (1995), *Synthèse des connaissances sur les aspects socio-économiques du Saguenay*, Environnement Canada – région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent, 195 p.
- PAGE, R., S. BAYLEY, J.D. COOK, J.E. GREEN et J.R.B. RITCHIE (1996), *Banff-Vallée de la Bow : à l'heure des choix*, rapport sommaire du Groupe d'étude de la Bow Valley, préparé pour le ministère du Patrimoine canadien, Ottawa, 432 pp.
- SOLECKI, W.D. (1994), « Putting the Biosphere Reserve Concept into Practice : Some Evidence of Impacts in Rural Communities in the United States », *Environmental Conservation*, vol. 21, n° 3, pp. 242-247.
- WELLS, M. and K. BRANDON, en collaboration avec H. LEE (1992), *People and Parks. Linking Protected Area Management with Local Communities*, Washington, The World Bank, 99 p.
- WEST, P.C. et S.R., BRENCHIN (eds) (1991), *Resident Peoples and National Parks : Social Dilemmas and Strategies in International Conservation*, Tuscon, University of Arizona Press, 443 p.



Figure 1  
Le territoire à l'étude





# **TOURISME, DÉVELOPPEMENT VIABLE ET COMMUNAUTÉS LOCALES : UN MARIAGE DE RAISON**

Daniel HIERNAUX-NICOLAS  
Professeur  
Université Autonome Métropolitaine (Mexique)

## **INTRODUCTION**

Le tourisme de masse, qui s'est fortement développé depuis la Seconde Guerre mondiale, a provoqué des mouvements saisonniers de population qui ont été souvent assimilés à l'arrivée de « hordes dorées » (Ash et Turner, 1991). Les impacts locaux des infrastructures touristiques et de leur occupation temporaire ont certes été désastreux pour les grands bassins de réception du Sud, dont l'Espagne, la Méditerranée française, mais aussi pour de nombreux territoires dans les pays en développement comme le Mexique, attrapés dans l'engrenage des flux touristiques nord-sud (Hiernaux, 1995).

À partir surtout de l'expérience mexicaine, nous posons un certain nombre de questions sur les avantages et les désavantages du modèle de tourisme de masse. Y a-t-il vraiment une manne touristique pour les communautés locales ? Ou s'agit-il, comme l'affirment de nombreux auteurs, d'une colonisation interne des espaces ?

Le modèle touristique international de masse est sans aucun doute difficile à gérer, d'autant qu'il a été adopté depuis plusieurs décennies. Toutefois, de nombreuses alternatives se présentent actuellement face aux transformations de l'économie, mais aussi face aux changements évidents dans les préférences des touristes. De nouveaux créneaux se présentent, dont le tourisme de santé, l'écotourisme, le tourisme culturel, le tourisme d'affaires et même le tourisme sexuel.

Dans un contexte de postmodernité, sous le signe notamment de la pluralité et du désir de la petite échelle, les communautés locales, dans le cadre d'un partenariat avec les promoteurs touristiques et les autorités locales, sont aujourd'hui capables de mettre en œuvre des initiatives innovatrices en matière de tourisme. Celles-ci ne seront sans doute pas la panacée à tous les maux de développement des petites communautés, mais elles pourront toutefois offrir des options d'emploi, des revenus temporaires et aussi contribuer globalement à un modèle de développement plus viable.

## **LE MODÈLE DU TOURISME DE MASSE**

### **LA CONSTRUCTION DU MODÈLE DE TOURISME DE MASSE**

Les grands mouvements sociaux des années 30 en Europe furent décisifs pour la construction d'une image des loisirs et de la détente des travailleurs. Comme on le sait, c'est à partir du gouvernement du Front Populaire français que s'est développé le tourisme de masse.

Avant cette date, le tourisme avait été réservé aux élites de chaque pays qui étaient en mesure de se payer de longs séjours à l'étranger, pour connaître le monde mais aussi pour parfaire leur éducation. Le Grand Tour est sans doute l'exemple le plus connu de cette démarche sociale de la bourgeoisie en regard des loisirs. Les nouvelles mesures sociales qui assurèrent les congés payés nécessaires pour entreprendre des déplacements estivaux et les primes de vacances qui en forment la base économique furent ainsi le gage d'un mouvement qui ne fut qu'interrompu par la Seconde Guerre mondiale et qui reprit de plus belle dès la fin des années 40.

Pour les pays du Tiers-Monde, il faudra attendre encore plusieurs décennies pour que leurs populations participent à ces grands flux migratoires saisonniers. Toutefois, ils seront la proie des mouvements touristiques issus des pays développés qui y imprimeront la marque évidente de leur passage temporaire (Cazes, 1992).

Il est amplement reconnu que les mouvements touristiques mondiaux se sont construits à partir de trois grands bassins d'émission :

tout d'abord, le grand bassin européen, particulièrement les pays du Nord industriel; le bassin nord-américain, qui émet surtout à partir des États-Unis et accessoirement du Canada<sup>1</sup>. Finalement, le plus récent bassin, et en expansion, soit le bassin asiatique, est centré sur le Japon.

Le comportement géographique de ces mouvements touristiques est des plus significatifs : il s'agit d'un déploiement dans l'espace qui fonctionne comme un front pionnier et qui tend à se transformer en une éventuelle colonisation massive si la tendance est positive, et probablement en un déclin quand le territoire occupé perd de la valeur quant à ses facteurs d'attraction touristique, le plus souvent du fait de processus de saturation et de dégradation des ressources naturelles, dont celle de l'environnement. Ce déclin commence à être observé sur les côtes espagnoles et sur l'Adriatique italienne. Les Baléares assistent, par exemple, à une reprise en main de leur modèle touristique afin de préserver l'environnement (Seguí Llinas, 1995).

L'expérience accumulée par divers pays pendant près d'un demi-siècle nous amène à réfléchir sur les résultats réels de ces grands mouvements touristiques et des avantages et des inconvénients qui en découlent pour les zones occupées et les communautés locales d'accueil.

### **Les modèles spatio-temporels du tourisme de masse**

Les modèles spatio-temporels liés à la massification du tourisme sont symptomatiques des nouveaux modes d'organisation de la production dans le contexte de ce qui sera appelé plus tard le fordisme. Le tourisme de masse fonctionnera donc à partir de la prévalence de l'économie et de la taylorisation des activités dans la production des services touristiques : il s'agit de la phase de l'imitation industrielle. De sorte que le tourisme est une étape nouvelle de l'expansion du capitalisme de l'après-guerre. C'est, d'une certaine façon, une extension des modes d'organisation de la production industrielle aux services de type touristique. D'autres branches, comme la distribution alimentaire, emboîteront le pas dans les prochaines décennies<sup>2</sup>. On peut donc affirmer qu'il y aura ainsi une

étape de franchise, très importante d'ailleurs, soit celle qui transforme une activité de consommation individuelle et de production quasi-artisanale en un processus de production et de consommation massives. Cette transformation des modes de production aura une influence décisive sur la construction des activités touristiques, qui emprunteront au fordisme ses façons de concevoir la production et les produits.

Il n'est donc pas étonnant que le tourisme de masse instaure de nouveaux modes d'espace et de temps : il y a des plages de temps bien définies durant lesquelles se prennent les vacances et d'autres où se fait la production<sup>3</sup>.

### **Le gain comme objectif**

Force est de constater que la transformation du tourisme, en une activité de masse, implique sa mise en condition pour devenir une activité rentable. Le gain étant l'objectif premier, on assistera à l'homogénéisation des produits, de telle sorte que les lieux de résidence touristique seront de plus en plus semblables. En outre, les destinations balnéaires, qui sont en tête des préférences des consommateurs, sont de plus en plus conçues selon des modèles d'organisation temporelle et spatiale répétitifs. Les services touristiques vendus sont donc des produits standardisés (« packages ») mis en vente avec l'aide d'une publicité opérée par des agents spécialisés (opérateurs de tours) qui dominent le marché du tourisme (Esteve Secall, 1983).

Toutefois, il ne faut pas se méprendre sur l'emprise de ces grands groupes. En particulier dans des pays comme la France, un grand nombre de touristes ne passent pas par les opérateurs. Ils construisent eux-mêmes leur projet de vacances : ils se déplacent avec leurs véhicules, choisissent leurs hôtels ou leurs gîtes et leurs restaurants. Toutefois, le marché du tourisme définit les limites mêmes de ces choix individuels : les touristes finissent par répéter les mêmes activités récréatives que celles des vacanciers. Il n'y a donc qu'une faible différence, quoique individuellement choisie, entre le camping massif effectué durant les vacances ou une visite au Louvre ou à Niagara Falls et le « package » acheté chez une agence.

Le tourisme de masse a donc produit la standardisation des produits à un niveau vraiment critique.

### **Le rôle de l'État**

Il est clair que l'État est l'un des agents centraux du modèle fordiste. Le tourisme de masse, construit à l'image même de la production industrielle, ne pouvait donc y échapper. L'État sera omniprésent dans le tourisme de masse.

Ce sera tout d'abord par le biais de l'aménagement du territoire. Conçu comme une réponse aux transformations massives des territoires dans le cadre du fordisme, l'État tardera toutefois à prendre en charge le tourisme. Il faudra donc un certain temps (et ce délai sera désastreux) pour que les États conçoivent la nécessité de contrôler les usages du sol dans les zones touristiques. Dans certains cas, il sera trop tard : le Languedoc-Rousillon en est un bon exemple ainsi que la Costa Brava espagnole. Pour ce qui a trait au Mexique, l'intervention de l'État dans l'aménagement du tourisme ne viendra que vers les années 70, c'est-à-dire après le grand boom d'Acapulco dont on connaît les nombreux problèmes. Acapulco est le prototype du développement désorganisé : le manque d'infrastructure pour les hôtels et le développement urbain, la croissance des quartiers pauvres dans la zone des collines qui entoure la baie (ce que l'on connaît comme l'Amphithéâtre d'Acapulco), les problèmes de formation du personnel, entre autres, ont conduit peu à peu au déclin de l'image prestigieuse qu'Acapulco avait pu se forger dans les années 40 et 50. La prise en compte des effets sur l'environnement, dont la pollution de la baie, a complété ce panorama et a scellé le déclin du site face aux nouveaux projets de luxe, dont Cancun.

Mais l'État développera d'autres fonctions toutes importantes, dont celle de financer le développement de l'hôtellerie ou de construire les infrastructures nécessaires, telles les autoroutes, pour les mouvements touristiques. Il se chargera aussi de garantir, par la législation, le cadre normatif du tourisme, de garantir les vacances et même d'en accroître la durée et de créer les conditions économiques pour la croissance nette des dépenses des touristes.

Bien qu'extrêmement simplifiée, cette référence au modèle fordiste est importante, car c'est l'ensemble de ses caractéristiques qui déterminera les limites environnementales du tourisme de masse.

### **Le tourisme et la mondialisation : bien avant la lettre**

Nous devons aussi mettre en évidence un aspect peu traité du tourisme de masse lié au modèle fordiste : il s'agit d'une préfiguration des grandes tendances à la mondialisation qui auront cours à partir des années 80 et 90 (Hiernaux, 1998). Il convient de mettre en évidence quelques traits saillants.

Tout d'abord, le tourisme produit des images et un imaginaire basé sur le loisir et l'hédonisme ainsi que sur la découverte de nouveaux espaces. Il est clair que le langage de la globalisation, qui s'est imposé dans les dernières années, puise largement dans le vocabulaire et l'imaginaire du tourisme. Mais le tourisme a imposé une nouvelle façon de voir les relations entre les pays en insistant sur la coopération, les facilités de déplacement et le développement des instances corporatives, orientations qui ont été reprises par le système global (le commerce mondial est un facteur de paix selon ses supporters, de la même façon que le tourisme fut déclaré facteur de paix au cours de la Réunion de Manille de 1962). À l'heure actuelle, il devient de plus en plus difficile de distinguer touristes et hommes ou femmes d'affaires qui bien souvent joignent l'utile à l'agréable et prennent de petites ou de grandes escapades touristiques lors de voyages d'affaires. Il est clair que le tourisme s'inscrit dans les grands mouvements de population liés à la globalisation et il les précède même. Le tourisme a été bel et bien facteur de « touristication »<sup>4</sup>, comme l'a affirmé, à juste titre, Marie Françoise Lanfant (1995).

### **LES LIMITES DU MODÈLE MASSIFIÉ**

Toutefois, si nous poursuivons la « lecture interprétative » du tourisme en parallèle avec le discours qui a été construit par la théorie de la régulation face au monde industriel, il est aussi possible de ne pas y voir seulement les aspects à succès, mais aussi de mettre en



évidence les facteurs qui contribuent à une certaine crise du tourisme. Disons-le tout de suite, le tourisme mondial continue à se bien porter, même si son taux de croissance s'est ralenti du fait de la crise ou plutôt des crises répétées du système capitaliste à partir de 1973 (avec la première crise du pétrole).

Dans un bilan assez concis et clair de la crise du fordisme, Boyer et Durand (1993) mettaient récemment en évidence les divers aspects de cette crise. Nous pouvons aussi les appliquer au tourisme de masse, non pour en expliquer une prétendue chute, mais bien pour mettre en évidence une série de facteurs qui contribuent à une transformation progressive des modèles touristiques en vigueur. Il s'agit, en premier lieu, de la compétitivité acharnée sur des produits semblables. C'est la crise de la répétition des modèles spatio-temporels du tourisme de masse. Effectivement, être à Cancun ou à Hawaï ne fait aujourd'hui plus tellement de différence ; après plusieurs décennies de vacances, il est certain que les vacanciers chevronnés demandent du nouveau, et pas seulement de nouvelles stations balnéaires basées sur les mêmes principes (Rupert de Ventos, 1976). Miser sur une répétition *ad ascum* des produits touristiques est sans doute une manière de faire croître les bénéfices à court terme, mais cela présente de grands problèmes pour la consommation à long terme des produits. Il en va donc de même pour les réfrigérateurs que pour les produits touristiques : la règle du cycle de vie des produits proposés par Vernon paraît avoir cours dans le tourisme.

D'autre part, les diverses crises, mais aussi l'imposition progressive d'une idéologie néolibérale dans les pays latins et néoconservatrice dans les pays anglo-saxons, a conduit au retrait progressif de l'État en relation aux activités touristiques. Les coûts élevés de la politique de massification se font sentir à l'heure actuelle : l'État ne couvre plus que des fonctions de plus en plus limitées. Dans le cas mexicain, la politique de développement de grands projets genre Cancun a été éliminée de l'agenda public ; les crédits se sont réduits ; il y a une déréglementation des tarifs, des contrôles de la qualité des services et un retrait quant aux normes d'aménagement.

La crise du modèle du tourisme de masse est aussi associée à la crise du modèle culturel du tourisme. Outre le rejet au produit homogène, on assiste aussi à une recherche de nouvelles satisfactions du point

de vue des activités en période de vacances. Dans ce contexte, c'est un nouvel ensemble de valeurs qui s'installe ; valeurs qui n'avaient pas cours par le passé ou qui étaient seulement le fait de quelques « illuminés ». L'altruisme devient, dans certains cas, une motivation de « vacances » (peut-on encore utiliser ce vocable dans un tel contexte ?) chez certaines personnes : le temps libre est alors utilisé pour faire du bénévolat auprès des plus démunis, par exemple. Le culte du sport et du corps, propre à l'hédonisme de notre époque, amène d'autres formes de récréation centrées sur la mise en forme de l'individu. Il en va de même pour les valeurs religieuses et de bien d'autres. En bref, on assiste à un renouveau et à une multiplicité des formes de vacances dont l'importance était nulle dans le tourisme de masse. Il y a donc une plus forte diversité des formes de vacances et, de là, une fragmentation progressive de la demande, ce qui implique la présence de divers segments de marché. On est face à un processus postmoderne de perte de logique unique qui sous-tend des différences d'aspirations, de demandes de services et de besoins d'infrastructure.

Il y a aussi une crise des milieux récepteurs du tourisme. C'est, dans ce cas, une crise des identités des populations réceptrices face aux valeurs et modes de vie des touristes qui impose aux communautés locales des modes de vie hybrides entre les traditions ancestrales et l'innovation externe. Mais, de plus, on peut affirmer qu'il y a aussi une crise des résidus post-touristiques : le tourisme laisse des traces matérielles et humaines qui mettent en cause les repères géographiques traditionnels en imposant d'autres critères de référence, comme l'architecture singulière d'un hôtel (voir le cas de Las Vegas et les analyses de Venturi à ce propos, 1977).

C'est probablement à partir des effets sur l'environnement physique et humain que s'est établie la critique la plus radicale du modèle de tourisme de masse. La littérature fait la critique des impacts, mais elle a démontré aussi la falsification de la nature comme concept de paysage touristique. Face aux valeurs de l'écologisme, le tourisme de masse apparaît de plus en plus comme offrant un environnement falsifié. Au comble de la falsification, on retrouve la « bulle touristique » (Remy, 1994), c'est-à-dire le complexe touristique périurbain qui offre des climats exotiques en plein hiver. Toutefois, il est certain que de nombreuses personnes préfèrent cette réalité

« kitsch » et considèrent que c'est une façon correcte de concevoir le tourisme, alors que d'autres secteurs sociaux sont à la recherche de l'authenticité et de la nature.

#### LES NOUVELLES TENDANCES DU TOURISME AUJOURD'HUI

L'époque actuelle apporte de nombreux changements dans les modes de vie et dans leurs conceptions les plus profondes, dont celles qui ont trait aux modèles spatio-temporels et socioculturels. Nous assistons ainsi à des processus qui remettent en jeu les fondements mêmes du modèle du tourisme de masse. Il s'agit, entre autres choses, de la fragmentation des temps de vacances, de la réduction de la durée, de la multiplicité des voyages, d'un mélange croissant des activités travail-loisir-tourisme, de plus d'individualisme face aux vacances, d'un retour au vrai, etc. (Pronovost, 1996 ; Sue, 1991b et 1994).

On assiste à moins de plages et de tourisme artificiel, et à plus de nature. Le retour à la protection de l'environnement est une des valeurs sociétales à laquelle même les structures du tourisme de masse doivent s'adapter. Par ailleurs, les destinations se diversifient : de nombreux sites, qui ne pouvaient en aucun cas être intégrés dans les destinations du tourisme de masse, sont en passe de devenir des destinations touristiques de premier ordre. Les nouvelles modalités du tourisme et les formes anciennes qui reviennent et se consolident sont d'une grande complexité : elles dépendent de la créativité soit des communautés qui les proposent, soit des promoteurs efficaces qui dénichent des créneaux peu développés et construisent une nouvelle demande, même si celle-ci est réduite.

Il doit être bien clair que, dans l'esprit actuel, il ne s'agit pas forcément d'amener 100 000 personnes sur un site, mais bien de dénicher des activités intéressantes non seulement pour le touriste, mais aussi pour le promoteur qui cherchera aussi sa part d'hédonisme — être content de son travail est aussi une demande croissante. On peut considérer ainsi qu'un petit hôtel écologique au bord de la mer, qui remplit de plus des conditions d'autosuffisance pour l'alimentation, est une bonne affaire, même s'il ne dépasse pas les 40 chambres<sup>5</sup>.

Outre le tourisme de plage traditionnel et celui qui est lié aux sports de neige, on peut aussi citer les créneaux suivants qui sont en plein développement :

**Le tourisme d'affaires lié à la mondialisation :** il s'agit non seulement des conventions, mais aussi des nombreux voyages de prospection de marchés qui s'accompagnent souvent de petites « échappées » des activités de travail. Tourisme en pleine croissance, il est le reflet de la croissance des flux économiques.

**Le tourisme urbain :** ne nous leurrions pas, le tourisme urbain a toujours été la force de certaines capitales mondiales, dont Paris, New York ou Londres ! Il s'inscrit de plus en plus dans les mœurs à partir du moment où l'on assiste à une reprise importante des activités culturelles de prestige dans les quartiers « revampés » ou gentrifiés. Toutes les villes américaines, par exemple, se sentent aujourd'hui prêtes pour accueillir un tourisme qui aura droit à quelques attraits touristiques (fronts d'eau ou « water fronts »), mais surtout à des centres commerciaux. Le tourisme urbain renforce aussi l'attrait des villes à histoire dense, dont Mexico, par exemple<sup>6</sup>.

**Le tourisme religieux et « new age » :** lors des équinoxes, les pyramides de Teotihuacan, près de Mexico, se remplissent complètement, les paliers et les escaliers devenant les gradins sur lesquels se rassemblent près d'un million de personnes pour capter l'énergie supposée émaner du soleil. Il s'agit d'un bon exemple de tourisme « new age ». Mais il y a aussi regain du tourisme religieux traditionnel et de tourisme de croyances depuis qu'une source dans la province du Querétaro, état du centre du Mexique, fut considérée miraculeuse. Les voyageurs arrivent en masse, certains même ramènent des bidons d'eau en Argentine et aux États-Unis pour les revendre en petites doses. Tourisme religieux plus tourisme d'affaires, mais hors des sentiers battus ! Vierges noires, endroits miraculeux, centres de cultes celtiques, etc., les exemples abondent.

**Le tourisme de musique et de culture :** la participation à de grands concerts de musique classique ou actuelle a repris vigueur. Il faut sans aucun doute la relier avec le tourisme de tribu dont nous parlerons par la suite, en rappelant les idées de Michel Maffesoli sur la « tribalisation » du monde, à contre courant de ceux qui, comme

Lipovetsky, prêche plutôt l'individualisation. Un exemple assez intéressant est celui des « travelers » comme mode de vie qui associe musique et voyage permanent (Hetherington, 1998).

**Le tourisme de tribus :** de plus en plus de petites communautés se forment de façon éphémère ou permanente. Soutenues par une appartenance religieuse, une activité sportive, des liens familiaux ou de résidence, un passe-temps particulier, ces tribus « maffesoliennes » aiment souvent prendre leurs vacances en commun (Maffesoli, 1988 et 1997). Elles cherchent ainsi à souder ou à renforcer les liens qui les unissent dans la vie quotidienne par de nouveaux attachements qui émergent du temps libre. Tourisme non visible mais tourisme réel, il pose les bases de nouvelles socialités loin des intérêts créés par les promoteurs et les entrepreneurs du tourisme de masse.

**Le tourisme d'aventure :** parfois aussi de souffrance ! Cette forme de tourisme engage ses participants dans des efforts de découverte qui peuvent être éprouvants. Considérées comme une façon de baisser le stress, les aventures semi-sportives créent à leur tour des tribus d'intérêt qui peuvent se construire au gré des vacances et s'éteindre dès que le travail reprend. Cette forme de tourisme intéresse davantage les urbains intensifs qui n'éprouvent plus, dans la jungle de béton, les sensations qu'ils recherchent maintenant dans la nature sauvage.

Cette avant-dernière catégorie nous rapproche du regain du **tourisme retour à la nature** : la nature « naturante » appelle de plus en plus les touristes, elle leur offre deux aspects fondamentaux non prévus dans le tourisme de masse : le premier est de pouvoir se fondre, même de façon temporaire, dans une nature qui nous est plus familière que dans ses versions dégradées par l'activité humaine ; le second est de rendre tribut à la nature et de lui démontrer, dans une sorte de culte païen involontaire, son importance à nos yeux. Le tourisme écologique s'est maintenant imposé comme une des nombreuses alternatives nouvelles. Il faudra aussi se demander s'il sera capable d'être viable à long terme.

## LES POSSIBILITÉS D'UN TOURISME VIABLE

La première question que l'on peut se poser est de savoir s'il est possible « d'écologiser » le tourisme de masse. En d'autres termes, peut-on vraiment éviter que le tourisme de masse ne soit un grand déprédateur de la nature ? Mais avant de poser des jalons pour donner quelques éléments de réponse, demandons-nous d'abord quel est le sens réel du terme « tourisme viable » : nous y voyons quatre dimensions essentielles qui renvoient à l'économie, la culture (et le « social »), le territoire et le politique.

**La viabilité du modèle économique du tourisme** selon deux points de vue : d'abord, la possibilité de maintenir un certain rythme d'investissements sans avoir recours à des fonds de provenance douteuse. Ensuite, la possibilité de maintenir l'activité touristique à long terme, face à un contexte de réduction de l'emploi et des revenus qui ne fait qu'empirer au vu des crises réitérées du capitalisme mondial.

**La viabilité du modèle culturel du tourisme :** celle-ci prendra son sens dans la fragmentation du modèle unilatéral et ethnocentrique du tourisme de masse qui devrait être remplacé par une multiplicité de modèles qui répondraient non seulement aux besoins des touristes, mais aussi à ceux des populations locales, en prenant aussi en compte leurs capacités de gérer directement ce tourisme<sup>7</sup>.

**La viabilité régionale ou territoriale :** souvent le tourisme ne permet pas à la région de s'adapter aux nouveaux besoins ni de conserver ses particularités, même productives. Le tourisme a été un grand destructeur des régions et des territoires. Il faut donc que les nouveaux modèles cherchent davantage à utiliser les ressources locales, par exemple en ce qui a trait au ravitaillement, aux matériaux de construction, et qu'ils deviennent des agents de promotion de nouvelles potentialités de développement local et régional.

Finalement, il faut prendre en compte la **viabilité politique du tourisme**, c'est-à-dire éviter que le tourisme ne détruise les élites locales traditionnelles en imposant ses propres politiciens et en transformant les systèmes démocratiques pour satisfaire ses propres

besoins. La viabilité, dans ce cas, pourrait être synonyme de respect et de la participation du local comme gage d'intégration et d'assimilation réelle du tourisme dans la vie politique locale.

Le tourisme de masse est difficilement « écologisable », car il est basé sur des *a priori* qui sont fondamentalement opposés à la conservation de l'environnement. Il exige la massification comme règle de base de la création des gains et il prend en compte la nature comme un paysage susceptible d'être vendu, comme un bien matériel vendable. C'est le processus de transformation de la nature en article de consommation touristique (« commodification ») qui provoque sa destruction (MacCannell, 1976). Il est toutefois possible de réduire les impacts souvent désastreux par des mesures de recyclage des eaux usées, par un usage moindre de produits toxiques, etc., d'une part. Mais l'impact le plus important est dû à la massification même. D'autre part, il est évident que le tourisme écologique ou l'écotourisme ne peut être adopté partout. D'abord, parce que le coût de cette forme de tourisme peut être supérieure (du fait des coûts de protection de la nature) à ceux du tourisme fordiste ; ensuite, parce que l'imaginaire social qui s'est construit autour du tourisme de masse peut bien être en déclin, mais il est loin d'être une « espèce en danger ». Il continue donc à se vendre bien et il a, sans l'ombre d'un doute, un très vaste marché pour plusieurs décennies. L'écotourisme cohabitera sans aucun doute pour de longues décennies avec le tourisme de masse : chacun a ses propres avantages mais aussi ses propres limites.

Il faut donc penser dans deux orientations : d'une part, il est nécessaire de pousser en avant toutes les alternatives qui sont de petite échelle et qui protègent la nature. D'autre part, il faut continuer à « écologiser » le tourisme de masse, c'est-à-dire à chercher la façon de minimiser ses impacts négatifs. Dans certains cas, cela n'est pas possible et il faut même penser à la destruction de certains sites en conflit, comme cela a eu lieu en Espagne.

### **LES CHAMPS D'ACTION DES INSTANCES LOCALES : DIX CLÉS POUR UN TOURISME À SUCCÈS**

Nous terminerons cet article par dix propositions de base qui pourraient, dans notre optique, renforcer la relation entre le tourisme et le local et en garantir le succès.

### **LA COMPLÉMENTARITÉ DANS LA CONCURRENCE : VERS LES DISTRICTS TOURISTIQUES**

Il faut éviter à tout prix que les régions deviennent monofonctionnelles autour d'un seul modèle de tourisme. La neige est un recours excellent dans tout le Canada, par exemple, mais miser tous sur le même attrait est sans aucun doute dangereux. Être créatifs est central : il faut rechercher de nouveaux attraits, de nouvelles formes (naturelles ou artificielles) de drainer les touristes vers la région. La concurrence entre microrégions ou municipalités est sans aucun doute favorable si elle ne devient pas l'objet de publicité mensongère et de dégradation des produits. La mise en complémentarité des ressources permet de maintenir la concurrence sans mépriser la collaboration. De nombreuses leçons des districts industriels peuvent être appliquées à créer une ambiance, un « environnement » favorable au tourisme (au bénéfice des producteurs et des consommateurs<sup>8</sup>). Faut-il le rappeler, « industriel », en anglais, est bien relié à « industrieux » ou districts d'activités desquels le tourisme fait bien partie (Benko et Lipietz, 1992).

### **LE TOURISME EN RÉSEAUX ET LES TOURISTES EN CIRCUITS**

La création de réseaux touristiques est essentielle : ce n'est que par l'articulation de nombreux agents sociaux et économiques que le tourisme à petite échelle est viable à long terme. Il faut, par exemple, mettre en réseau les groupes spécialisés (les amateurs de kayaks par exemple), les moyens de contacts entre eux (colloques, réunions, concours, mais aussi revues ou pages d'Internet), les structures d'accueil, les sites pour les descentes, les moyens de transport, etc. Rappelons-le, le tourisme n'est pas une activité mais un ensemble, un réseau d'activités et toutes ne doivent pas forcément être



concentrées dans la région ou la municipalité, mais toutes doivent être articulées entre elles.

Quant au tourisme, la secret de la petite échelle est le grand nombre de choix : il faut donc les mettre en circuits pour des activités en réseaux. Le circuit n'est pas l'idée traditionnelle de la circulation à toute vitesse entre sites (du genre cinq villes en trois jours), mais plutôt de jouer sur une complémentarité des sites et des infrastructures pour offrir des « cheminements » divers et alternatifs, terme plus adéquat que celui de circuit qui est pourtant plus compréhensible.

#### LES APPUIS « DOUX » DES POUVOIRS LOCAUX

Les pouvoirs locaux ont tendance à confondre le tourisme et les grandes infrastructures. C'est une grave erreur qui hypothèque souvent les finances locales à long terme et stérilisent d'autres formes de développement. Les ressources doivent être habilement saupoudrées et encore plus intelligemment focalisées sur des appuis intelligents et doux. Il s'agit peut-être d'une petite salle de fêtes locale à aménager, qui sera aussi prêtée ou louée selon les cas pour des réunions de certaines « tribus » de touristes ; une petite activité productive comme un étang de pêche à soutenir par un crédit ; quelques taxis indispensables ou un minibus (qui peut servir au ramassage scolaire hors des saisons de tourisme), etc.

#### LA COMPLÉMENTARITÉ DANS L'ÉCONOMIE LOCALE ET RÉGIONALE

Ces appuis doux doivent avant tout être complémentaires à d'autres branches de l'économie locale : le caractère saisonnier des activités touristiques impose un taux d'inutilisation des infrastructures et des équipements divers qui n'a pas de sens, sauf dans un cadre de rentabilité massive et temporaire. Si ce n'est pas le cas, il faut donc miser sur l'utilisation des infrastructures tout au long de l'année par d'autres activités. Mais il faut aussi penser à la possibilité de rendre les activités locales utiles comme attrait pour le tourisme : c'est le sens des gîtes ruraux en France, par exemple. Il est aussi pensable

que certaines activités comme la pêche commerciale le long des côtes puissent attirer des touristes à la recherche d'efforts physiques et d'une certaine forme d'aventure : les possibilités sont aussi grandes que l'imagination, mais il faudra toutefois en tester les potentiels réels.

#### LES VALEURS DE L'ESPACE LOCAL : UNE RESSOURCE INCONTESTABLE POUR LE TOURISME

Nous pouvons ainsi en arriver à la recommandation suivante, qui est celle de changer le point de vue traditionnel : l'espace local doit être vu comme une ressource essentielle, sans doute celle qui distingue le plus une région ou un village d'un autre. Quand nous parlons d'espace local, nous faisons référence non seulement aux ressources naturelles traditionnelles — les cours d'eau, les lacs, les montagnes et les bois, ce qui serait évident — mais aussi à la société locale, ses particularités, son folklore, ses traditions et son histoire. Le plus petit conte local bien raconté dans une ambiance adéquate fait une bonne soirée et, somme toute, les vacances ne sont-elles pas une collection de bons moments, tissés avec patience ?

#### REFUSER LA MASSIFICATION DU TOURISME

Maintenir la petite échelle est un garde fou essentiel ; le grand péché des petites communautés est le plus souvent l'orgueil : des maires en folie, qui se croient capables de transformer leur modeste commune en un centre touristique de premier ordre, ont détruit par là toute possibilité de produire un tourisme de qualité et ont conduit leur communauté à la ruine.

La petite échelle, le fameux « small is beautiful » de Schumacker doit encore être à la mode, même si cette phrase fut prononcée il y a un quart de siècle. La petite échelle est corrigible, elle est contrôlable localement, elle offre moins de risques et plus de retombées locales. De ce fait, il serait erroné de penser que le tourisme sera la panacée pour tous les besoins. Il sera une des armes pour un développement intégral viable, mais pas la clé de voûte.

### LE TOURISME, PATRIMOINE DE TOUS

Le développement des communautés locales peut se baser sur des activités qui dépassent trop leur niveau de contrôle : certes, pour établir certaines activités, il sera nécessaire d'avoir recours à des capitaux externes ou à des personnes avec l'initiative des projets dont la communauté a besoin. Il ne faut donc pas penser qu'un tourisme sans « sang neuf » sera possible. C'est au contraire par le biais de l'hybridation des communautés par des apports externes que celles-ci renforcent leurs connaissances et leur capacité de contrôle de leurs activités et, finalement, de leur vie même.

Mais il est toutefois essentiel que les éléments externes apportent des dividendes réels aux communautés locales : cela peut se faire par le biais d'une intégration véritable des « étrangers » dans les communautés, leur participation à la formation même des capacités dont celles-ci ont besoin et, finalement, une prise en main progressive par la communauté des innombrables activités qui s'ajoutent les unes aux autres pour transformer un espace donné en un site adapté au tourisme.

### LE TOURISME GÉRÉ HORS DE LA POLITIQUE

En situant le tourisme dans le cadre d'une vision d'un développement que nous pourrions bien qualifier d'endogène, nous ne voulons pas non plus que les activités du tourisme deviennent le patrimoine de la politique : les surenchères politiques sur le tourisme amènent des attentes qui ne seront sans doute pas couvertes par la réalité. Mais, toutefois, c'est dans la politique que le tourisme devra être ancré : c'est-à-dire que le tourisme ne peut être isolé de la vie civique des communautés, il faut même espérer que les autorités soient attentives aux besoins des activités touristiques, mais sans pour autant les transformer en butin politique ou, pire, en source d'enrichissement des politiciens, ce qui a souvent été le cas.

### LE TOURISME PARTICIPATIF

Logiquement, un tourisme pour la communauté, hors des fiefs fermés des politiciens mais ouvert à la politique majuscule, c'est-à-dire à la vie civique des communautés, ne peut que se transformer en une activité de participation sociale de grande envergure. Les décisions sur certains équipements, sur les permis octroyés pour diverses activités ne peuvent donc pas être soumises au seul jugement des fonctionnaires locaux. C'est à la communauté entière que cette fonction revient, par délégation dans certains cas, par action directe dans d'autres. Nous croyons de ce fait que le tourisme est un champ privilégié des activités participatives des communautés, mais il faut bien le concevoir, pour cela, comme une activité sociale de développement local et non seulement comme un négoce de plus pour la région.

### LE TOURISME COMME ÉCOLE POUR LE LOCAL

Nous en arrivons ainsi à notre dernière recommandation, notre dernière « clé » pour le tourisme et les communautés locales : transformer le tourisme en une école pour le local. Il faut concevoir le tourisme comme une des multiples activités qui soudent les communautés au lieu de les détruire comme le tourisme de masse l'a souvent fait, parfois bien involontairement.

Les activités touristiques entreprises à petite échelle permettent une participation accentuée des familles et des groupements civiques autour de quelque chose qui a un sens profond : mettre la communauté locale en contact avec l'extérieur, tout en cherchant sa préservation comme communauté homogène, facteur essentiel pour le développement à long terme des capacités locales.

Le tourisme peut signifier une façon de reconstruire des solidarités dans le développement local, démontrant ainsi qu'il n'est pas toujours destructeur, comme la plupart des études ethno-anthropologiques et sociologiques veulent le faire croire, mais que, au contraire, dans une version de « tourisme viable », il peut aussi être constructeur de société.

## NOTES

- 1 Nous considérons le marché canadien comme accessoire du fait de sa faible population.
- 2 Les auteurs de la théorie de la régulation ont écrit de nombreux textes sur le modèle fordiste, mais aussi sur sa crise et le remplacement progressif par d'autres modes d'organisation du travail dans le cadre du post-fordisme. Nous renvoyons, par exemple, au livre de Durand et Boyer, 1995.
- 3 Cette détermination de plages de temps de vacances fera toujours problème pour les promoteurs touristiques qui demandent l'« étalement des vacances ». Cela aurait des implications importantes pour les modes d'organisation du travail.
- 4 La « touristification » est le processus de pénétration des modes de production et de vie propres au tourisme, dans la vie quotidienne des populations. Il s'agit donc d'un processus de transformations des sociétés à partir de la diffusion du tourisme.
- 5 Sur la côte pacifique du Mexique, près de Guadalajara, le « petit hôtel inconnu » (c'est son nom !) est un modèle du genre : loin des appâts du gain, il offre des emplois à la communauté et un cadre protégé rustique mais sophistiqué ; c'est un exemple parmi d'autres d'initiatives qui fleurissent dans plusieurs pays.
- 6 Classée 13<sup>e</sup> dans le sondage de la revue *Travel & Leisure* de 1996, dans la préférence des lecteurs (surtout américains), ce qui est loin d'être un mauvais score.
- 7 Nous lions cette idée de viabilité sociale et culturelle en partie à celle de l'*empowerment* des communautés, autant émettrices de touristes que réceptrices d'ailleurs.
- 8 Il m'en coûte sans doute de plus en plus d'utiliser cette terminologie de « producteurs de services » et de « touristes consommateurs ». En tournant les yeux vers l'économie sociale et son nouveau vocabulaire, nous pourrions sans doute repenser ces termes de plus en plus méprisables ; c'est un effort qui reste à faire.

**BIBLIOGRAPHIE**

- BENKO, Georges et Alain LIPIETZ (1992), *Les régions qui gagnent (districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique)*, collection Économie en liberté, Paris, PUF.
- BOYER, Roger et Jean-Pierre DURAND (1993), *L'après-fordisme, alternatives économiques*, Paris, Syros, 174 p.
- CAZES, Georges (1992), *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*, Paris, Bréa.
- DUMAZEDIER, Joffre (1974), *Sociologie empirique du loisir (critique et contre-critique de la civilisation du loisir)*, collection Sociologie, Paris, Éditions du Seuil.
- DUMAZEDIER, Joffre (1995), « Des grandes migrations passées au tourisme de masses », in J.-L. Michaud, *Tourisme, chance pour l'économie, risque pour les sociétés?*, Paris, PUF, pp. 27-60.
- ESTEVE SECALL, Rafael (1983), *Turismo. ¿ Democratización o imperialismo?*, España, Universidad de Málaga.
- GARCIA DE FUENTES, Ana (1979), *Cancún, turismo y subdesarrollo regional*, México, Universidad Nacional Autónoma de México.
- GAY-PARA, Guy (1985), *La pratique du tourisme*, Paris, Économica.
- HETHERINGTON, Kevin (1989), « Vanloads of Uproarious Humanity (New Age Travelers and the Utopics of the Countryside) », in T. Skelton et G. Valentine (éd.), *Cool Places, Geography of Youth Cultures*, London, Routledge, pp. 328-342.
- HIERNAUX, Daniel (1995), « En busca del Edén : turismo y territorio en las sociedades modernas », *Ciudades*, México, Revista de la Red Nacional de Investigación Urbana, n° 23, pp. 24-30.
- HIERNAUX, Daniel (1998), « Los espacios turísticos en la globalización », *Diseño y Sociedad*, n° 9, Xochimilco, Universidad Autónoma Metropolitana, 20 p.
- KRIPPENDORF, Jost (1984), *Les vacances et après (pour une nouvelle compréhension du tourisme et des voyages)*, Paris, L'Harmattan, Francia.

- LALIVE D'EPINAY, Christian (1991), « Loisir : dynamique et différenciation sociales », *Sociétés*, n° 32, Paris, Dunod, pp. 163-171.
- LANFANT, M.F., J.B. ALLOCK y E.M. BRUNER (1995), *International Tourism: Identity and Change*, Londres, Sage Publishers.
- MACCANNELL, Dean (1976), *The Tourist : a New Theory of the Leisure Class*, New York, Schocken.
- MAFFESOLI, Michel (1985), *L'ombre de Dionysos (contribution à une sociologie de l'orgie)*, Paris, Le Livre de Poche.
- MAFFESOLI, Michel (1988), *Le temps des tribus (le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse)*, Paris, Le Livre de Poche.
- MAFFESOLI, Michel (1997), *Du nomadisme, vagabondages initiatiques*, Paris, Le Livre de Poche.
- MCPHAIL FANGER, Elsie (1997), « En busca del tiempo libre », revista *Argumentos*, n° 27, agosto, México, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Xochimilco, pp. 7-27.
- MÉDA, Dominique (1995), *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Alto, Aubier, 358 p.
- PRONOVOST, Gilles (1996), *Sociologie du temps*, Bruxelles, De Boeck Université.
- PRONOVOST, Gilles et Daniel MERCURE (dir.) (1989), *Temps et sociétés*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- PUIG ROVIRA, Josep María et Jaume TRILLAS (1987), *La pedagogía del ocio*, Barcelona, Laertes editores, 226 p.
- RÉMY, Jean (1994), « L'implication paradoxale dans l'expérience touristique », *Recherches sociologiques*, vol. 2, Université catholique de Louvain, pp. 61-78.
- RUPERT DE VENTOS, Xavier (1976), *Ensayos sobre el desorden*, Barcelona, Kairos.
- SEGUI LLINAS, Miguel (1995), *Les nouvelles Baléares (la rénovation d'un espace touristique mythique)*, collection Tourisme et Sociétés, Paris, L'Harmattan, 231 p.

- SHIELDS, Rob (1991), *Places on the Margin (Alternative Geographies of Modernity)*, Londres, Routledge.
- SUE, Roger (1991a), « Contribution à une sociologie historique du loisir », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XCI, Paris, pp. 273-295.
- SUE, Roger, (1991b), « De la sociologie du loisir à la sociologie des temps sociaux », *Sociétés*, n° 32, Paris, Dunod, pp. 173-181.
- SUE, Roger, (1994), *Les temps sociaux*, Paris, Presses universitaires de France.
- TURNER, Louis et John ASH (1991), *La horda dorada (el turismo internacional y la periferia del placer)*, colección Turismo y Sociedad, Madrid, Endymion.
- VENTURI, Robert, Steven IZENOUR et Denise SCOTT BROWN (1977), *Learning from Las Vegas (The forgotten Symbolism of Architectural Form)*, Boston, USA, MIT Press.



## **LE TOURISME VIABLE OU LES HABITS NEUFS DU TOURISME DOUX**

Jacques PERRET  
CEMAGREF  
Développement des territoires  
montagnards (France)

### **INTRODUCTION**

Le tourisme viable est devenu la référence des Parcs naturels régionaux de France et de l'Union européenne. Il fait l'objet d'une définition, d'une charte et de stratégies de développement. Cette forme de tourisme ne se limite pas à une simple prise en compte de l'environnement ; elle privilégie la maîtrise locale du développement, une certaine éthique dans les relations commerciales, l'accès des activités touristiques au plus grand nombre, etc. Ces orientations rappellent celles qui inspiraient déjà, dans les années 70, le tourisme doux ou diffus, en contrepoint des équipements lourds du tourisme de type industriel comme les stations de sports d'hiver ou les stations de bord de mer.

Que représente ce mode de développement ? Quelles sont ses implications économiques et sociales ? À la lumière d'un passé récent, on peut constater que le tourisme doux correspond aux intérêts de certains groupes d'acteurs dont les entrepreneurs familiaux, les propriétaires d'un patrimoine architectural et les titulaires d'un savoir-faire traditionnel. Il tend aussi à satisfaire le besoin de catégories d'urbains déracinés. Aussi, si le tourisme viable repose sur les mêmes bases économiques et idéologiques, il peut être effectivement une forme d'adaptation des systèmes économiques locaux. Il peut aussi susciter des innovations, mais il peut aussi favoriser un protectionnisme et un conservatisme économiques et culturels.

L'exposé portera sur l'analyse du tourisme viable à la lumière de l'expérience du tourisme doux, en comparant, d'une part, les politiques mises en œuvre et, d'autre part, les pratiques des acteurs

locaux. Il s'appuiera, par une approche territoriale, sur l'exemple du Parc naturel régional du Queyras, créé en 1978, et qui élabore, en ce moment, un schéma concerté de développement touristique.

## LA DIVERSITÉ DU TOURISME EN FRANCE

Cette intervention a pour objet une forme de tourisme particulière, le tourisme viable, qui apparaît, dans les années 50, dans le prolongement du tourisme doux mis en œuvre en milieu rural. Cette expérience permet de tirer quelques enseignements pour comprendre les enjeux du tourisme viable. On verra, dans un premier temps, les caractéristiques de ces formes de tourisme, doux et viable, qui forment un modèle de développement, avant d'analyser, dans un second temps, leurs implications sociales en termes de développement local et de clientèle.

## LA DIVERSITÉ DU TOURISME EN FRANCE

Auparavant, je voudrais rappeler le contexte historique dans lequel s'inscrit le tourisme viable. Pour simplifier, le tourisme en France a connu deux grandes phases :

- une période pionnière, jusqu'à la Seconde guerre mondiale, caractérisée par un foisonnement d'initiatives privées, sans programmation ni contrôle de l'État ni même des collectivités locales, sous l'impulsion d'une clientèle urbaine souvent étrangère. Pendant cette période, des acteurs locaux ont saisi des occasions pour adapter leurs activités. C'est notamment l'époque de la création de Chamonix et de la Côte d'Azur et des touristes britanniques ;
- une seconde période, depuis les années 50, caractérisée par l'intervention de l'État et des collectivités locales qui ont programmé différentes formes de développement touristique : un mode d'équipement lourd avec les stations de sports d'hiver et du littoral, un tourisme diffus en espace rural et un tourisme orienté vers la protection de la nature, avec la création des Parcs naturels régionaux (PNR). Actuellement, l'État se désengage

quelque peu au profit des collectivités territoriales à la suite de la décentralisation lancée en 1982, mais ses services techniques sont toujours largement présents pour proposer des solutions aux problèmes d'adaptation, notamment en termes commercial.

Cette évocation rapide montre que le tourisme en France est très diversifié et que le tourisme viable, comme le tourisme doux, ne sont que des formes très particulières et marginales en termes de fréquentation, parmi toutes les formes de tourisme en cours.

#### L'EXEMPLE DU QUEYRAS

Je voudrais aussi présenter le Queyras qui va servir d'exemple à mon exposé. Le Queyras forme une unité géo-économique (de 600 km<sup>2</sup>) dans les Alpes du Sud, à la frontière italienne. Il comprend huit petites communes (200 à 400 habitants) et une population totale de 2 250 habitants<sup>1</sup> qui vivent à une altitude moyenne de 1 600 à 2 000 mètres — Saint-Véran étant le plus haut village d'Europe.

Le système économique reposait jusqu'à la première moitié de ce siècle sur une combinaison agro-sylvo-pastorale. L'agriculture du Queyras est principalement orientée vers l'élevage, avec une nette prédominance de l'élevage des ovins et des bovins. Les alpages (13 000 ha) constituent un des atouts. Ils jouissent en effet d'une bonne réputation. Avec environ 12 000 ha, la forêt, essentiellement communale, couvre 22 % de la superficie du Queyras; le mélèze y est prédominant avec 61 % des surfaces boisées en production. Le système économique touristique s'est sensiblement spécialisé dans l'accueil (plus de 20 000 lits), avec le développement d'un tourisme d'été et la création de petites stations de sports d'hiver dans les années 70. Le PNR a été créé en 1977 ; sa charte vient d'être renouvelée par le ministère de l'Environnement pour une période de dix ans. Malgré les particularismes villageois, l'intercommunalité s'est généralisée pour les équipements publics, la gestion des remontées mécaniques et la promotion touristique.

## UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Tourisme viable et tourisme doux constituent deux facettes successives d'un même modèle de développement.

### LE TOURISME VIABLE

Le tourisme viable est devenu la référence des PNR de France et de l'Union européenne.

#### **Le tourisme viable est d'abord une préoccupation d'ordre écologique**

Pour la Fédération des PNR, le premier critère de définition du tourisme viable est d'ordre écologique. Ce tourisme est défini comme étant « toute forme de développement qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles »<sup>2</sup>. Cette préoccupation est dans la foulée de la conférence de Rio dont on a retenu essentiellement l'idée d'un développement qui doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Ce modèle de développement veut établir une équité entre les générations présentes et futures, sans renoncer aux besoins immédiats en termes d'emplois, d'alimentation, de salubrité, et, surtout, sans remettre en cause la rentabilité immédiate d'ordre économique.

Cette orientation se traduit concrètement par une attention soutenue des PNR pour :

réduire au maximum la consommation des ressources naturelles (eau, énergie et espaces), réduire les rejets dans l'eau, l'air, les sols liés au développement des services touristiques et promouvoir l'usage des formes de transport respectueuses de l'environnement.<sup>3</sup>

Les priorités sont donc de laisser propre ou intact, de ne pas perturber, de ne pas transformer le milieu par des équipements lourds. On recommande de recycler (eau, ordures ménagères) et, en

cas de pollution, de traiter. Cela suppose une évaluation régulière des effets des activités touristiques sur l'environnement.

### **L'élargissement du tourisme viable**

Mais le tourisme viable ne se limite pas à une simple prise en compte de l'environnement. Il doit contribuer « de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent ou séjournent dans les espaces protégés »<sup>4</sup>. Cette volonté se concrétise par les principes suivants :

- le développement économique local, ce qui signifie la valorisation des ressources et des savoir-faire locaux, la promotion de l'emploi stable pour les gens du pays ;
- l'équilibre entre les activités économiques par une diversité des activités autres que le tourisme, des effets d'entraînement du tourisme sur les autres activités, la diffusion des activités touristiques dans l'espace, la maîtrise locale du développement et l'amélioration de la qualité de vie des populations. L'économie est ici largement intégré dans une préoccupation sociale ;
- une éthique du tourisme, ce qui signifie un tourisme de qualité et authentique, l'honnêteté des relations commerciales, l'accès des activités touristiques au plus grand nombre, une prise en compte des coûts écologiques et une juste répartition des bénéfices entre patrons et salariés.

### **LE TOURISME DOUX DES ANNÉES 70**

Quelles sont les caractéristiques de ce tourisme doux des années 60-70 qui annoncent le tourisme d'aujourd'hui ? Quelles similitudes avec le tourisme viable ?

### **La préservation de zones de détente**

La motivation du tourisme doux était environnementale, dans le sens d'une finalité hygiéniste. L'industrialisation concentrée dans des pôles, les remembrements, le gonflement des agglomérations urbaines et la multiplication des cités dortoirs interpellaient les responsables politiques en faveur de la préservation des paysages ruraux et des ressources naturelles. Le souci d'Olivier Guichard était de créer, en 1964, « des aires naturelles de détente autour des grandes métropoles », de « protéger enfin la nature et les sites, sur des ensembles suffisamment vastes ». Il justifie la préservation par l'exigence de santé pour permettre le développement des métropoles : « La verdure et l'espace sont aussi nécessaires pour vivre que l'air et l'eau »<sup>5</sup>. Ainsi, les stratégies politiques n'imaginent pas une correction de la concentration des activités, mais font de la zone de détente une partie intégrante des équipements d'une métropole.

Cette conception s'affirme au Parlement avec les lois relatives à la création des PNR (1960 et 1967). Les PNR ont pour objet :

la recherche d'un lieu privilégié d'équilibre et de paix pour l'homme [dans] l'optique du souci d'esthétique du paysage, du respect du milieu naturel [...] [Ils] visent à offrir les joies saines de l'exercice physique et la satisfaction des activités de l'esprit au contact de la nature aux hommes appelés à y jouir d'une « vie normale »<sup>6</sup>.

### **Le rejet d'un tourisme industriel**

En même temps, une vaste politique d'équipement touristique est en cours avec la multiplication des grandes stations en site vierge, en montagne comme sur le littoral. Ces équipements, au service d'une rationalité en vogue après la guerre et défendus par certains corps d'État (Perret, 1997), heurtent d'autres responsables, plus sensibles à un tourisme diffus. Pour Rambeaud (1970)<sup>7</sup>, « le tourisme vertical, phénomène de “sarcellisation” du paysage et de la montagne, doit être combattu à tous les niveaux ». Lamour (1970, p. 4)<sup>8</sup> est aussi effrayé par le modèle de référence des grandes stations d'altitude : « On nous annonce maintenant que l'avenir serait aux

stations groupant, j'ose à peine le croire et le répéter, 30 000, voire 50 000 lits ».

### Éviter le désert

L'opposition est aussi virulente quant au mode d'implantation du tourisme. À l'opposé des stations *ex nihilo*, qui nient le territoire et son histoire, d'autres veulent valoriser la culture locale et les sites qui comportent « des témoignages de civilisations humaines successives et qui présentent un intérêt exceptionnel pour la détente et la culture ». On veut aussi maintenir l'agriculture, représentante de cette culture montagnarde et utile à l'entretien du paysage. Pourtant, les agriculteurs, laissés pour compte de la croissance, partent en nombre en ville ou se reconvertissent dans le tourisme. Il faut donc éviter le désert :

parce qu'il y a un seuil qui ne saurait être dépassé sans conséquences graves ; un seuil au-delà duquel toute économie, quelle qu'elle soit, même touristique, devient impossible, un seuil au-delà duquel la terre, naguère entretenue, façonnée par l'homme, s'achemine non vers la nature comme on pourrait s'y attendre mais vers le désert.

Cette théorie du seuil est largement contestable, mais elle exprime la peur d'un phénomène irréversible.

### Une politique de développement global

La logique de la modernisation et de la croissance l'emporte. La Commission nationale pour l'aménagement du territoire se prononce pour une économie duale « retour à une économie de marché, progressivement purgée de ses soutiens artificiels », et, d'autre part, soutien à une paysannerie qui ne peut suivre la modernisation et qui est « plus attachée à son mode de vie, qu'aux avantages économiques présentés par la vie urbaine à l'égard de laquelle elle demeure allergique, et qui accorde une absolue priorité aux notions d'indépendance et de liberté »<sup>9</sup>. Pour Lamour (1970, p. 20), il ne s'agit

plus de faire l'aumône ou de soutenir un agonisant, « il s'agit, au contraire, d'intervenir pour une réorientation économique viable, pour une conversion profonde des activités, pour ouvrir un nouveau destin économique, social et humain, à l'ensemble des populations de montagne ». Pour ce faire, Rambeaud (1970), préconise de satisfaire les besoins locaux et de miser sur les potentialités locales pour diversifier les activités économiques au moyen de programmes d'aménagement concertés. Les actions proposées passent par l'action militante qui doit informer et obtenir l'adhésion des populations.

Par exemple, les équipements programmés dans la Charte du PNR du Queyras concernent les voies d'accès et leur déneigement, le renforcement du réseau électrique et de l'adduction d'eau, le réseau d'assainissement et, en tant que mesures préventives, l'épuration des eaux, l'élimination des ordures ménagères et des déchets métalliques. Puis, elle prévoit la conservation et la restauration des monuments et témoignages du passé et, enfin, la « rénovation de l'économie rurale en relation avec le développement des équipements d'accueil »<sup>10</sup>, de l'artisanat, des équipements scientifiques et culturels et enfin des équipements touristiques et sportifs.

### **L'attrait du traditionnel et du naturel**

En termes de clientèle, à côté des grandes stations de valeur internationale, entièrement orientées vers la satisfaction d'une clientèle extérieure, les promoteurs du tourisme doux ou diffus se prononcent pour un aménagement qui permette la survie des traditions, une reconversion partielle des agriculteurs, par la pluriactivité et l'agritourisme, tout en satisfaisant une clientèle moins riche.

Pour les activités, l'accent est mis sur les équipements nécessaires à la randonnée, sous toutes ses formes, les sentiers, les gîtes d'étape et la valorisation des produits fermiers authentiques : produits de qualité, savoureux, naturels que le Parc pourrait « *labelliser* ». Quant à l'accueil par les autochtones : « le contact humain est irremplaçable, il est indispensable pour le touriste, l'estivant, l'artiste, le savant, l'isolé ou le groupe qui a beaucoup à connaître, à voir, à apprendre, à analyser avec les gens du pays »<sup>11</sup>.



Ce tourisme a besoin d'une protection et d'une mise en valeur du paysage. Les procédures d'aménagement vont imposer un POS (Plan d'occupation des sols) qui va prescrire des règles pour les bâtiments, pour leur forme, la nature et la couleur des matériaux, etc. On va par exemple interdire les toits en tôle.

De même, il faut faire attention au tourisme qui :

comporte aussi des risques et, au premier chef, celui de porter atteinte aux valeurs traditionnelles du pays et du milieu humain [...] Si on n'y prend pas garde, il tend à détruire son propre objet. Le caractère attractif de la région pourrait se trouver compromis par des équipements routiers et sportifs mal intégrés au paysage, par des constructions désordonnées et disparates, par les atteintes portées à la faune et à la flore.<sup>12</sup>

#### UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Le tourisme viable et le tourisme doux sont nés tous deux d'une préoccupation de survie pour assurer le renouvellement des ressources naturelles aujourd'hui et pour éviter l'asphyxie urbaine auparavant. Mais ces deux concepts ne se limitent pas une simple prise en compte de l'environnement : ils recouvrent un certain mode de développement.

Ce modèle, qui prend en compte l'ensemble du système social et ses relations avec le milieu, forgé sur le rejet d'un tourisme de masse, s'inscrit dans un courant de pensée actuel sur le développement local, avec une valorisation de l'identité, en réaction à l'État-providence devenu trop bureaucratique.

#### Un modèle de développement local

Ce modèle se caractérise par :

- une idéologie qui met de l'avant des valeurs sociales fortes : la convivialité, l'égalité, la démocratie ou la citoyenneté, le partage, le partenariat, l'excellence, la vérité, la pureté ;

- un mode de production qui privilégie les petites entreprises avec des rapports domestiques entre les prestataires de services et les clients (au sens de Boltanski et Thévenot, 1991) et une fabrication de type artisanal ;
- le local, par la valorisation des ressources du terroir, la limitation des consommations intermédiaires importées et par le renforcement de l'identité, de l'authenticité et la singularité du pays ;
- la nature, car tout ce qui est proche de la nature est vrai, sain et bon pour l'homme ;
- le non-marchand, c'est-à-dire contre la logique du tiroir-caisse et pour les rapports personnels ;
- un mode de régulation basé sur le partenariat entre les acteurs locaux qui forment un tissu. Il suppose aussi une gestion par une équipe technique compétente ayant en charge le pilotage des actions et de l'animation.

### **Un modèle à appliquer et à diffuser**

Ce tourisme se veut la panacée pour le développement. Le Parc du Queyras est créé « pour le bien-être de tous, habitants et visiteurs ». Le but des collectivités et organismes fondateurs est :

la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel et humain de la région du Queyras, la rénovation de son économie et l'élévation du niveau de vie de ses habitants par le développement harmonieux des activités agricoles, artisanales et touristiques.<sup>13</sup>

Ses promoteurs vont devenir des militants pour diffuser ce modèle auprès des populations incrédules. Trois actions sont nécessaires et elles visent les populations locales : l'information, la participation des ruraux et leur initiation à prendre des responsabilités dans l'exploitation du patrimoine touristique. Cela suppose de les convaincre pour qu'ils « prennent conscience » de la richesse dont ils sont les détenteurs<sup>14</sup>.

Pour cela, on va codifier ce tourisme, le faire appliquer par un engagement contractuel dans les PNR (charte) et le diffuser dans d'autres espaces. C'est un exemple à suivre et les parcs se donnent une mission expérimentale.

La codification est faite sur :

- la définition et les caractères du tourisme viable ;
- les stratégies de développement vis-à-vis des acteurs locaux dont la concertation et la participation ;
- des recommandations d'ordre pédagogique, soit un code de bonne conduite pour tous les acteurs de l'industrie touristique et des manuels de gestion environnementale pour les établissements d'accueil ;
- les procédures d'évaluation.

#### **LES IMPLICATIONS SOCIALES DE CE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT**

Le tourisme viable apparaît ainsi comme un formatage, un nouveau langage pour relancer ou systématiser un mode de développement touristique doux. Des acteurs locaux pensent d'ailleurs aujourd'hui qu'ils faisaient du tourisme viable sans le savoir.

Les résultats de ce tourisme doux peuvent donc servir de référence. Il faut cependant être prudent. L'impact d'un tourisme dépend d'une articulation entre une forme de tourisme et une société locale. Or, aujourd'hui, si on peut montrer que les orientations touristiques sont assez semblables, les sociétés locales, celle du Queyras en particulier, ne sont plus les mêmes et le contexte historique a fortement évolué. On cherchera donc, à partir de cette expérience du tourisme doux, à dégager les perspectives actuelles d'une forme de tourisme que l'on connaît en fait déjà.

Il faut préciser qu'il n'existe pas en France de bilan systématique sur le tourisme : aux problèmes d'informations s'ajoutent des problè-

mes de méthodologie, dont le multiplicateur économique et l'analyse des dynamiques sociales.

Dans les prochaines pages, je ferai une évaluation du PNR du Queyras.

#### UN DÉVELOPPEMENT LOCAL GÉNÉRAL

Le Queyras connaît, dans les années 60 à 80, une période de développement continu grâce à la progression du marché touristique d'été et d'hiver. La diffusion du développement économique et démographique a été générale dans l'ensemble de la région, grâce à la dispersion des sites touristiques : la population a légèrement augmenté. Les principales caractéristiques de ce développement sont :

- **Un tissu de petites entreprises familiales.** L'économie est basée sur un tissu de petites entreprises et de travailleurs indépendants : 147 travailleurs indépendants et 175 entreprises avec des salariés, dont la majorité a moins de dix salariés permanents. L'activité saisonnière est très prononcée : 64 % de ces entreprises fonctionnent toute l'année, 24 % sur deux saisons plus ou moins longues, 7 % uniquement l'hiver et 6 % uniquement l'été. En fait, 66 % de la main-d'œuvre salariée est saisonnière (1-4 mois de travail). Ces petites entreprises familiales reposent généralement sur un mode de production artisanal. Celui-ci exige une formation polyvalente de la part des entrepreneurs qui font tout par eux-mêmes. Ils procèdent au minimum d'investissements, adaptés à leur capacité d'autofinancement, ce qui permet leur autonomie et leur viabilité, sans objectif de croissance forte et de maximisation du profit. Les entreprises apparaissent ainsi très flexibles avec des taux d'endettement faibles qui autorisent des reconversions rapides et faciles.
- **Ouverture et maîtrise locale des activités.** L'économie locale est maîtrisée par les acteurs locaux, queyrassins ou installés, qui ont pu s'approprier l'opportunité touristique en l'adaptant à leur capacité d'innovation et en valorisant les res-

sources du pays (savoir-faire, paysage, domaine skiable...) tout en étant ouverts sur l'extérieur. Cette maîtrise n'est cependant pas totale. Les alpages trop vastes pour le troupeau local sont loués à des transhumants, la forêt est soumise à l'ONF et les centres de vacances, qui assurent une clientèle familiale régulière, sont la propriété d'organismes extérieurs. Le tourisme a amplifié l'ouverture du Queyras avec l'installation, dès les années 60, « d'étrangers », c'est-à-dire des non-Queyrassins, qui ont réussi à s'installer. Ils représentent la moitié des entreprises privées non agricoles et emploient plus de main-d'œuvre que l'entrepreneur queyrassin. Ils ont créé des entreprises souvent innovatrices par rapport aux activités traditionnelles.

- **L'interdépendance des activités.** L'importance du rythme saisonnier des activités, traditionnelle dans les régions de montagne, entraîne une pluriactivité fréquente<sup>15</sup> qui s'organise dans un cadre familial. Les combinaisons d'activités les plus fréquentes associent les métiers du ski à ceux du bâtiment, de l'agriculture et de la forêt. D'autres associations, avec les activités artisanales et/ou sportives, par exemple les moniteurs-accompagnateurs, sont apparues plus récemment avec le développement touristique.
- **Une adaptation positive.** Le Queyras n'apparaît pas comme une région handicapée ou défavorisée, comme veulent bien le dire de nombreux rapports sur l'aménagement du territoire. La complémentarité entre les diverses activités — notamment l'influence favorable réciproque entre tourisme/agriculture et la fréquentation touristique familiale de double saison — font du Queyras une région moins fragile que celles qui se sont spécialisées dans une activité de sports d'hiver et qui sont engagées dans l'engrenage de la promotion immobilière. Sa situation géographique et la modestie de ses domaines skiables, qui pouvaient apparaître comme des contraintes, l'ont en fait préservé d'une fréquentation touristique massive et lui donne aujourd'hui une place privilégiée pour une clientèle à la recherche d'espaces tranquilles. Sa situation actuelle soulève cependant un certain nombre d'incertitudes pour l'avenir.

- **La spécialisation de l'agriculture.** Les 77 exploitations restantes se sont orientées vers la production de viande bovine, moins exigeante en temps de travail pour des exploitations agricoles qui sont pratiquement toutes concernées par la pluriactivité. La population des propriétaires d'exploitation agricole est relativement jeune : les deux-tiers ont moins de 50 ans. Les surfaces exploitées sont en régression, soit de l'ordre de 20 %. Le cheptel local, de 200 à 300 bovins, ne permet pas de gérer l'ensemble de l'espace agricole.
- **Une forte dépendance vis-à-vis du tourisme.** La gamme d'entreprises est large, mais cette diversité est cependant dominée par un secteur tertiaire qui dépend directement ou non de la fréquentation touristique. C'est particulièrement vrai pour le bâtiment, les commerces, mais aussi pour l'agriculture.
- **Une offre d'emploi peu attrayante pour les jeunes.** Les jeunes qui ont voulu rester au pays n'ont pas, même aujourd'hui, de réel problème d'emploi sur place, mais ils ne sont pas prêts à faire comme leurs parents qui ont travaillé dur, d'autant plus que les incertitudes sur le marché touristique n'offrent pas de perspectives attrayantes et que leur formation scolaire leur a donné une qualification qui les amène à travailler ailleurs.
- **Des entreprises peu performantes.** L'économie du Queyras a bénéficié de la création du PNR comme un moyen de préservation du paysage et du label de qualité touristique et, comme toutes les communes touristiques de montagne, de subventions d'État conséquentes autant pour les communes que pour les agriculteurs. Mais on note un vieillissement démographique avec le départ des jeunes, des problèmes d'installation, la pénurie de logements permanents dans la plupart des communes et, parallèlement, l'augmentation des résidences secondaires et une progression des migrations quotidiennes pour aller travailler en dehors du Queyras. La qualité paysagère et patrimoniale de l'espace apparaît aussi menacée, du moins par un simple regard extérieur.

Ce type de développement a été l'affaire d'une génération, pendant une trentaine d'années. Issue d'une société agricole pauvre, elle a créé une économie touristique dont le renouvellement social et économique n'est pas assuré. La croissance touristique a permis de vivre ou de s'enrichir en travaillant dur. La facilité d'un marché où la demande était forte n'a pas poussé les entrepreneurs ou les propriétaires d'hébergement à se moderniser, à améliorer leur gestion et à prendre l'habitude d'une politique commerciale. Les structures d'accueil touristiques ont besoin de s'adapter : hôtels trop petits pour travailler avec des groupes, mises aux normes de sécurité pour les centres de vacances, qualité aléatoire des meublés. Les artisans travaillent dans des locaux souvent trop exigus et souhaitent des adaptations. Ainsi, malgré le fort renouvellement des entrepreneurs, les activités semblent reposer sur des outils de production anciens. Nombre de ces entrepreneurs sont aujourd'hui proches de la retraite ; ils n'ont plus la motivation pour bouleverser leur façon de faire et ils laissent à la génération suivante des outils de production peu adaptés. Le transfert de propriété est problématique parce que la valeur de ces biens est élevée, qu'ils nécessitent des investissements de modernisation et que la clientèle est à relancer.

- **Une ambiance de rivalités.** Les réseaux de solidarité qui s'étaient tissés dans la phase de reconversion touristique se sont progressivement dilués avec la facilité, au profit d'une gestion d'entreprise individuelle à l'échelle villageoise. Les problèmes financiers ont accru les rivalités. Dans ce contexte, les adaptations ne trouvent plus les supports collectifs nécessaires. On se décharge sur les élus locaux pour régler tous les problèmes. Ceux-ci ne possèdent qu'une faible marge de manœuvre financière, avec une lourde dette accentuée par l'absence de recettes d'exploitation des remontées mécaniques pendant plusieurs années à cause du manque de neige. De plus, la disparition du leader, Philippe Lamour, laisse un pouvoir dispersé entre les diverses structures.

## UNE REPRODUCTION SÉLECTIVE DE LA SOCIÉTÉ LOCALE

Le développement local peut être considéré comme un mode de développement satisfaisant l'ensemble des acteurs, tous unis dans un même projet. Cependant, un territoire est composé d'acteurs aux situations et intérêts différents, voire opposés. L'histoire du Queyras ne doit pas masquer le fait que le développement touristique est aux mains de certains acteurs qui s'organisent de façon à contrôler les initiatives et les retombées touristiques. Cette organisation repose sur la famille et un code villageois qui s'attachent à reproduire la société locale au bénéfice d'un petit capitalisme familial.

### **La famille tremplin**

La structure familiale constitue la structure sociale et économique de base de l'emploi et de l'insertion des jeunes. L'acteur économique, qu'il soit salarié ou entrepreneur, appartient à une famille qui l'oriente, l'insère et au sein de laquelle s'organisent des activités et des revenus diversifiés. Le lancement d'une activité nouvelle est appuyé et permis grâce aux autres revenus de la famille : salaire du conjoint, revenus du patrimoine, retraites, allocations familiales et aides diverses. La famille sert de chambre de compensation des risques financiers. La famille possède son propre réseau de connaissances. Le premier emploi est trouvé grâce à la famille : c'est une place dans l'entreprise des parents, comme aide familiale ou salarié, ou un emploi demandé auprès d'un membre de la famille, d'une connaissance, de la commune. Il est coopté.

Celui qui reprend l'entreprise parentale dispose d'un outil de production que le mode de succession va préserver par différents moyens : propriété indivise laissée en usage, compensation financière des héritiers, d'autres biens immobiliers ou, plus rarement, constitution d'une société. Le patrimoine familial permet de se loger, dans une maison ou sur un terrain hérité, et il sert de rampe de lancement pour la constitution de nouvelles entreprises.



### **La courte échelle villageoise**

À l'échelle de la société locale qui comprend un ensemble de systèmes familiaux, l'organisation et la reproduction du système touristique local sont réglées de façon informelle par des pratiques d'insertion et d'échanges productifs, au bénéfice des acteurs locaux, cohérentes avec les systèmes familiaux. Ces pratiques supposent à la fois protection et exclusion.

Insertions sociale et professionnelle vont de pair. Le devenir professionnel des jeunes ne dépend pas uniquement de leur formation, qui est pourtant le critère officiel de mise en accord sur le marché du travail, mais de leurs caractéristiques sociales (origine sociale, sexe, âge). L'insertion des jeunes du pays est permise, grâce à leur embauche prioritaire sur des critères d'ordre personnel, plutôt que selon une exigence de qualification professionnelle précise. L'embauche repose sur la confiance et sur la base de relations familiales et personnelles. Les entrepreneurs prennent en particulier des jeunes du pays au sortir de l'école, sans formation ou avec un CAP, c'est-à-dire pas forcément de qualification pour le poste offert.

Cette priorité s'accorde avec les intérêts de la petite entreprise locale. L'employeur bénéficie d'une main-d'œuvre qu'il choisit, selon ses qualités humaines et qu'il peut contrôler facilement par le jeu des relations personnelles et familiales. Les jeunes du pays connaissent les conditions de travail. Ils reprennent à leur compte la valeur travail, qu'ils ont connue dans l'entreprise familiale et qu'ils acceptent implicitement en restant au pays. L'employé a une famille sur place : c'est un gage de sérieux. Il a aussi un logement, ce qui évite à l'employeur de lui en fournir un.

C'est l'entreprise qui va donner une expérience professionnelle. Pour les jeunes saisonniers, c'est une chance de trouver du travail sur place. Ils sont peu ou pas revendicatifs, même s'ils subissent des conditions de travail difficiles, des horaires lourds et une rémunération modeste. Le jeune adopte un mode de fonctionnement d'entreprise qu'il compte maîtriser plus tard quand il se sera mis à son compte. La période correspond à une phase de formation et d'accumulation de capital qui va lui permettre de créer sa propre entreprise ou de reprendre l'entreprise familiale.

Des réseaux de solidarité entretiennent la reproduction de la petite entreprise sur le modèle du travail indépendant, grâce à une forte mobilité professionnelle et à une hiérarchisation sociale claire. Les employeurs se sentent en fait solidaires des jeunes qui veulent rester au pays et s'installer. Cela permet un effet d'entraînement ; par exemple, dans le bâtiment, les artisans embauchent pour l'été des jeunes du pays. L'artisan est à la fois le patron et le formateur. Le souci d'indépendance et un système de rémunération, assez égalitaire entre ouvriers, incitent les plus entreprenants et les plus qualifiés à se mettre à leur compte dès qu'ils sont reconnus sérieux et donc sollicités directement pour des chantiers. Une fois installés, ils embauchent d'autres jeunes qui vont aussi devenir indépendants. Les artisans d'un même pays ont donc l'habitude de travailler ensemble et de s'entraider en confondant économie monétaire et informelle.

Cet apprentissage apporte une polyvalence, un « capital social », avec lequel les adultes vont organiser, sous un style de vie relativement homogène, leur système d'emploi composé de salariat, de travail indépendant, d'autoreproduction, de travail au noir, d'inactivité. La dépendance à un employeur est partielle et si possible provisoire. Progressivement, ils chercheront à s'en dégager pour développer leurs activités indépendantes.

### **Des pratiques d'exclusion**

La population locale bénéficie donc, du fait du maintien d'un mode de fonctionnement spécifique, d'une protection sur le marché du travail. Avec l'augmentation de l'offre d'emplois, surtout depuis les années 70, ce système a permis aux jeunes du pays de trouver sans problèmes, en particulier sans formation, un emploi sur place. Dans ce contexte, le tourisme a facilité les créations d'entreprises et les installations.

Les familles pratiquent elles-mêmes l'exclusion des descendants, avec un dédommagement monétaire ; car leur maintien sur place handicaperait la survie de l'entreprise familiale. S'ils ne peuvent trouver un emploi, ils sont alors placés à l'extérieur. C'est pourquoi l'on ne trouve guère d'exclus dans le village. Ce système local

d'insertion extériorise les problèmes d'intégration professionnelle vers les centres urbains.

L'exclusion frappe aussi la main-d'œuvre saisonnière non qualifiée que l'employeur ne cherche pas à fidéliser. Parallèlement à l'embauche des jeunes du pays, les employeurs recrutent un personnel extérieur qu'ils choisissent jeune, peu qualifié, mobile, en situation d'attente, ce qui permet de gérer au mieux une activité saisonnière, irrégulière et souvent fragile.

Ces salariés saisonniers ont un travail peu intéressant avec des conditions d'emploi pénibles qu'ils acceptent sans discuter, faute de choix. Venant de l'extérieur, ils connaissent des conditions de vie difficiles. N'entrant pas dans le jeu de l'entrepreneur ni du système social et n'ayant pas, le plus souvent, l'intention de s'installer, ils sont, de ce fait, dévalorisés dans l'image dominante de la population permanente.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi place les employeurs en situation de force pour imposer leurs conditions face à des saisonniers, sans attitude collective du fait de leur précarité, leur dispersion et leur mobilité. Ces conditions sont d'autant plus difficiles à normaliser qu'une partie des salariés les acceptent et les reproduisent.

Le protectionnisme implique le rejet d'éléments extérieurs pouvant remettre en cause le système local : « on veut rester maître chez soi ». De fait, il va permettre de sélectionner les pénétrations d'étrangers qui, pour s'intégrer dans le système productif, vont adopter des pratiques particulières d'installation.

Pour les emplois exigeant une bonne qualification professionnelle, les entreprises recourent à une main-d'œuvre extérieure spécialisée qu'ils chercheront à fidéliser. Il n'en est pas de même pour les jeunes non qualifiés, généralement issus du milieu urbain, qui connaissent les stations par leurs séjours de vacances de ski. Ils en retiennent le cadre de vie, la possibilité d'emploi plus facile qu'en ville et projettent de s'y installer. Ils ont généralement une formation souvent de niveau supérieur. Ils reviennent pour faire la saison d'hiver dans un emploi salarié non qualifié (*perchman*). Pour le reste

de l'année, le marché de l'emploi est plus restreint et ils se contentent de petits boulots de courte durée (bâtiment, animation, employé de restaurant, bûcheron) entrecoupés de non-activité. Ils n'ont pas de réseaux de connaissance, de patrimoine, ou une formation qui leur permettent de s'intégrer. De même, trouver un logement permanent et bon marché est problématique, puisque les propriétaires préfèrent les locations à des touristes ou des résidents secondaires qui permettent des prix plus élevés, d'une part, et n'entraînent pas de lien viable, d'autre part. Si l'emploi d'hiver est reconduit, progressivement, il va se constituer un réseau de connaissances, essentiellement entre jeunes dans la même situation, donc par des réseaux parallèles à la société autochtone qui lui donneront une insertion sociale.

Pour en finir avec cette succession d'emplois subalternes, il va chercher à se rendre indépendant en créant son propre emploi. Il va monter un projet sur un créneau porteur, dans une activité inexistante sur place, non concurrentielle par rapport aux entreprises locales (centre de ski de fond, nouveau commerce, pizzeria, accompagnateur de moyenne montagne, élevage hors sol...), exigeant un minimum de moyens de production (foncier, atelier, fonds de commerce) qu'il aurait de fortes difficultés à louer ou acquérir. Il recourt à un minimum d'investissements de départ en utilisant un éventuel petit pécule et surtout en se servant de sa formation initiale comme force d'adaptation. Il va suivre un stage de formation spécialisée parce qu'il mise sur une offre de type professionnel, attirant une bonne clientèle, pour dégager une marge. Les premières années seront problématiques quant à la rentabilité de l'affaire ; la survie sera assurée grâce à l'emploi d'hiver régulier ou le salaire du conjoint ou, éventuellement, des subsides familiaux extérieurs. Son activité restera saisonnière ou deviendra annuelle. S'il maintient deux activités, ce sera dans deux professions qui valorisent au mieux sa formation et qui s'articulent entre elles. Si son affaire réussit et son installation devient déjà ancienne, il ne sera pas pour autant reconnu comme étant « d'ici » ; il sera toujours un étranger, même s'il épouse un enfant du pays. Par contre, il peut devenir un exemple de réussite et être perçu comme un élément dynamique et intéressant pour la société au point d'être élu au conseil municipal, voire d'en devenir le leader.

L'installation en montagne d'une population active extérieure a été problématique de tout temps, notamment parce qu'elle a provoqué, de la part des montagnards, un réflexe de survie et de protection de leur rente de situation. Elle n'est acceptée que dans la mesure où elle ne remet pas en cause le fonctionnement et la reproduction du système économique local.

#### LES BESOINS D'UNE CERTAINE ÉLITE

Sélectif dans son impact local, le tourisme viable, comme le tourisme doux, est aussi sélectif dans la clientèle.

Selon l'étude Cofremca de 1993, seulement 33 % des Français fréquentent la montagne. Cette fréquentation de la montagne est « fortement corrélée à certains critères socio-économiques : surfréquentation jusqu'à 50 ans [...] niveaux socio-économiques supérieurs (étudiants, cadres, professions intermédiaires) » ; par contre, le critère géographique ne joue pas, sauf pour la région ouest la plus éloignée des massifs. Cette clientèle se caractérise par son « ouverture au changement qui la distingue du reste de la population [...] très axée sur son autonomie, soucieuse d'exprimer sa personnalité sans contraintes, dans un contexte peu compétitif ». Elle trouve en montagne un « plaisir plus cérébral, mental que sensoriel » à travers « une multiplicité d'expériences et de contacts » (Cofremca, 1993, p. 51).

Ce profil de clientèle se retrouve dans le Queyras. Selon une enquête réalisée en 1994<sup>16</sup>, les touristes présents en été viennent se détendre dans un cadre naturel, voir le paysage et pratiquer une activité sportive (environ 60 % des réponses pour chacune des motivations). Ces touristes sont enthousiasmés par le site ; ils sont très généralement satisfaits des conditions d'accueil et considèrent le niveau d'équipement suffisant. Ces touristes ont entre 31-65 ans, ils sont cadres moyens ou supérieurs ou enseignants (56 % de la clientèle).

Ces profils correspondent bien aux cibles de clientèle du tourisme viable : le découvreur et dégustateur à la recherche d'authenticité, l'aventurier, le sportif, l'observateur naturaliste, le spécialiste con-

firmé, le féru d'histoire, l'archéologue ou l'ethnologue refoulé, le chercheur qui s'ignore et le biologiste en herbe, l'écologiste, le formateur, le pédagogue (Blangy, 1995, p. 66).

Cette clientèle est loin de représenter la majorité des touristes qui se retrouvent en grande majorité l'hiver dans les grandes stations de ski et l'été sur les plages de la Méditerranée et de l'Atlantique. Le tourisme doux ou viable, aussi généreux soit-il, correspond donc aux besoins d'une clientèle particulière.

### **CONCLUSION : LES RISQUES DU REPLI SUR SOI**

En résumé, il faut souligner que le tourisme doux, comme le tourisme viable, présentent des motivations et des valeurs qui rendent ce mode de développement particulièrement attrayant, au point de le considérer comme un modèle qui pourrait être la panacée. Mais, il faut bien reconnaître qu'il correspond aux représentations et aux intérêts de certains acteurs. Les promoteurs de ce tourisme, issus d'un monde urbain, souvent déracinés et nostalgiques, organisent un tourisme qui rejoint, d'une part, les attentes d'une élite cultivée et, d'autre part, les intérêts des petits propriétaires ruraux.

Un autre constat interroge un tel modèle de développement. On a vu que le tourisme doux a valorisé les savoir-faire et les ressources locales au bénéfice des acteurs du pays pour prendre le contre-pied du tourisme de masse. Le tourisme viable véhicule aussi un discours identitaire qui valorise les traditions locales dans un contexte de mondialisation. Ce discours ressemble étrangement au nationalisme véhiculé à une autre échelle. Toutes les traditions ne sont pas positives. Le territoire peut devenir une base de repli. En revanche, il peut en être un tremplin si le tourisme viable valorise aussi les idées extérieures favorables aux innovations.

## NOTES

- 1 Selon le dernier recensement de population réalisé en 1990 par l'INSEE.
- 2 Fédération des parcs naturels régionaux (1997), *Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés*, 18 p.
- 3 *Idem*, p. 6.
- 4 *Idem*, p. 1.
- 5 Guichard, O., Délégué de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) (1996), *Introduction aux journées d'études sur les parcs naturels régionaux, Lurs-en-Provence*, p. 5.
- 6 Dugelay, congrès de la FFEM, 1970, Bulletin de la FFEM, n° 20, p. 274.
- 7 Paul Rambeaud était Commissaire à la Montagne.
- 8 Philippe Lamour est directeur d'une société d'équipement et président du PNR du Queyras.
- 9 CNAT (1970), pp. 12-17 et 57.
- 10 Article 7 de la Charte du PNR, *Le Courrier du Queyras*, n° 9, p. 3.
- 11 M. Lunes, agriculteur, Congrès FFEM de juin 1970 à Ajaccio, bulletin de la FFEM, n° 20, 1970, pp. 105, 107.
- 12 *Le Courrier du Queyras*, n° 9, 1973, p. 11.
- 13 Article 1 de la Charte du PNR, *Le Courrier du Queyras*, n° 9, 1973, p. 12.
- 14 J.-P. Feuvrier, alors chargé de mission pour la création du PNR du Vercors. Congrès FFEM de 1970.
- 15 À titre de comparaison, en Savoie en 1986, 37 % des agriculteurs 27 % des commerçants et artisans, 49 % des professions libérales sont pluriactifs (selon leurs déclarations de revenus) (Perret, 1995).
- 16 « Enquête de fréquentation-satisfaction » réalisée par Béatrice Ange pour le compte du PNR au cours de l'été 1994.

**BIBLIOGRAPHIE**

- BICHE, Brigitte, Françoise GERBAUX, Jean LE MONNIER et Jacques PERRET (1996), *Créer son emploi en milieu rural. Les chemins de traverse de la pluriactivité*, Paris, L'Harmattan, 172 p.
- BLANGY, Sylvie (1995), *Tourisme rural : la voie du tourisme durable*, Les Cahiers d'espaces.
- BOLTANSKI, Luc et Laurent THÉVENOT (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- COFREMCA (1993), *Pour un repositionnement de l'offre tourisme-loisirs des Alpes françaises*, pour l'AFIT, 92 p.
- LAMOUR, Philippe (1970), Exposé général au colloque « L'aménagement de la montagne et le milieu rural », Grenoble, 10 avril, pp. 3-8.
- PERRET, Jacques (1995a), « Les systèmes d'emploi locaux », in N. Mathieu (sous la direction de), *L'emploi rural, une vitalité cachée*, Paris, L'Harmattan, 186 p.
- PERRET, Jacques (1995b), « Les systèmes d'insertion locaux en régions touristiques de montagne », in Actes du colloque *Territoires ruraux et formations*, ENESAD, Dijon, 7-9 février, pp. 151-159.
- PERRET, Jacques (1992), *Le développement touristique local, les stations de sports d'hiver*, France, thèse de l'Université Pierre Mendès, Grenoble, CEMAGREF-INERM, juin, 409 p.
- PERRET, Jacques (1994), « L'interdépendance des activités rurales », in *Territoires ruraux et développement, quel rôle pour la recherche*, Colloque Descartes, Paris, 28 avril, pp. 102-115.
- PERRET, Jacques et Isabelle MAUZ (1997), *Les fondements historiques des problèmes actuels des stations de sports d'hiver*, Grenoble, Commissariat général du plan, CEMAGREF, 42 p.
- PERRET, Jacques, Denis MALAVIEILLE et Isabelle MAUZ (1996), *Les stations de moyenne montagne. Enjeux et capacité d'adaptation. Bilan et méthode*. CEMAGREF, pour l'AFIT. rapport provisoire, décembre, 113 p.



PERRET, Jacques, Denis MALAVIEILLE, Éric PERRET, Christine MICHEELS, Nathalie BERTRAND et Nicole PIGNARD MARTHOD (1992), *Le Queyras, diagnostic socio-économique*, Grenoble, CEMAGREF, avril, 69 p.

RAMBEAUD, Paul (1970), *Rénovation rurale en montagne*, colloque « L'aménagement de la montagne et le milieu rural », Grenoble, 10 avril, pp. 9-20.



## **Deuxième partie**

### **INITIATIVES NOVATRICES DE TOURISME VERT**

---



## **UNE EXPÉRIENCE DE PLUS DE VINGT ANS D'ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES AUX ORIENTATIONS DES PARCS**

Jean-Pierre GUAY  
Agent de recherche  
Direction des parcs québécois, MEF

### **LES FONDEMENTS DE L'ASSOCIATION DU PUBLIC AUX PARCS ET LEUR ÉVOLUTION**

#### **LA LOI SUR LES PARCS**

En 1977, le Québec se dotait d'une loi cadre en matière d'établissement de parcs nationaux qui s'appuyait sur les critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Jusqu'alors, les parcs étaient établis selon des lois spécifiques, les plus vieilles étant celles du parc de la Montagne Tremblante et du parc des Laurentides en 1895. C'est le centenaire de ces premiers parcs que le ministère de l'Environnement et de la Faune a célébré en 1995. Si la superficie et le statut du parc de la Montagne Tremblante subsistent toujours globalement aujourd'hui, ceux du parc des Laurentides ont été largement modifiés, notamment par son découpage en deux parcs de conservation et en une réserve faunique. Deux autres parcs avaient été aussi établis vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle : le parc de la Gaspésie en 1937 et celui du Mont-Orford l'année suivante.

Cependant, sauf pour celui du Mont-Orford, ces premiers parcs furent l'objet d'exploration ou d'exploitation commerciale de leurs ressources naturelles. La volonté, affirmée au départ mais faiblement, de protéger ces ressources avait cédé la place aux retombées économiques pressenties par leur exploitation. La loi-cadre de 1977 rétablissait clairement l'intention gouvernementale de créer un véritable réseau de parcs après 40 années d'affectation d'importantes parties du territoire public en réserves de chasse et de pêche auxquelles le ministère, en vertu de sa loi constitutive, accordait l'appellation de parcs. Les nouveaux parcs allaient, dans le jargon

d'aujourd'hui, être de véritables aires protégées et accessibles au public. Leurs ressources naturelles seraient désormais soustraites à toute forme d'exploitation, à l'instar de tous les grands parcs nationaux.

Une telle décision de l'Assemblée nationale ne pouvait s'appliquer sans le consentement des populations locales et sans donner l'occasion aux entreprises ou aux groupes socio-économiques de faire valoir leurs points de vue. L'affectation du territoire en parc « nouvelle vague » devait faire consensus, notamment auprès des milieux socio-économiques régionaux. Ainsi, dès le départ, la loi prévoyait, et prévoit toujours, que le ministre chargé de son application consulte la population sur les limites et la classification d'un parc avant d'en proposer la création ou une modification de cet ordre au Conseil des ministres, responsable de la décision. En somme, le ministre doit démontrer au gouvernement que son projet de parc a l'appui des communautés locales et régionales pour y donner suite. Et pour s'en assurer, la Loi sur les parcs prévoit même des modalités qui favoriseront l'expression de toutes les opinions : publication des avis publics, durée minimale de la consultation, obligation d'entendre les opposants, etc.

Ainsi, les premières dispositions de la Loi sur les parcs, et somme toute celles du futur réseau, accordent une place déterminante aux communautés visées par l'établissement chez elles de ce type de territoires. Ces dispositions ont toujours cours. La consultation publique sur la révision de la classification et des limites du parc de récréation du Mont-Tremblant découle de cette préoccupation initiale de l'Assemblée nationale d'associer ces communautés à l'avenir de leur territoire.

Au cours des années qui suivirent, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche (MTCP) tint des consultations publiques visant à reconnaître les quatre parcs existants avant la loi. Elles furent les premières occasions pour ce ministère de tester l'adhésion du public aux orientations poursuivies par le gouvernement en matière de parcs.

## LA POLITIQUE SUR LES PARCS

Parue en 1982, la Politique sur les parcs prolongeait la loi et établissait les règles quant au développement du réseau, à l'aménagement et à la gestion des parcs. Elle énonçait trois grands objectifs à poursuivre dont le troisième était : associer les Québécois au développement et à la mise en valeur de leurs parcs. En mettant sur le même pied l'association du public, la conservation des milieux naturels et la contribution aux loisirs de plein-air, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) reconnaissait la place primordiale du public à la vie des parcs. La forte participation des groupes et le vif intérêt manifesté lors des quatre consultations sur les parcs existants en furent la preuve. La nécessité pour les gouvernements occidentaux de resserrer leurs dépenses face à la crise économique qui s'annonçait a certainement joué pour faire en sorte que ce qui s'avérait une stratégie devienne un objectif.

En plus de la consultation inscrite dans la loi, trois principaux moyens étaient esquissés dans la poursuite de cet objectif. D'abord, le MLCP entendait soumettre ses projets de parcs aux MRC dans le cadre des schémas d'aménagement régionaux. Il exprimait ainsi le désir du gouvernement « de ne pas agir unilatéralement dans la réalisation de projets qui ont une incidence sur l'aménagement du territoire ».

Puis, afin d'associer le public à l'aménagement des parcs, le ministère souhaitait désormais soumettre un plan directeur provisoire qui pourrait être commenté lors des consultations publiques. Au plan de la gestion, le ministère se donnerait tous les moyens pour connaître la satisfaction du public quant aux activités et services offerts. À cet égard, il annonçait même la tenue d'une rencontre publique annuelle des usagers de chacun des parcs afin de mieux saisir leurs attentes. Il souhaitait ainsi susciter la création d'associations bénévoles d'Amis du parc.

Le MLCP annonçait enfin son intention d'associer des organismes privés, avec ou sans but lucratif, à l'exploitation des services sur une base contractuelle. Il insistait en ajoutant : « Un tel mariage [avec des fonctionnaires] ne pourra pas réussir spontanément : il

faudra expérimenter des formules. Mais, l'idée, elle, doit être avancée... ». Un virage important se dessinait alors.

#### LES PREMIÈRES DÉLÉGATIONS

À partir de 1984, le ministère mènera une importante opération de délégation des services dans ses parcs. Afin de contrôler les dépenses publiques, le MLCP procède à une première vaste opération de compressions budgétaires dont les parcs seront une cible importante puisque le personnel, en bonne partie, y est saisonnier. C'est dans ce cadre de compressions que les premières délégations seront réalisées. Et pour faciliter ces délégations, un minimum de contraintes seront établies par le ministère auprès des organismes désireux de prendre à leur charge les activités ou les services concernés. Notons que, par la suite, plusieurs rapports internes ou externes démontreront le manque d'encadrement de cette opération et les conséquences néfastes sur l'image d'un réseau de parcs d'État et, dans certains cas, sur la qualité d'expériences recherchées dans un tel réseau.

En 1985, le MLCP décrète un moratoire sur la création de nouveaux parcs et annonce plutôt son intention de consolider le réseau des 16 parcs en place à l'époque. Cependant, par la suite, les budgets consacrés aux immobilisations vont décroître de façon spectaculaire, si bien que la réalisation des plans d'aménagement de plusieurs parcs en sera reportée d'année en année. Quant à la gestion des parcs, peu d'efforts seront consacrés afin d'y affirmer le leadership du ministère. Les budgets à ce poste fondront tout aussi rapidement. Ce seront de plus en plus les délégataires qui assumeront l'accueil et les services aux usagers, le ministère confinant ses interventions à l'entretien des équipements, à la conservation du territoire, et de moins en moins à l'interprétation de la nature.

#### LA NATURE EN HÉRITAGE : PLAN D'ACTION SUR LES PARCS

En 1992, dans la continuité du Sommet de Rio de Janeiro, le MLCP rend public un nouveau plan quinquennal d'action sur les parcs. De nouveaux parcs seront créés au sud et au nord du Québec, mais aussi une idée nouvelle est mise de l'avant. Face à l'importance de la



délégation et aussi dans la perspective où les instances régionales assument désormais davantage de responsabilités sur leur territoire, le MLCP souhaite que les parcs s'inscrivent davantage à la dynamique socio-économique des régions. À cette fin, il reconnaît la place des délégataires dans les parcs et, de plus, il propose la mise en place de tables d'harmonisation dans tous les parcs, et plus particulièrement dans les nouveaux. L'État ne pouvant plus agir seul, les mécanismes proposés permettront de concilier les objectifs nationaux de conservation et de mise en valeur des milieux naturels avec ceux du développement des régions. Ajoutons qu'en 1994, le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) analyse à nouveau sa place dans les parcs et dans les réserves fauniques. Cette démarche amènera le ministère à confier la gestion des réserves fauniques à la SÉPAQ. Quant aux parcs, il poursuivra le recours à des tiers pour l'offre de services à caractère commercial.

#### LA RELANCE DES PARCS QUÉBÉCOIS

Après la contestation, en 1995, d'un projet de tarification qui aurait permis au gouvernement d'améliorer le financement des parcs, un groupe de travail fut mis en place afin de proposer au MEF un projet de relance des parcs. Outre le fait de réaffirmer la mission d'État des parcs et le besoin d'y accroître les ressources financières, le Comité, dans son rapport de la fin de 1996, reconnaît une caractéristique propre au réseau de parcs, le partenariat. C'est une des forces du réseau, ajoutera-t-il. Son association au milieu régional est un atout majeur pour les parcs. Le Comité recommandera donc de poursuivre cette association. Du point de vue de la délégation, il recommandera une plus grande souplesse et une certaine rationalisation.

Au printemps 1998, le ministre de l'Environnement et de la Faune annonce les premiers pas de la relance des parcs. De nouveaux parcs seront créés, des modifications aux limites de certains parcs seront proposées, mais surtout, un important programme d'immobilisation de 35 M \$ sur trois ans permettra au gouvernement de se donner un réseau de qualité apte à mieux recevoir les nombreuses clientèles. En commission parlementaire sur les crédits du MEF, le ministre annoncera son intention, dans la poursuite de la relance, de se doter d'une politique de gestion quant à la délégation. Le MEF compte

alors sur plus d'une trentaine de délégataires pour l'offre d'activités ou de services à caractère commercial dans les parcs.

## UN BILAN

### LA CONSULTATION PUBLIQUE

L'exercice de la consultation publique s'est avéré globalement positif. En soumettant les plans directeurs à la consultation, le ministère a favorisé l'expression d'opinions sur des enjeux qui intéressent d'abord les populations locales. Au-delà des limites et de la classification, ce sont beaucoup plus l'avenir du territoire et l'impact des modifications proposées qui touchent les communautés concernées par un projet de parc. De même pour les retombées socio-économiques. Au fil de la vingtaine de consultations menées à cette fin, on a ainsi constaté, et de plus en plus, une très forte participation régionale. Les organismes nationaux, notamment ceux de conservation, après une présence constante lors des premières consultations, ont délaissé ce forum pour s'aligner sur la campagne *Espaces en danger* mise de l'avant par le Fonds mondial pour la nature.

Ainsi, les consultations sur les parcs ont toujours suscité une importante participation en général, et plus particulièrement de la part du milieu régional. Une cinquantaine de mémoires, en moyenne, y étaient soumis, dont environ les trois-quarts provenaient de la région concernée. Les consensus dégagés alors appuyaient la proposition de parc tout en soumettant de nombreuses modifications, généralement concentrées sur l'aménagement présenté dans le plan directeur provisoire ou sa synthèse qui était largement diffusée.

Au plan des enjeux reliés à la création d'un parc, la consultation a aussi eu une importance stratégique pour le ministère. Les premières audiences publiques au parc de la Gaspésie, tenues en vertu de la Loi sur les parcs, ont permis de mettre en évidence l'opposition des milieux économiques soucieux, notamment, du développement minier. Quelques années plus tard, au parc d'Aiguebelle, ces mêmes milieux réussissaient à faire reporter les audiences en vue de la création du parc. Dans les deux cas, l'appui régional au projet aura

permis de défendre le point de vue du ministère auprès du Conseil des ministres quand vint le moment d'affecter ces territoires en parcs.

Par ailleurs, cette même expression des milieux économiques était suffisamment supportée par le milieu régional pour faire en sorte que, au cours des dix premières années du parc du Mont-Tremblant, une zone d'affectation différée soit érigée sur environ 200 km<sup>2</sup> afin d'y permettre l'exploitation forestière. À l'inverse, l'intention du ministère de créer un parc de récréation au mont Saint-Bruno s'est confrontée à une volonté régionale quasi unanime d'y accorder la classification de parc de conservation, et ce malgré la présence d'une station de ski alpin dans le périmètre proposé. Plus de 100 mémoires endossaient ce point de vue.

Et plus près de nous, le ministère propose d'accorder au parc du Mont-Tremblant la classification de parc de conservation et de rationaliser ses limites afin de favoriser un échange de terrains avec la Station Mont-Tremblant. Les intérêts écologiques et économiques sont à nouveau en présence, faisant l'objet cette fois d'une entente de principe où les deux parties y trouvent leur compte. Ce sera cependant, et à nouveau, à la population régionale d'ajouter son poids ou non.

#### LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES À LA GESTION DES PARCS : UNE DES FORCES DU RÉSEAU ACTUEL

Cette association a permis au ministère de poursuivre sa mission en matière de parcs et de faire en sorte qu'aujourd'hui plus de quatre millions de visiteurs par année puissent fréquenter les parcs. Le ministère compte actuellement sur plus d'une trentaine d'organismes délégataires dans ses parcs, dont une très grande majorité sont sans but lucratif et proviennent du milieu régional. Ils représentent pour la plupart la porte d'entrée des parcs auprès des visiteurs. Leur chiffre d'affaires est de l'ordre de 12 millions de dollars et ils réinvestissent près d'un million en équipements et infrastructures dans les parcs où ils opèrent.

Si cette omniprésence des délégataires auprès de la clientèle des parcs s'est avérée positive du point de vue de la fréquentation, elle a néanmoins créé une certaine tension entre les gestionnaires du ministère et ceux des organismes partenaires. La volonté d'accroître la fréquentation, et conséquemment les revenus, de ces derniers s'est confrontée aux objectifs de conservation des représentants du ministère qui ne disposaient toutefois pas des moyens pour l'appliquer. La construction d'un téléphérique, l'aménagement d'un golf ou de piscines à vagues, l'établissement de camping saisonnier sont autant de projets mis de l'avant et qui répondent à ce besoin d'améliorer la performance financière des délégataires. Autant de demandes auxquelles étaient confrontés les directeurs de parcs et qui, par ailleurs, devaient rechercher un meilleur autofinancement tout en respectant les balises de la Politique sur les parcs.

Les parcs allaient-ils devenir des *équipements* régionaux, voire locaux, ou de véritables parcs d'État, comme les parcs nationaux, où le leadership revient d'abord au gouvernement qui promeut une vision de réseau ? Depuis 20 ans, cette relation avec les délégataires s'est transformée au point que le ministère se sente parfois perdant. Les communautés locales, par l'absence de leadership du ministère, se sont en quelque sorte approprié les parcs et s'y considèrent désormais de plus en plus chez elles. Les gestionnaires, se considérant perdants dans cette transformation, souhaitent peut-être gagner la bataille ultime. Mais, pendant ce temps, où vont les objectifs nationaux de conservation et de mise en valeur du patrimoine naturel du Québec qui sont à la base de la création des parcs ?

#### LE BÉNÉVOLAT ET LES AMIS DES PARCS

À ce chapitre, peu de résultats. Si certains parcs, comme ceux de la Jacques-Cartier et du Mont-Tremblant, ont su soutenir des programmes à long terme, il en va tout autrement pour le reste du réseau. L'idée des Amis des parcs a fait son chemin sans toutefois prendre racine dans la plupart des parcs. Est-ce dû à l'absence d'animation de la part des gestionnaires du réseau ou au manque d'intérêt face à un réseau dont ils se sentaient peu concernés ? Notons, à cet égard, l'encadrement nécessaire et soutenu que le réseau n'a pu offrir et que, parallèlement, Parcs Canada a donné à ses parcs situés au

Québec. En effet, l'expérience vécue par cet organisme met en évidence la nécessité d'offrir un minimum de services et de support, parfois à l'échelle du réseau, pour que de telles associations subsistent. Cependant, là où ils fonctionnent, des réalisations *durables* se traduisent sur le terrain. Des individus et des groupes s'engagent à revenir l'année suivante afin de poursuivre ce qu'ils ou elles ont amorcé.

#### LES TABLES D'HARMONISATION

Tous les nouveaux parcs en sont pourvus. Et plusieurs des parcs actuels ont adopté une formule qui permette l'expression des besoins régionaux de développement et, dans la mesure du possible, des objectifs nationaux de conservation du milieu naturel. Les expériences vécues s'avèrent positives et encourageantes, car elles savent composer avec ces objectifs qui peuvent, de l'extérieur, sembler divergents.

Ainsi, tant au parc d'Aiguebelle, en Abitibi-Témiscamingue, qu'au parc du Mont-Orford, ces forums ont permis à des intervenants du milieu régional de s'entendre sur une vision à long terme des parcs respectifs et de définir les priorités d'intervention, et ce sous l'animation et la présidence des gestionnaires des parcs concernés. En somme, un forum où tous, sur la base des orientations ministérielles définies par la Politique des parcs, auront convenu des avenues de développement de leurs parcs respectifs.

Ce forum est d'autant plus privilégié par le ministère et les organismes du milieu dans le cas des nouveaux parcs. Les exemples des parcs du Mont-Mégantic et du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent en sont probants. La participation des communautés régionales à ces tables est une condition fondamentale à leur développement.

#### QUELQUES PERSPECTIVES

Le développement, pris dans son sens le plus large, du réseau des parcs québécois s'est réalisé, évidemment, selon le rythme et la

volonté du gouvernement du Québec, mais aussi grâce à une participation importante et constante des partenaires locaux ou régionaux. Son avenir repose tout autant, et probablement davantage, sur une meilleure association de ces communautés, premières visées par les retombées du développement des parcs. Les parcs, à l'instar de tous les réseaux de parcs d'État, doivent demeurer des institutions publiques nationales afin d'assurer la poursuite des grands objectifs de conservation et de mise en valeur du patrimoine naturel du Québec. Mais en même temps, ils doivent davantage faire partie, voire dans certains cas en être le cœur, des enjeux régionaux de développement socio-économique.

La croissance impressionnante de l'écotourisme, avec tous les bémols qu'il faut y mettre, notamment face au fourre-tout que cette forme de tourisme représente actuellement, constitue une voie privilégiée pour les parcs et, incidemment, pour les communautés locales avoisinantes. Or, pour concilier ces objectifs nationaux et régionaux ou locaux, le ministère responsable des parcs devrait désormais consacrer plus de temps et de ressources à l'établissement et à l'animation de cette association avec les communautés situées en périphérie des parcs. Dans un contexte où le gouvernement accorde et cède de plus en plus de responsabilités aux régions, il s'agit de la meilleure solution d'avenir pour maintenir un réseau d'État et de qualité équivalente à ce qui se fait ailleurs, tout en donnant aux organismes du milieu une place significative et responsable dans la poursuite d'objectifs communs.

#### DU POINT DE VUE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Si les consultations ont jusqu'à aujourd'hui été des réussites au plan de la participation et des résultats quant aux objectifs poursuivis, elles devraient désormais aller plus loin dans le domaine de l'association des communautés locales ou régionales. Jusqu'à maintenant, la proposition soumise à l'attention du public lors des consultations était le fruit d'une démarche interne au gouvernement : acquisition de connaissances sur le territoire et identification des potentiels de conservation de même que de mise en valeurs réalisées par le ministère, entente au préalable avec les ministères concernés, harmonisa-

tion des enjeux et des orientations de gestion entre fonctionnaires du centre et de la région sur la proposition soumise, etc.

L'expérience menée dans le cadre du développement du parc marin, où deux gouvernements et plusieurs instances régionales étaient interpellés, permet de tracer des voies d'association des communautés avant même de se présenter en consultation publique. Les gouvernements ayant gardé leur responsabilité première dans la définition et dans l'application du plan directeur, ils n'en ont pas moins associé des représentants du milieu à son élaboration. C'est aussi dans cette voie qu'actuellement, les plans directeurs provisoires font l'objet de discussions avec des représentants des communautés concernées pour les projets de parcs des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie, dans Charlevoix, mais aussi du Cratère-du-Nouveau-Québec, au Nunavik.

En poursuivant dans ce sens, et sans éroder le pouvoir du Conseil des ministres de procéder à la création d'un parc, ce processus permettrait notamment au ministre responsable des parcs de se présenter devant le Conseil, fort d'un consensus de départ derrière sa proposition. De plus, il donnerait l'occasion au milieu régional de tout mettre en œuvre et de s'associer étroitement à la définition des solutions durables, notamment quant à la gestion du futur parc. Enfin, l'atterrissage d'un parc dans une région résulterait d'une meilleure concertation entre Québec et ses régions, ce qui faciliterait l'affectation exclusive du territoire à cette fin.

#### LE BÉNÉVOLAT

Une étude récente démontre que les Québécoises et les Québécois sont les moins actifs de ce point de vue au Canada. Pourtant les musées, notamment celui de la Civilisation à Québec, peuvent compter sur un nombre impressionnant et actif de bénévoles. Ces derniers assurent une présence vivante dans les activités sociales des musées et constituent un bassin d'appuis indéfectibles à ces institutions et au patrimoine culturel et social qu'elles conservent et mettent en valeur.

Les parcs se sont développés comme des services à caractère touristique, sans pour autant faire connaître leur apport inestimable à la

conservation du patrimoine naturel du Québec. On a davantage misé sur la fréquentation que sur la fierté des paysages exceptionnels que les parcs protègent et mettent en valeur, pour les générations actuelles et futures ajoutera-t-on par ailleurs. Il faudra davantage miser sur cette caractéristique première des parcs. Et aussi sur une plus grande communication avec les usagers et surtout avec les communautés limitrophes afin de faire connaître nos réalisations, nos projets, nos besoins etc. Les rencontres annuelles promises dans la Politique sur les parcs devraient être des rendez-vous incontournables, tant pour les gestionnaires du réseau que pour les communautés situées à quelques minutes des parcs. On assisterait peut-être alors à une recrudescence des projets de bénévolat dans les parcs.

#### LA DÉLÉGATION

Cette forme de partenariat privilégiée dans un parc doit être poursuivie et soutenue. Tous ses avantages sont reconnus et il serait illusoire qu'un jour, un gouvernement fasse marche arrière. Cependant, des lacunes ont été observées à cet égard. Ce n'est pas la place, à ce forum, d'en faire état. Il faut toutefois qu'un véritable partenariat soit rétabli, qu'une relation gagnant-gagnant soit définie afin d'atteindre les objectifs tant nationaux que régionaux.

Ce n'est que dans une complicité et dans une complémentarité d'actions qu'un tel partenariat pourra se développer. Pour la plupart, ces organismes sont constitués ou s'appuient sur les communautés locales ou régionales. Ils représentent donc les forces vives du milieu intéressées au développement des parcs où ils se situent ou, du moins, à l'impact socio-économique de leur présence dans le territoire. Il faudra les associer davantage à nos objectifs de conservation et de mise en valeur, mais aussi les rendre responsables et solidaires de leur atteinte, notamment quant à la satisfaction des usagers en attente d'une offre de services digne d'un parc à caractère national.



## LES TABLES D'HARMONISATION

Ce mécanisme récent devrait être appliqué à l'échelle du réseau. Tous les parcs devraient s'en doter. Les Tables d'harmonisation devraient permettre l'expression de toutes les tendances locales et régionales face au développement des parcs. Il s'agit d'un forum exceptionnel qui permet au milieu d'exprimer sa vision quant au développement d'un parc, mais aussi d'assurer une complémentarité des efforts déployés dans le parc et sa périphérie. Ainsi, un projet de développement prévu dans le parc pourrait être différé, à la suite d'un consensus à cette table, si par exemple un projet similaire se développait en périphérie. Au parc du Mont-Mégantic, un projet de camping prévu dans le parc a été différé afin de permettre le développement d'un autre en périphérie et supporté par une municipalité. Ce faisant, les budgets, limités à l'époque, ont pu être consacrés au développement des infrastructures entourant le Centre d'observation des étoiles qui faisait consensus à la table et qui se situait dans un autre secteur du parc.

Cette Table d'harmonisation locale devrait aussi permettre le développement de projets de financement des infrastructures. Au parc du Mont-Mégantic, les MRC membres ont procédé à une levée de fonds pour permettre la mise en œuvre de projets jugés prioritaires à cette table. Au parc d'Aiguebelle, à la suite d'un consensus dégagé à la table, le développement d'un tout nouveau secteur se réalisera en fonction des immobilisations du MEF ou financées autrement, mais avec la participation de partenaires régionaux à la gestion.

Cette formule porteuse d'avenir doit non seulement s'établir dans tous les parcs, mais elle devrait aussi se développer à l'échelle du réseau. L'engagement des communautés locales et régionales dans leurs parcs ne peut que raffermir leur sentiment d'appartenance à ces territoires qui leur sont chers. Toutefois, pour les amener à adhérer aux objectifs nationaux, ces communautés, ou leurs représentants, doivent aussi être confrontées à ces objectifs et en saisir les enjeux. En somme, une réelle culture d'entreprise ou institutionnelle des parcs québécois devrait aussi s'instaurer. Sinon, les préoccupations régionales de développement prendront le dessus et peut-être au détriment des objectifs et des standards nationaux recherchés par un réseau d'État.

Plusieurs moyens peuvent être envisagés. Cependant un forum, annuel ou autrement, auquel participeraient tous les acteurs du gouvernement, de même que ceux du milieu local, régional et national ainsi que de tous horizons, permettrait de faire régulièrement le point sur l'état des parcs et de se donner des objectifs et des moyens. En résumé, une sorte de sommet récurrent sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel du Québec où tous les intéressés auraient leur mot à dire et leurs devoirs à faire.

## CONCLUSION

Voilà quelques bribes d'une jeune expérience, 20 ans, à l'aube de l'âge adulte. Les parcs québécois, à l'image du Québec, ont emprunté un chemin distinct et particulier. Leur association, timide et parfois gauche avec les milieux régionaux, s'est avérée globalement positive et devrait être poursuivie avec certaines bonifications. En ce sens, le passé est porteur d'avenir.

# **LA DÉMARCHE DE CONCERTATION SUR LES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER DES MAMMIFÈRES MARINS AU PARC MARIN DU SAGUENAY—SAINT-LAURENT**

Nadia MÉNARD

Biologiste

Parc marin du Saguenay—Saint-Laurent

## **INTRODUCTION**

La démarche de concertation sur les activités d'observation en mer des mammifères marins, initiée par le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent (PMSSL) en collaboration avec les divers intervenants concernés, est présentée à titre d'exemple d'une gestion participative d'une activité touristique effectuée dans une aire protégée. L'objectif de la démarche est double : assurer la pérennité des mammifères marins et le maintien à long terme des activités éducatives et touristiques qui en dépendent. Nous verrons les diverses étapes de la démarche qui vise la cogestion de ces activités touristiques constituant un moyen de découverte et d'éducation privilégié du public envers la protection du milieu marin, ainsi qu'un moteur économique régional de première importance. Le défi de cette cogestion est de conjuguer la protection des mammifères marins et leur utilisation à des fins éducatives et touristiques.

## **SURVOL DU PARC MARIN DU SAGUENAY—SAINT-LAURENT**

Avant d'aborder les activités d'observation en mer, voyons les points saillants du territoire où se déroulent ces activités. D'une superficie de 1 138 km<sup>2</sup>, le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent (PMSSL) vient d'être créé légalement. Son inauguration a eu lieu le 12 juin 1998. Une grande partie du territoire terrestre en bordure du fjord appartient au parc de conservation du Saguenay. Le territoire du parc marin ainsi que les quatre régions limitrophes constituent l'aire de coordination. C'est en association avec des représentants du

milieu et des organismes partenaires que se fait la gestion du parc marin. Cette approche participative constitue le fondement du mode de gestion du parc marin et de ses diverses activités, y compris celles de l'observation en mer. Le chenal laurentien, situé près de la confluence du Saguenay et du Saint-Laurent, constitue une aire d'alimentation convoitée par une dizaine d'espèces de baleines, les plus courantes étant le petit rorqual, le rorqual commun, le béluga, le marsouin commun et le rorqual bleu. Des études récentes réalisées par des chercheurs de l'Institut Maurice-Lamontagne démontrent qu'en raison des caractéristiques océanographiques particulières rencontrées dans cette aire maritime, il s'agit de l'un des endroits les plus riches en nourriture pour les baleines dans le Saint-Laurent et même dans l'atlantique Nord (Simard, Y., communication personnelle). Les baleines, les trois espèces de phoques ainsi que la grande diversité d'oiseaux marins que l'on peut observer s'avèrent un bon indicateur de la richesse exceptionnelle des eaux de cette région.

Premier parc marin au Québec, le PMSSL est issu d'une entente fédérale-provinciale et a été créé en vertu de deux lois miroirs. Le principal objectif du parc marin est de rehausser la protection et la conservation d'une partie représentative de l'estuaire du Saint-Laurent et du Fjord du Saguenay selon les principes du concept du développement durable. À cette fin, il vise notamment à assurer une gestion adéquate des activités s'y déroulant, et ce en conformité avec les objectifs de conservation des espèces vivantes. Le PMSSL a aussi la responsabilité de voir au développement et à l'application de normes de qualité favorisant la compréhension par le public des enjeux de conservation, tout en lui permettant d'avoir un contact privilégié avec l'environnement marin et ses diverses composantes.

#### **CONTEXTE DES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER DES MAMMIFÈRES MARINS**

Pour bien situer les activités d'observation en mer, telles qu'on les connaît aujourd'hui, retraçons brièvement l'histoire de la région. La confluence du Saguenay et du Saint-Laurent était un lieu de rencontre des Autochtones et des Européens dès le 16<sup>e</sup> siècle. L'exploitation des ressources naturelles, soit les mammifères

marins, les fourrures et le bois, ont attiré les premiers Européens et ont permis la colonisation de la région. Dès 1849, un service régulier de navettes maritimes entre Québec et Tadoussac fit naître l'industrie touristique de la région. La construction du Grand hôtel en 1864 confirme que Tadoussac était devenu un lieu de villégiature très convoité. Les fameux bateaux blancs du Canada Steamship Lines ont initié les croisières sur le Saguenay à partir de 1930. Plusieurs documents historiques et résidents de Tadoussac disent de cette époque qu'elle connaissait ses jours de gloire. Avec la construction de la route 138, l'époque des grands bateaux blancs a pris fin.

En 1971, les premières croisières aux baleines dans l'estuaire sont apparues, mais c'est vraiment à partir de 1983 que les croisières ont pris leur envol. Cette année-là, huit bateaux ont amené 20 000 visiteurs pour voir les baleines. En 1997, ce sont 50 bateaux qui se sont partagé environ 300 000 visiteurs, auxquels s'ajoutent les nombreux plaisanciers de tout genre.

La croissance fulgurante des activités d'observation en mer des mammifères marins n'est pas un phénomène unique à notre région. Il s'agit en fait d'un phénomène mondial : plus de 65 pays offrent l'observation des baleines comme produit touristique (Carlson, 1996). Dans le milieu des années 90, on estime que 5,4 millions de personnes (Hoyt, 1995) avaient effectué l'observation des baleines dans le monde. Cela en fait l'un des secteurs de l'industrie touristique ayant connu la plus forte croissance (Hvenegaard, 1997). Il est ainsi devenu une activité plus lucrative que la chasse aux baleines. L'observation des baleines dans le monde a contribué à protéger plusieurs populations de baleines menacées en limitant la chasse. Globalement, l'observation des baleines est un moyen privilégié de sensibiliser le public à la protection du milieu marin et des baleines en particulier.

Plusieurs facteurs propres à la région ont contribué à favoriser la croissance très rapide de ces activités dans le parc marin. Les principaux sont : la présence régulière d'une grande diversité d'espèces de baleines, en particulier les grands rorquals, l'existence d'infrastructures touristiques dans la région, la présence de plusieurs ports (notamment Baie-Sainte-Catherine, Tadoussac, Bergeronnes, Les

Escoumins, Trois-Pistoles et Rivière-du-Loup) près des aires de concentration des baleines, la proximité des grands centres urbains et la popularité mondiale de l'observation des baleines. Dans l'ensemble, on peut qualifier ces activités comme un tourisme de masse, même si certains entrepreneurs locaux pratiquent toujours leurs activités de façon artisanale.

#### ASPECTS ÉCONOMIQUES DES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER DES MAMMIFÈRES MARINS

La forte croissance qu'ont connue les activités d'observation en mer a des impacts importants sur l'économie régionale. On estime que les 300 000 consommateurs d'excursions dans la région achètent des droits d'entrée pour une valeur de sept millions de dollars. En plus de cette somme, au-delà de 44 millions de dollars seraient dépensés dans le cadre de leur voyage dans l'aire de coordination du parc marin, totalisant ainsi plus de 51 millions de dollars de dépenses (Parcs Canada, 1997). De plus, on estime à près de 1 000 emplois (saisonniers ou non) qui seraient créés par les dépenses des excursionnistes. L'industrie touristique se développe donc autour du produit « baleines », produit très spécialisé.

#### PROBLÉMATIQUES ET ENJEUX DES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER SUR LES MAMMIFÈRES MARINS ET SUR L'EXPÉRIENCE DES VISITEURS

La pratique intensive des activités d'observation en mer n'est pas sans conséquences pour la protection des mammifères marins, la sécurité des usagers et l'expérience vécue par les visiteurs. La forte concentration des embarcations autour des mammifères marins entraîne souvent l'encerclement des animaux et elle augmente les risques de collisions entre les embarcations elles-mêmes ainsi qu'avec les animaux. En moyenne, deux cas de collisions avec les mammifères marins sont rapportés annuellement dans la région du parc marin. De plus, le grand nombre de bateaux de tout genre autour des animaux affectent négativement l'expérience vécue par les visiteurs. Le nombre élevé des bateaux sur les sites d'observation est une source importante d'insatisfaction des visiteurs, tel qu'en

témoignent certains guides touristiques (Guide du Routard, 1995) et des articles de revues ou de journaux. La problématique de la concentration a été identifiée par les divers intervenants concernés comme étant le principal problème à résoudre pour assurer une gestion adéquate de ces activités.

Des études récentes réalisées par le Groupe de recherche et d'éducation sur le milieu marin (GREMM), en collaboration avec le parc marin et le ministère des Pêches et Océans, viennent appuyer la nécessité d'intervenir au niveau de la concentration des embarcations. L'étude du comportement de plongée des rorquals communs indique que la durée des plongées profondes est réduite en présence des bateaux (Michaud et Giard, 1998). Ces résultats suggèrent que la modification du comportement de plongée des rorquals communs pourrait potentiellement affecter l'efficacité de leur alimentation.

Malgré le fait qu'il n'existe pas de preuve que les activités d'observation en mer des mammifères marins entraînent des impacts à long terme sur leur survie ou sur leur fréquentation des lieux, la démarche de concertation est fondée sur le principe de précaution. Ce principe est de plus en plus accepté à travers le monde comme base de gestion, particulièrement en milieu marin depuis l'effondrement catastrophique des stocks de poissons. Selon ce principe, les travaux de recherche n'ont pas à démontrer hors de tout doute qu'une ressource est menacée par les activités humaines, mais le fardeau de la preuve revient au promoteur qui doit démontrer que ces activités ne posent aucune menace. Il faut garder à l'esprit que la recherche à long terme sur les mammifères marins est très difficile à faire et que dans l'éventualité où des impacts à long terme pourront être documentés, ceux-ci pourraient s'avérer irréversibles. En bref, il est important d'agir de façon préventive.

#### ENCADREMENT SÉCURITAIRE DES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER DES MAMMIFÈRES MARINS

Plusieurs intervenants sont préoccupés par les activités d'observation en mer, mais les outils réglementaires existants en date de juin 1998 ne permettent pas de les encadrer adéquatement. Le règlement sur la protection des mammifères marins de la Loi sur les pêches

stipule qu'il est interdit d'importuner un mammifère marin. Le fardeau de la preuve exigé par ce règlement rend son application presque impossible, sauf pour les cas de dérangement extrême. En ce qui a trait à la sécurité, la Loi sur la marine marchande comporte plusieurs exigences en matière de formation et d'équipement pour les embarcations de plus de 12 passagers. Par contre, les exigences pour les petits bâtiments de 12 passagers et moins sont jugées très rudimentaires. Bref, un individu qui rencontre les exigences de la Loi sur la marine marchande peut se lancer en affaires pour faire le commerce de l'observation des baleines. La nouvelle loi créant le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent fournira de nouveaux outils réglementaires pour combler les vides juridiques sur le territoire du parc afin d'assurer l'encadrement adéquat des activités et la réalisation de ses objectifs.

#### LA DÉMARCHE DE CONCERTATION SUR LES ACTIVITÉS D'OBSERVATION EN MER DES MAMMIFÈRES MARINS

Cette démarche de concertation, initiée par le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent en collaboration avec les intervenants concernés, découle des préoccupations exprimées par plusieurs individus et organismes lors des consultations publiques qui ont porté sur le plan de mise en valeur du parc marin et lors des consultations effectuées dans le cadre de la démarche. Cette démarche est fondée sur la concertation et elle vise à identifier les actions à mettre en œuvre, individuellement et collectivement, afin de résoudre les problématiques identifiées.

La démarche de concertation sur les activités d'observation en mer des mammifères marins comporte plusieurs étapes :

- **février 1997** : diffusion d'un document de réflexion sur les activités d'observation en mer des mammifères marins énonçant la point de vue de la problématique et la position du PMSSL ;
- **printemps et automne 1997** : consultations des principaux intervenants concernés, notamment les propriétaires de 16 des 18 compagnies d'excursions, plusieurs capitaines, les représen-



tants de la plaisance et des groupes d'intérêt comme le GREMM, l'École de la mer et la Société linéenne ;

- **hiver 1998** : organisation d'un atelier de travail et identification des actions à proposer dans un cahier du participant ;
- **mai 1998** : tenue de l'atelier sur les activités d'observation en mer des mammifères marins, 25 et 26 mai à Tadoussac ;
- **été 1998** : diffusion du compte rendu de l'atelier ;
- **automne 1998** : reprise des travaux avec les intervenants pour définir les modalités de mise en œuvre des actions retenues à l'atelier ;
- **années futures** : plan de cogestion des activités et implantation des actions pour assurer l'encadrement des activités.

L'atelier de travail régional sur les activités d'observation en mer des mammifères marins, qui s'est tenu en juin 1998, constituait une étape cruciale de la démarche. Les objectifs de l'atelier étaient de réunir tous les intervenants concernés par ces activités, de faire le point sur la situation et les connaissances acquises à ce jour, de discuter et de valider des solutions proposées en favorisant l'émergence de consensus et d'identifier de nouvelles avenues de solutions. Tous ces objectifs visent l'établissement d'un mode de gestion participatif des activités encadrées par un plan de cogestion.

L'atelier s'est déroulé en deux parties. La première était la soirée d'information publique à laquelle toute la population était invitée à participer. Plus de 200 personnes ont assisté aux diverses présentations de la soirée. La deuxième partie était l'atelier de discussions en table ronde tenu toute la journée du 26 mai 1998. Plus de 90 personnes invitées se sont réunies en table ronde pour discuter des actions proposées en vue d'assurer un meilleur encadrement des activités d'observation en mer des mammifères marins. Les actions couvraient quatre thèmes : la protection des mammifères marins, la sécurité des usagers, l'interprétation ainsi que l'image du produit. Les intervenants se sont prononcés en faveur de plusieurs actions qui devraient être mises en place pour accroître la protection des

mammifères marins, présenter un programme d'interprétation de qualité et offrir un produit touristique viable respectant les principes d'utilisation durable. Voici un aperçu de quelques actions qui ont fait l'objet d'un fort consensus :

- définir en groupe de travail un code de conduite obligatoire ;
- circuler à vitesse très réduite dans les secteurs fréquentés par les mammifères marins ;
- diversifier les croisières aux baleines et leur contenu pour mettre en valeur les autres aspects de la région, favoriser une compréhension globale des écosystèmes et réduire le temps passé en présence des animaux, tout en rendant la croisière intéressante ;
- définir en groupe de travail des conditions de permis ;
- offrir la formation aux capitaines et naturalistes ;
- former une association représentative de l'industrie.

Ce ne sont que quelques-unes des actions qui ont fait l'objet de discussions. Le compte rendu, disponible au bureau du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, présente une image complète des résultats de l'atelier de travail. Les mois à venir seront critiques pour assurer le succès de la démarche, car les efforts investis jusqu'à présent ne porteront fruit qu'avec l'implantation de mesures de gestion adéquates. Le parc marin a clairement pris l'engagement de poursuivre le travail en collaboration avec tous les intervenants concernés. La mise en œuvre du plan de cogestion devra se faire selon une approche par étape, en donnant priorité aux actions qui ont fait l'objet d'un fort consensus à l'atelier.

## CONCLUSION

La démarche de concertation sur les activités d'observation est bien lancée, mais il demeure plusieurs défis et contraintes à l'avancement du processus. Les contraintes doivent être identifiées afin de pouvoir

minimiser leurs effets négatifs et apprendre à composer avec celles-ci. Voici les principales contraintes anticipées :

- l'incompréhension des objectifs par certains intervenants exige d'investir dans des efforts de communication diversifiés et soutenus. Par exemple, la communication personnalisée est un moyen important pour favoriser la compréhension mutuelle plutôt que « l'appréhension mutuelle ». Dans ce genre de démarche, il va de soit qu'on doit être à l'écoute des divers points de vues et préoccupations ;
- quoique la majorité des intervenants désirent qu'il y ait des actions entreprises, il demeure une certaine résistance au changement. Cette caractéristique est humaine, donc il faut apprendre à composer avec elle ;
- le temps et l'effort requis pour faire de la gestion participative nécessitent l'engagement soutenu de tous les intervenants ainsi que le leadership d'individus et d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour assurer la continuité de la démarche. Il faut toujours prévoir des ajustements en cours de route, ce qui consume temps et énergie. La responsabilisation de tous les intervenants est un défi, car la croyance populaire identifie encore les gouvernements comme les principaux responsables et pourvoyeurs de fonds et de services ;
- l'absence d'évidence des impacts à long terme de l'observation en mer des mammifères marins, face aux profits à court terme de cette activité touristique, est une contrainte classique en gestion environnementale. L'éducation, la recherche et l'adoption d'une approche préventive sont des outils précieux pour composer avec cette contrainte ;
- les attentes considérables du public envers le milieu naturel, et les mammifères marins en particulier, sont une contrainte qui nécessite l'éducation du public et l'engagement des promoteurs à orienter le marketing de leur produit en fonction du produit livré lors des excursions.

Comme d'autres formes de tourisme en milieu naturel, les activités d'observation en mer des mammifères marins peuvent être compatibles avec les objectifs de conservation à condition de faire l'objet d'une gestion adéquate. Lorsque pratiquées en respectant l'environnement, tout en présentant un contenu éducatif diversifié et de qualité, elles constituent un véhicule privilégié de découverte et de sensibilisation pour le grand public. Cette approche respectueuse et éducative requiert cependant beaucoup d'efforts et de compromis de la part de tous les intervenants concernés. L'adoption de cette approche par les intervenants est sur la bonne voie et plusieurs d'entre eux ont même amorcé des initiatives à cet effet. L'avenir nous dira à quel point il sera possible de rallier tous les intervenants autour d'une vision commune pour faire de ces activités un modèle de tourisme viable.

## BIBLIOGRAPHIE

- CARLSON, C. (1996), *Whale Watching and its Effects on Whales*, Whalewatcher.
- GILBERT, M.-C. et PARC MARIN DU SAGUENAY—SAINT-LAURENT (1998), *Compte rendu de l'atelier de travail régional sur les activités d'observation en mer des mammifères marins*, 25 et 26 mai, Tadoussac (Québec), 60 p. et annexes.
- Guide du Routard du Québec*, Éditions Hachette, 1995.
- HOYT, E. (1995), *The Worldwide Value and Extent of Whalewatching*, Bath, UK, Whale and Dolphin Conservation Society.
- HVENEGARRD, G.T. (1997), *The Social and Economic Aspects of Ecotourism : a Review Relevant to Whale Watching*, paper presented at the Socio-economics of Whale Watching Workshop, Kaikoura, New Zealand, 8-12 décembre.
- MICHAUD, R. et J. GIARD (1998), *Les rorquals communs et les activités d'observation en mer dans l'estuaire maritime entre 1994 et 1996 : évaluation de l'impact des activités d'observation en mer sur le comportement des rorquals communs*, rapport final, Tadoussac (Québec), GREMM.

- MICHAUD, R., C. BÉDARD, M. MINGELBIER et M.-C. GILBERT. (1997), *Les activités d'observation en mer des cétacés dans l'estuaire maritime du Saint-Laurent de 1985-1996 : une étude de la répartition spatiale des activités et des facteurs favorisant la concentration des bateaux sur les sites d'observation*, rapport final, Tadoussac (Québec), GREMM, 17 p. et annexes.
- MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN et MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE (1995), *Le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent : carrefour de vie, source d'échanges et de richesses*, Le plan directeur, 70 p.
- PARCS CANADA (1997a), *Activités d'observation en mer des mammifères marins*, Parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, document de réflexion, 16 p.
- PARCS CANADA (1997b), *Activités d'observation en mer des mammifères marins*, Parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, compte rendu sommaire de la consultation auprès de bateliers, 11 p.
- PARCS CANADA (1998), *Atelier de travail régional sur les activités d'observation en mer des mammifères marins : actions proposées*, Parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, cahier du participant, 58 p. et annexes.
- THE ECOTOURISM SOCIETY (1993), *Ecotourism : a Guide for Planners and Managers*, North Bennington (Vermont), K. Lindberg and D.E. Hawkins, 175 p.



## **OPÉRATION HÉRITAGE KAMOURASKA (OHK) : POUR UN DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE VIABLE ET AUTHENTIQUE**

Michael SCHMOUTH  
Chargé de projet  
Opération Héritage Kamouraska

### **PROBLÉMATIQUE DE DÉPART**

Porte d'entrée de la région touristique du Bas-St-Laurent, le Kamouraska correspond à ce qu'il est convenu d'appeler une région touristique de passage. L'étiquette, sans doute attribuée pour des motifs d'ordre géographique — le Kamouraska se situant entre les régions urbaines d'où proviennent les touristes ainsi que la Gaspésie et les Maritimes qui les reçoivent —, dénote la faible rétention touristique qu'exerce encore actuellement le Kamouraska. Cette étiquette reflète aussi l'un des effets pervers qu'a eu le développement de la Route 20 sur le potentiel touristique de ce territoire.

Pourtant, le Kamouraska demeure une région possédant plusieurs atouts pour répondre à la demande croissante du tourisme culturel et pour offrir une expérience touristique originale. Constituant l'une des plus anciennes et des plus belles régions de l'Amérique française, ce territoire s'étendant de La Pocatière à Saint-André présente, en effet, un riche inventaire patrimonial, des panoramas d'une grande beauté et des paysages agraires parmi les plus pittoresques du Québec.

### **OBJECTIFS DE L'OHK**

Par le biais d'une démarche planifiée de mobilisation et de formation prenant particulièrement appui sur les ressources patrimoniales du Kamouraska et regroupant près d'une cinquantaine de corporations et d'entreprises œuvrant dans les domaines de la culture et du

tourisme, OHK ambitionne de faire du Kamouraska un lieu majeur du tourisme culturel dans le Bas-St-Laurent.

Les objectifs sont les suivants :

- favoriser au Kamouraska l'émergence d'un entrepreneuriat individuel, collectif et/ou corporatif capable de prendre en charge divers services reliés aux secteurs culturel et touristique, dans le cadre de ce projet et pour l'avenir ;
- faciliter la prise de conscience de l'intérêt économique du partenariat ;
- jeter les bases d'une organisation de la commercialisation d'une offre touristique ;
- doter les intervenants d'outils communs utiles à cette démarche : plan de développement, plan de promotion, programme de formation et de concertation ;
- augmenter la masse critique d'activités culturelles et touristiques.

Ce projet a démarré avec le support des organismes suivants :

- le Centre local de développement du Kamouraska ;
- l'ATR du Bas-St-Laurent ;
- le Conseil de la culture du Bas-St-Laurent ;

et avec le concours de ces partenaires :

- le CRCD du Bas-St-Laurent ;
- le Bureau fédéral de développement régional ;
- la SQDM ;
- le ministère de L'Emploi et de la Solidarité du Québec ;
- le ministère de la Culture et des Communications du Québec ;
- une cinquantaine d'acteurs culturels et touristiques du Kamouraska.



Il ne faudrait pas oublier les milieux scolaire, municipal, agricole, économique et financier qui jouent et joueront tour à tour un rôle dans cette démarche.

## LES FAITS SAILLANTS DU PLAN D'ACTION DÉMARRÉ EN JUIN 1997

### CINQ STRATÉGIES-MAÎTRESSES DE TRAVAIL

#### La structuration de l'offre-produit

- Création de huit chantiers de travail composés d'acteurs culturels et touristiques chargés de développer des produits culturels et touristiques structurants pour l'économie du Kamouraska :
  - chantier muséologie : réalisation d'une exposition commune pour l'été 1999, regroupant six sites muséologiques et ayant comme thème l'histoire du développement du Kamouraska : «Kamouraska : raconte-moi le doux pays» ;
  - table patrimoine religieux : effort d'ouverture des sites et éléments du patrimoine religieux au grand public ;
  - table des créateurs en métiers d'art et en arts visuels ;
  - table agro-touristique ;
  - table hébergement/restauration ;
  - chantier des intervenants scolaires : production d'un guide de sorties éducatives dans les sites et attraits patrimoniaux ;
  - chantier du patrimoine nature : réalisation du grand sentier pédestre appelé le *TransKamouraka* ;
  - table formation : réalisation d'un programme de formation (quatre programmes ont été donnés au cours de la première année, totalisant 65 heures de formation).
- Programme de commercialisation/promotion :
  - consensus des intervenants sur la thématique de positionnement touristique : **Kamouraska, le doux pays !** ;
  - production d'un dépliant d'appel et d'une affiche première présence du Kamouraska dans les salons touristiques ;
  - publicités concertées et coopératives dans les grands quotidiens ;

- développement de vitrines et de postes de vente des produits locaux ;
  - production d'un guide de séjour présentant l'offre touristique du Kamouraska ;
  - présence plus stratégique des intervenants du Kamouraska dans les outils promotionnels de L'ATR du Bas-Saint-Laurent ;
  - lancement d'un journal d'information pour les membres d'OHK...
- Protocole d'adhésion :
    - conception d'un protocole d'adhésion des membres d'OHK définissant les avantages de ce membership de même que les obligations qui y sont rattachées et qui doivent assurer les conditions de réussite les plus fondamentales de ce projet.
  - Mesures d'évaluation et de suivi de ce projet :
    - questionnaires-évaluation destinés aux intervenants et aux visiteurs ;
    - mise en place de la table de coordination regroupant les représentants de chaque chantier et table de travail ;
    - forum annuel d'évaluation.

### LES FACTEURS CLÉS DE SUCCÈS ET LES DÉFIS

- La volonté des intervenants culturels et touristiques de maintenir leur adhésion pleine et entière aux objectifs, valeurs et exigences de cette démarche :
  - la recherche de qualité et d'excellence ;
  - l'approche réseau dans l'action ;
  - le partenariat comme base consensuelle des rapports ;
  - la recherche des plus hauts standards de pratique professionnelle dans l'implantation et l'exploitation d'une économie touristique désireuse de reconnaître les richesses patrimoniales comme base de son développement.
- La recherche d'un développement culturel et touristique durable et authentique reposant sur la protection et la mise en valeur des richesses patrimoniales.

- La capacité de mobiliser également les pouvoirs locaux, auxquels incombent la plupart des décisions importantes en matière d'aménagement, pour adopter toutes les mesures appropriées de protection et de sensibilisation destinées à modifier l'attitude du public à l'égard de leur patrimoine, mais surtout de sa fragilité et de son caractère non renouvelable.
- La présence d'un climat d'accueil face à cette démarche et interpellant les diverses instances de développement du Kamouraska.

## RECOMMANDATIONS

Il y aurait tellement de choses à dire et à revoir ! Pour cette courte présentation, contentons-nous de rappeler ceci, énoncé sous forme de recommandations :

- disposez dès le départ des ressources financières conformes aux attentes jugées les plus fondamentales de votre projet ;
- assurez-vous d'avoir un personnel d'animation suffisant pour encadrer et maintenir la mobilisation que nécessite une telle démarche. Au moment d'écrire ces lignes, l'insuffisance du personnel d'encadrement constitue la plus grande de nos difficultés ;
- validez chaque étape avant d'entamer la suivante ;
- demeurez fidèle à la mission du projet, ses valeurs et ses principes, car c'est en eux que résident les facteurs de succès de la démarche. Néanmoins, démontrez beaucoup de souplesse sans nier l'essentiel ;
- demeurez patient et réaliste relativement aux résultats attendus, principalement dans les débuts ;
- faites circuler l'information le plus possible et multipliez les alliances pour que la prise en charge des enjeux de votre projet se réalise. Enfin, **croyez en vous et en votre projet.**



## **LE SITE DE LA NOUVELLE-FRANCE : UN LIEU TOURISTIQUE ASSOCIANT HISTOIRE, ARCHÉOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Isabel BROCHU  
Agente de développement  
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis

Le Site de la Nouvelle-France est un site touristique situé dans la petite municipalité de Saint-Félix-d'Otis, plus précisément à l'Anse-à-la-Croix, en bordure du fjord du Saguenay, soit à une dizaine de kilomètres de la Ville de La Baie. Le Site de la Nouvelle-France, mieux connu depuis cinq ans sous le nom de Site de tournage Robe Noire, présente à ses visiteurs une interprétation originale des us et coutumes des habitants de la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle. L'Anse-à-la-Croix a été le lieu de tournage du film Robe Noire en 1990 et de la télésérie Shehaweh en 1992. Il a été choisi par les cinéastes pour sa ressemblance incroyable avec les descriptions de la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle. Un paysage sauvage, aucune infrastructure moderne à l'horizon, un fjord qui ressemble au fleuve Saint-Laurent et deux caps qui rappellent Lévis et l'Île d'Orléans. Ces tournages ont laissé plus de cinq millions de dollars d'infrastructures sur place. Infrastructures et bâtiments qui devaient au départ être détruits selon les conditions négociées entre les producteurs et les dirigeants du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP). Je reviendrai un peu plus loin sur ce point précis.

Le Site de tournage Robe Noire a donc ouvert ses portes au public en 1993. Il y avait alors 12 employés et le site a reçu 14 000 visiteurs au cours de la première année. En 1997, le Site de tournage Robe Noire a accueilli 21 000 visiteurs, créé 32 emplois dans une municipalité de 791 habitants et généré des retombées directes, indirectes et induites de près de 500 000 \$, pour l'année 1996-1997 seulement. Je souligne ici l'ajout de nombreux projets de développement dont la construction d'un quai de 150 mètres. Nous pouvons ajouter à cela des impacts sociaux qui ne sont pas négligeables. Au niveau de la formation, tous les employés qui ont un contact direct

avec les visiteurs ont reçu plus de 1 000 heures de formation, et ce dans une dizaine de secteurs dont l'histoire et l'archéologie. Évidemment, sans faire une analyse en profondeur des impacts sociaux pour la population, ce projet engendre un sentiment de réussite et un désir du recommencement. C'est une expérience positive qui donne confiance à la population locale pour le développement de son milieu. Elle lui permet aussi de faire des rêves et d'anticiper le meilleur. C'est au quotidien que nous sentons réellement cet impact.

### LES ACTIVITÉS ET LES ACTIONS

Je vous présente rapidement les activités offertes sur le Site. D'abord, le Site propose une visite commentée à l'intérieur de laquelle s'intègrent différentes animations : une fille à marier, une famille montagnaise, une habitante, une paysanne qui tisse le lin, Samuel de Champlain, une ursuline, la femme du forgeron et le jésuite. Les gens peuvent donc y découvrir les deux pôles importants de notre histoire, soit le pôle amérindien et le pôle européen, et cela sur un même site. Cela le rend unique. Les guides professionnels donnent beaucoup d'informations, d'anecdotes et font l'intégration entre les différents plateaux de tournage que je vous présente rapidement : le village huron, le fort de Cap-aux-Diamants (haute-ville de Québec) et la basse-ville de Québec (chapelle, camp montagnais, maison de l'habitant, etc.).

Depuis 1996, nous avons ajouté une dimension importante au Site de la Nouvelle-France : les fouilles archéologiques. Lancée sous la présidence d'honneur d'un chef autochtone, Monsieur Ghislain Picard, cette activité, qui a des visées scientifiques, a été enrichie par d'autres activités permettant la vulgarisation auprès du public. Une animation est faite par les archéologues qui fouillent devant les visiteurs et des forfaits de fouilles publiques sont offerts à ceux qui désirent explorer cette discipline. Uniques au Québec, ces fouilles sont financées à 80 % et plus par les entreprises privées. La première année de fouilles a été au-delà de nos espérances avec la découverte de milliers de pièces, notamment une gouge datant de 2 000 ans avant Jésus-Christ. C'est en 1997 que nous avons presque cru rêver avec la découverte de foyers mettant à jour plus de 20 000 pièces : éclats d'outils, poterie, pointes de flèches, perles

très rares, harpons en os, etc. Il est maintenant prouvé que l'Anse-à-la-Croix servait de halte routière pour les périodes de 450 à 1 000 ans après Jésus-Christ et aussi pour la période de contact. Vous comprendrez la surprenante coïncidence de trouver plusieurs pièces donnant autant d'informations sur le passé, et cela sur un site qui en faisait déjà une interprétation. Les fouilles archéologiques se sont poursuivies en 1998 et Madame Louise Beaudoin, ministre des Affaires culturelles, est venue sur le site pour souligner la participation du privé à ces découvertes importantes. Celles-ci donnent un éclairage tout à fait nouveau à l'occupation initiale de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

En 1997, nous avons posé deux actions que nous jugions au départ des folies. Nous avons contacté celui que nous considérons comme l'expert de la Nouvelle-France, soit Monsieur Jacques Lacoursière, un historien connu pour ses grandes qualités de vulgarisation. Une folie qui a donné de bons résultats puisque celui-ci a accepté de devenir le parrain de notre site. Il nous aide donc dans toutes nos transformations afin d'être toujours fidèle à l'histoire. Il est certain qu'il apporte une crédibilité au projet en appuyant publiquement la qualité et la valeur historique de nos activités.

Notre deuxième folie a été la construction d'un quai, tel que mentionné au début de mon exposé. Comment pouvions-nous parler de la Nouvelle-France sans envisager le développement d'une activité maritime ? Nous connaissons tous l'importance de la voie de navigation pour cette époque. Grâce au soutien financier du CRCD et à un partenariat avec Croisière La Baie, nous avons développé le forfait, « l'Odyssée Champlain », du nom de celui qui a fondé Québec. Une heure sur le fjord avec Samuel de Champlain qui amène les visiteurs dans sa Nouvelle-France.

En 1998, le Site de tournage Robe Noire n'est plus. Le Site de la Nouvelle-France prend maintenant sa place, et ce pour un avenir qui s'annonce, osons-nous le croire, prometteur. Après des recherches historiques à l'automne 1997 et à l'hiver 1998, la réalité a pris la place du cinéma. Les décors de tournage ne sont plus. Les bâtiments sont encore plus vrais. Nous avons fait la reconstitution des meubles, de la vaisselle, de l'aménagement intérieur, et ce pour le plus grand plaisir de nos visiteurs et de notre parrain. Nous ne sommes

pas assez fous pour croire que nous sommes la Nouvelle-France. Mais nous savons que la haute-ville et la basse-ville de Québec d'aujourd'hui ne sont plus la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle en raison du développement et des infrastructures modernes. Si on se fie aux recherches des producteurs, nous sommes donc le seul endroit en Amérique du Nord qui ressemble encore aux descriptions de la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle.

Vous connaissez maintenant le Site de la Nouvelle-France. Cependant, vous ne connaissez pas encore les débuts tumultueux et toutes les contraintes que les élus municipaux ont dû surmonter pour voir leurs objectifs se réaliser. Cette histoire est plus que pertinente dans le cadre de ce colloque et vous allez comprendre très rapidement pourquoi.

Le Site de la Nouvelle-France avait au départ peu de chance de voir le jour. Si aujourd'hui son originalité est d'être une activité touristique qui présente la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle, cette même originalité a été le tremplin de l'argumentaire de ceux qui se sont opposés à sa naissance en 1990. On ne pouvait pas alors envisager une activité touristique sur un territoire qui sera annexé à Parc Saguenay, un parc de conservation. De plus, qu'est-ce que c'est que cette idée de présenter la Nouvelle-France du XVII<sup>e</sup> siècle au Saguenay—Lac-Saint-Jean ? Là où les cinéastes ont découvert une opportunité incroyable pour la municipalité de Saint-Félix-d'Otis, les puristes y ont vu une énormité spatio-temporelle. C'est dans ce contexte d'opposition que le Site de la Nouvelle-France a pointé son nez en 1990. On ne doit son existence qu'à une seule chose : la mobilisation du milieu et la volonté des dirigeants d'utiliser ce levier de développement incroyable, soit la conservation des infrastructures de plus de cinq millions de dollars destinées à être démolies dès la fin des tournages.

## **LES ENJEUX ET LES RELATIONS AVEC PARC SAGUENAY**

Comme je l'ai expliqué plus haut, les producteurs de film s'étaient engagés à remettre exactement dans le même état le site de l'Anse-à-la-Croix après le tournage. Les enjeux se résumaient alors ainsi : pour les élus de Saint-Félix-d'Otis, il fallait à tout prix conserver et



mettre en valeur les infrastructures et les équipements de tournage afin de s'en servir comme levier de développement touristique important pour la localité. Pour les gestionnaires du ministère de l'Environnement, l'enjeu était la protection de cet espace, ce qui signifiait la destruction des infrastructures et des équipements pour revenir à la proposition initiale d'aménagement prévue dans le plan directeur de Parc Saguenay. Je vous laisse imaginer ce que peuvent donner deux positions aussi opposées. À Saint-Félix-d'Otis, tout le monde ne désirait qu'une seule chose, soit le développement de la municipalité, de la communauté.

La période de 1990 à 1992 pourrait facilement porter le nom de période de l'élasticité. Mobilisation du milieu, réunions, correspondance nombreuse, appuis des autres municipalités et études de faisabilité résument les actions entreprises durant cette phase du projet. L'objectif des élus de la municipalité de Saint-Félix-d'Otis était de retarder le plus possible la destruction des bâtiments sur le site afin de démontrer le potentiel de développement touristique à l'aide d'une étude.

En 1993, le site ouvre ses portes sur un terrain qui doit toujours faire partie du Parc Saguenay. À partir de ce moment-là, les relations entre les protagonistes apparaissent assez floues : il n'y a pas de traces écrites, mais il y a eu certainement beaucoup de salive.

## LES CONSÉQUENCES

La conclusion, à la suite de tous ces épisodes, est assez lourde face à la problématique qui nous concerne tous ici : l'impossibilité de concilier des objectifs de conservation et des objectifs de développement local. En juin 1996, l'Anse-à-la-Croix est donc retirée officiellement du processus devant mener à l'intégration de ce territoire dans Parc Saguenay. Il est évident que le concept de partenariat accuse un coup important dans le dénouement de ce dossier. L'Anse-à-la-Croix est donc maintenant exclue du territoire du Parc Saguenay.

Cela a eu des conséquences avec l'arrivée du parc marin. L'encre de la signature de retrait du Parc Saguenay est à peine sèche lorsque la municipalité de Saint-Félix-d'Otis entrevoit, en octobre 1996, un

développement marin. C'est en observant la nouvelle carte de parc marin, celle de 1996, que les dirigeants de Saint-Félix-d'Otis ont reçu leur première douche d'eau froide. Ni la municipalité de Saint-Félix-d'Otis, ni l'Anse à la Croix, ni le Site de tournage Robe noire n'ont été identifiés comme pôles de découverte, pôles thématiques ou autres. Pourtant, en 1993, sur la première carte de parc marin, l'Anse-à-la-Croix figurait comme pôle de découverte. Nous sommes alors convaincus qu'il y a non seulement une erreur, mais peut-être une injustice.

Quelques conversations téléphoniques nous confirment alors notre hypothèse : l'Anse-à-la-Croix n'est pas dans le Parc Saguenay et n'est donc pas dans le parc marin. Évidemment, c'était une réponse que nous ne pouvions pas accepter. De plus, c'est un argument non recevable si l'on considère que les municipalités de La Baie et de Chicoutimi ne font pas partie des limites du Parc Saguenay, mais sont identifiées, à un titre ou à un autre, dans le plan directeur du parc marin. Nous demandons donc, par la voie d'une lettre officielle et le dépôt d'un document, à ce que la municipalité de Saint-Félix-d'Otis soit identifiée comme pôle de découverte dans tous les dépliants et les feuillets promotionnels du parc. Le document déposé s'intitule : *Pourquoi la municipalité de Saint-Félix-d'Otis est un pôle de découverte du parc marin ?*

À la base de cette deuxième revendication, il y a une question de principe et aussi une question de promotion touristique. Le Site de la Nouvelle-France avait bien l'intention de profiter des retombées de la publicité et de la promotion faites par le parc marin, étant donné que ce dernier prônait le partenariat dans tous ses documents. De plus, nous étions convaincus que la qualité et l'originalité de notre site avaient aussi quelque chose à apporter au parc marin. Pour la municipalité, c'était une question de principe : elle ne pouvait accepter deux poids et deux mesures. Il semblait alors que c'était bien le cas. Il y a donc eu beaucoup de lettres, des rencontres et deux documents déposés officiellement par la municipalité de Saint-Félix-d'Otis au comité de coordination.

Après tout cela, nous n'étions plus convaincus de vouloir être un partenaire dans le dossier de parc marin. Franchement, notre vision du développement était beaucoup trop éloignée de la leur. Nous ne

voulions pas attendre les autorisations de tout ce monde pour faire la mise en valeur du site. Le développement local avait besoin d'une certaine liberté d'action et nous avons compris que le concept de parc de conservation ne permettait pas aux milieux locaux d'avoir un minimum de liberté pour assurer leur développement. Serait-ce à cause des réglementations des parcs ? Les milieux locaux et les intervenants ne veulent pas rendre des comptes et faire le fardeau de la preuve dans des relations de partenariat avec l'État. C'est ce qui semble être le cas présentement.

## CONCLUSION

Le développement du Site de la Nouvelle-France a pris naissance dans la tête d'un élu, un peu rêveur et un peu fou peut-être, qui a vu une occasion de développer une activité susceptible d'amener des retombées positives dans son milieu. Il a eu raison et il a de plus en plus raison. Depuis 1993, nous sommes davantage de fous et les résultats sont concrets. Notre exemple et d'autres projets, bien qu'ils soient différents, amènent beaucoup de questions. Assez pour nourrir un régiment d'intellectuels pendant plusieurs années encore ; assez pour des centaines de colloques sur le sujet. Assez finalement pour que plusieurs municipalités se demandent encore pendant longtemps ce qu'est finalement le partenariat entre les parcs de conservation et le développement des milieux locaux. Je ne poserai ici qu'une seule question : en quoi la mise en valeur du Site de la Nouvelle-France par la municipalité, de 1993 à aujourd'hui, a-t-elle nui à l'environnement faunique et forestier de l'Anse-à-la-Croix, à sa conservation ? En quoi le développement de ce site a-t-il nui à la découverte des beautés exceptionnelles et sauvages de notre territoire ?



## **LES PARTENARIATS ENTRE LES PARCS ET LES ORGANISMES LOCAUX : L'EXPÉRIENCE DE LA GESTION DU SITE DE CAP-DE-BON-DÉSIR**

Victor BOUCHARD  
Corporation touristique  
de Bergeronnes

### **PRÉSENTATION DE L'ORGANISME**

La Corporation touristique de Bergeronnes est un organisme sans but lucratif qui existe depuis 1982. Son mandat est de développer et de promouvoir l'industrie touristique locale et de participer au développement de cette industrie au niveau régional.

Actuellement, la Corporation touristique de Bergeronnes gère un camping municipal, un kiosque d'information touristique et réalise un festival d'été. Enfin, elle gère, pour le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, le Cap-de-Bon-Désir.

En 1998, la Corporation touristique comptait 34 employés à son actif.

### **HISTORIQUE DE LA GESTION DU CAP-DE-BON-DÉSIR**

Le phare du Cap-de-Bon-Désir existe depuis 1959. Il est automatisé depuis 1982. La population de Bergeronnes, ou du moins certaines personnes, connaissait le site comme un site d'observation terrestre des mammifères marins.

L'élément déclencheur à la prise en charge des lieux, qui étaient laissés à l'abandon, fut le passage des « Grands voiliers » en 1984.

En 1985, un projet de gestion et de mise en valeur du site fut présenté à Parc Canada, district de Québec, lequel avait obtenu de Transport Canada la gestion des bâtiments.

Les premiers visiteurs furent accueillis en 1986 et, depuis 12 ans, la Corporation touristique gère le Cap-de-Bon-Désir en collaboration avec le Service canadien des parcs en premier lieu et, en deuxième lieu, avec le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent auquel appartient le site.

Le site offre, en plus de l'observation terrestre des mammifères marins, des activités d'interprétation du littoral marin ainsi que des activités d'interprétation à caractère culturel.

### **LE PARTENARIAT**

Le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent devant s'associer à des organismes déjà existants pour concrétiser son mandat, la Corporation touristique de Bergeronnes, organisme local et représentatif de la population, répondait à ce mandat ainsi qu'à celui du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent en gérant le Cap-de-Bon-Désir.

Au fil des ans, le mandat de gestion s'est transformé en fonction du développement du Cap-de-Bon-Désir, des attentes et objectifs du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent à l'égard du site et du développement du parc marin en général.

Différents avantages se greffent à la gestion commune pour un organisme communautaire avec un parc national ; pour la Corporation touristique de Bergeronnes, nous en décelons cinq en particulier :

1. la notoriété de participer au développement d'un site qui appartient et qui fait partie d'un réseau d'un parc national tel que le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent ;
2. la qualité du produit offert aux visiteurs en fonction des objectifs et du mandat d'un parc national ;
3. l'appartenance à un réseau de différents partenaires qui travaillent avec le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent ;

4. l'injection d'argent dans l'amélioration des infrastructures qu'un organisme communautaire ne pourrait effectuer avec les profits générés par le coût d'entrée ;
5. l'expérience, le support logistique en termes d'accueil d'interprétation et d'organisation d'un parc national. Et concurremment, la formation accordée au personnel pour répondre aux critères de qualité exigée.

Les désavantages avec l'expérience vécue au Cap-de-Bon-Désir viennent cependant se greffer au processus de développement :

1. compte tenu des critères de qualité exigés pour répondre aux visiteurs, la population locale craint ou encore ne correspond pas aux normes pour s'inscrire dans un processus d'embauche. Depuis quelques années, nous avons assisté à une diminution de l'emploi local à certains postes ;
2. nous avons tendance à croire que peu à peu l'initiative locale s'est atténuée dans certains secteurs d'activités. Par contre, pour générer des revenus, une assistance technique nous a été grandement utile ;
3. la prise de décision se déroule dans un processus qui parfois alourdit la réalisation de certains profits ;
4. à titre d'organisme communautaire, nous vivons un partenariat expérimental dans le processus d'élaboration et de développement du parc marin Saguenay—Saint-Laurent ;
5. le risque financier dans la gestion du Cap-de-Bon-Désir n'était pas toujours synonyme de partenariat à base égale.

## CONCLUSION

Pour un organisme communautaire tel que la Corporation touristique de Bergeronnes, il est indéniable que la venue d'un parc national ne peut qu'avoir des retombées positives pour la communauté.

Cependant, dans le quotidien, certains ajustements sont à faire et sont facilement réalisables compte tenu de l'esprit novateur du parc marin du Saguenay—Saint-Laurent dans sa structure, dans son mandat et dans sa forme de gestion. Ce sont là les points de discussion apportés au Forum international sur le tourisme viable et les parcs nationaux.



**TOURISME VIABLE ET PARCS NATIONAUX  
AU COSTA RICA : LE CAS DU PROJET DE  
CONSERVATION ET DE DÉVELOPPEMENT  
ARENAL, RICHE EXPÉRIENCE DE LA  
COOPÉRATION CANADIENNE**

Patricia CHACÓN  
Chargée de cours  
Université internationale des Amériques

Claude TREMBLAY  
Directeur exécutif  
Développement Arenal, WWF Canada  
(Costa Rica)

**INTRODUCTION**

Nous allons présenter une initiative de tourisme responsable, en l'occurrence l'expérience communale du projet de conservation et de développement Arenal. Mais d'abord, situons brièvement l'industrie touristique du Costa Rica et ses caractéristiques.

**CARACTÉRISTIQUES DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU  
COSTA RICA**

En 1990, une Stratégie de conservation pour le développement durable au Costa Rica fut élaborée (ECODES). Cette stratégie consacre un chapitre complet à l'écotourisme, élabore des propositions pour le plan national de tourisme, encourage les petites entreprises, donne une impulsion à l'agro-écotourisme et assure la participation des communautés au développement touristique des régions qu'ils habitent.

Le Costa Rica possède un plan stratégique de développement touristique durable suggéré par ECODES. Il contient les directives de planification, d'aménagement territorial, de formation, d'infrastructures, d'identification de nouveaux marchés potentiels et d'autres.

### **Les organisations qui y interviennent**

L'Institut de tourisme du Costa Rica (ICT) est l'organisme principal. Il a des fonctions de ministère. Des groupes corporatifs tels l'Association d'opérateurs touristiques du Costa Rica, la Chambre nationale de tourisme, le ministère de l'Environnement et d'autres groupes de promotion touristique y interviennent.

### **L'agro-écotourisme**

Il existe une alternative de développement durable en matière touristique, c'est l'agro-écotourisme. Son objectif est de permettre que le paysan et l'habitant des zones protégées bénéficient de l'expansion de cette activité économique à travers la combinaison des techniques agricoles et du tourisme.

Ce modèle de tourisme implique une diversification de l'utilisation des ressources naturelles, humaines, socio-économiques et culturelles présentes dans l'environnement d'une localité rurale, ce qui favoriserait une certaine équité. Ainsi, de l'intégration des paysans, de leurs techniques dans les zones agricoles et les réserves, il résulte une autre manière de faire du tourisme (Symposium écologie et tourisme, Costa Rica, 1995).

### **L'approche de l'ICT**

En arborant la devise « tourisme et développement durable », le Costa Rica a réussi à se placer dans le marché international en utilisant le slogan « Costa Rica No Artificial Ingredient » ; il en va de même pour le marché national. Jetons maintenant un coup d'œil sur les points principaux du tourisme au Costa Rica :

- une nouvelle stratégie de développement combine le développement économique avec le développement social et environnemental ;
- il est devenu le principal générateur de devises : 7,5 % du PNB (produit national brut) en 1997 et 22 % des exportations.

### LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Le rejet de l'approche à court terme. La stratégie à long terme veut dire favoriser l'économie sociale et environnementale.
- L'action porte sur trois domaines : la biotechnologie, les techniques de pointe et le tourisme.

### LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU COSTA RICA

- Des progressions dans le processus de redressement productif à la suite d'un revenu supérieur en tourisme.
- La décentralisation du revenu grâce au tourisme.
- Quatre-vingt-deux pour cent des hôtels ont moins de 50 chambres (micro-entreprises) : elles représentent 46 % de l'offre totale.
- Soixante-quinze pour cent des entreprises touristiques sont situées sur des zones rurales ; il en résulte une démocratisation du dollar touristique.
- Chaque région se renforce selon ses caractéristiques : le soleil, la plage, la mer, les volcans, l'écotourisme, la plongée, la pêche sportive, etc.
- À partir de 1998, la Loi sur les mers est devenue un outil essentiel en ce qui concerne la concurrence et le développement durable. Elle offre un cadre législatif idéal afin d'attirer plus d'investissements, plus de projets.

### LE PROGRAMME DE DURABILITÉ TOURISTIQUE

La certification de durabilité touristique (CST) est un outil qui offre un grand potentiel de développement au pays. Elle est utilisée comme un outil de différenciation et de durabilité. Elle sert à classer et à différencier les entreprises touristiques d'après leur degré

d'opération et un modèle de durabilité. Son but fondamental est de faire de la durabilité une réalité pratique dans le contexte touristique, en vue d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles et sociales, d'encourager la participation active des communautés locales, de soutenir l'aspect concurrentiel du secteur touristique. À présent, plus de 100 hôtels sont affiliés volontairement à ce programme.

#### LE PROGRAMME DU DRAPEAU BLEU

Il existe un programme d'évaluation des plages qui récompense celles qui sont gérées selon des critères de développement durable. Les plages qui répondent à ces critères sont récompensées du Drapeau bleu. Dix-neuf l'ont obtenu.

Bref, la philosophie du produit touristique du Costa Rica est : « seule l'excellence peut nous procurer un produit de qualité mondiale ». Après cette brève description de l'industrie touristique costarienne, je vous présenterai une expérience locale en matière de tourisme durable, le projet Arenal.

#### LE TOURISME VIABLE ET LES PARCS NATIONAUX : LE CAS ARENAL AU COSTA RICA

La conservation des ressources naturelles, en vue d'un développement socio-économique viable, est un élément essentiel qui a permis de faire connaître le pays sur le plan international et comme destination touristique. Dans les années 70, la création et la protection de zones forestières a donné lieu à la création formelle du système national de parcs. Grâce aux parcs et à d'autres espaces protégés, le Costa Rica a réussi à protéger 20 % de son territoire. Cela le place aux premiers rangs des pays comptant un vaste système de zones protégées.

Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE) a adopté une vision de gestion intégrée du territoire national qui s'appuie sur le concept de zone de conservation. Ce concept demande une définition. Mais avant, nous devons comprendre ce qu'est un système national de zones de conservation. Selon le MINAE, il s'agit :

d'un modèle de gestion institutionnelle décentralisé et participatif unifiant les compétences du MINAE en matière forestière, de vie sauvage et de zones protégées avec la planification et la mise sur pied des processus qui cherchent à atteindre la durabilité par la gestion des ressources naturelles du pays.

Le système national de zones de conservation (SINAC) est constitué de 11 sous-systèmes, dits zones de conservation, dont la définition du point de vue administratif est la suivante :

Une unité territoriale qui est gérée en tenant compte d'une même stratégie de développement et d'administration où se produit un jeu d'interactions des activités, tant privées que publiques (État) et de conservation des ressources naturelles et qui, conjointement avec la société civile, cherche des solutions au développement durable.

Tout cela implique de trouver la manière de stimuler, en même temps, la protection des zones sauvages et des pratiques de production afin que les ressources ne subissent pas de pressions en raison de l'expansion des cultures et des besoins de l'exploitation de la forêt. Ces directives ont mené le MINAE vers la consolidation de zones de conservation créées avec la coopération internationale. La coopération avec le Canada s'est manifestée avec le projet d'Aire de conservation Arenal (ACA) qui s'est déroulé en deux étapes. La première visait la consolidation, par l'intermédiaire d'instruments de planification, la gestion de projets utiles et durables, et la seconde visait le renforcement des capacités locales de l'ACA en matière de conservation et de développement durable. Ces lignes directrices sont issues des politiques menées par le MINAE.

Dans le projet Arenal, et en relation avec ce cadre de référence, un processus de travail à cinq volets a été envisagé, soit :

1. la planification stratégique du territoire ;
2. la protection et la consolidation de la gestion des zones sauvages protégées ;

3. les communautés en développement ;
4. le développement des capacités locales et régionales de gestion environnementale et financière ;
5. la publicité des produits et des services socio-écologiques compatibles.

#### LES CARACTÉRISTIQUES DE L' AIRE DE CONSERVATION ARENAL

##### **La mission**

La mission de l'Aire de conservation Arenal est de conserver la biodiversité et d'encourager l'usage et la gestion durable des ressources naturelles et culturelles, afin de subvenir aux besoins de la population. Il s'agit de favoriser la coordination et la complémentarité des politiques, des stratégies et des actions des instances gouvernementales, non gouvernementales et communales, en vue de maintenir la valeur naturelle et socio-économique de l'Aire de conservation Arenal (ACA). Cette mission, conciliant conservation et développement, se distingue de l'approche traditionnelle de conservation qui exclut tout prélèvement des ressources naturelles (tableau 1).

##### **La population**

Le site de l'Aire de conservation regroupe environ 110 000 habitants dont 70 % sont âgés de moins de 30 ans et répartis dans 28 districts.

##### **La localisation et l'étendue de l'ACA**

L'ACA est située dans le centre-nord du pays. Elle recouvre une superficie de 250 561 hectares, ce qui équivaut à 5 % du territoire national. Elle est divisée en différentes zones de gestion, ce qui permet l'usage durable et la conservation de la biodiversité présente dans chaque zone.

**Tableau 1**  
**Comparaison entre l'approche**  
**de conservation traditionnelle et**  
**l'approche de conservation et de développement**

<b>CONSERVATION TRADITIONNELLE</b>	<b>CONSERVATION ET DÉVELOPPEMENT</b>
<b>APPROCHE</b>	
Primauté de l'environnement biophysique, objet de l'intervention	Primauté de l'être humain, sujet de l'intervention
<b>PERSPECTIVE</b>	
Protection de l'environnement et des ressources naturelles	Modification de la relation des êtres humains avec la nature et entre eux
<b>PRÉOCCUPATION</b>	
Destructions et mutations écosystémiques provoquées par l'être humain	Besoin des populations pour une équité sociale et une qualité de vie durable
<b>OBJECTIF</b>	
Préserver les écosystèmes	Améliorer la qualité de vie des populations basée sur l'équité sociale et la capacité des écosystèmes
<b>SOLUTION PROPOSÉE</b>	
Interdire toute intervention et présence humaine pour garantir la conservation d'un écosystème	Contribuer à modifier la relation qu'entretient l'être humain avec son environnement pour la conservation et le développement des écosystèmes pour une meilleure qualité de vie globale
<b>STRATÉGIES D'INTERVENTION CARACTÉRISTIQUES</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aires de protection fermées</li> <li>• Protection stricte de la biodiversité</li> <li>• Législation punitive et contrôle autoritaire</li> <li>• Communication verticale et délation</li> <li>• Régulation et contrôle de l'activité humaine</li> <li>• Non-usage des ressources naturelles pour garantir leur existence future</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aires d'aménagement intégrales</li> <li>• Usage durable de la biodiversité</li> <li>• Législation/contrôle éducatif et participant</li> <li>• Identification et adhésion à des objectifs/intérêts communs</li> <li>• Utilisation durable de l'ensemble des ressources pour garantir leur disponibilité dans le temps.</li> </ul>

Ces sept zones sauvages (116 690 hectares) sont :

- la zone de protection de Miravalles ;
- la zone de protection Volcan Tenorio ;
- la zone de protection barrage d'Arenal ;
- la zone de protection Arenal–Monte Verde ;
- le parc national Volcan Tenorio ;
- le parc national Volcan Arenal ;
- la réserve biologique Alberto Brenes.

Ces zones sauvages possèdent un patrimoine naturel exceptionnel. Les bassins, servant à la production d'énergie hydro-électrique, à l'eau potable et à l'irrigation, sont protégés.

### **La biodiversité**

L'institut national de biodiversité (INBIO) a réalisé un inventaire de l'ACA-Tilarán dans le but d'identifier les espèces qui peuvent s'appliquer à la génétique, à la production agricole et à la fabrication de médicaments, etc. En conclusion, il se dégage une très grande richesse biologique et faunique dans ces zones.

### **L'énergie et son potentiel**

L'ACA-Tilarán reste la source principale d'eau potable et d'eau destinée à l'irrigation. Le Costa Rica compte 32 bassins hydrographiques susceptibles d'être exploités du point de vue énergétique, dont sept sont localisées dans cette zone, connue comme étant le « cœur énergétique du Costa Rica ».

### **Les activités socio-productives**

Les terres sont une autre source de développement économique national. Elles sont d'une importance capitale pour l'élevage du bétail servant aux produits laitiers et à la boucherie, gagne-pain de plusieurs familles. La région de Monte Verde est connue grâce à la



production de fromages dont certains sont commercialisés sur le marché international.

*L'activité agricole* comporte aussi des plantations de céréales, de café, de haricots, de maïs, de légumes, de racines et tubercules, de même que des produits dits non traditionnels tels les cœurs de palmier, les noix et les oranges.

*L'activité minière* est aussi présente : deux sites ont un potentiel de revenus d'environ 720 millions de dollars, avec notamment des gisements d'or.

*L'activité forestière* : suivant le modèle socio-productif, des fermes-modèles (lieux destinés à une culture déterminée ou à une certaine production) ont été établies dans l'espoir de redonner de la valeur économique à la forêt. Ces fermes-modèles produisent du bois d'œuvre servant aux meubles, à la construction. Elles veillent aussi à la biodiversité par l'entremise de parrainages, par l'achat d'espèces d'arbres menacés, par la certification.

### **ACA-Tilarán : héritage culturel pré-hispanique**

Cette zone, localisée dans un carrefour pré-hispanique entre le Gran Nicoya et la Région centrale, était un lieu de grands échanges culturels. Il est possible d'y repérer diverses phases d'occupation humaine datant de 4 000 ans avant Jésus-Christ. Cette zone compte environ 300 sites archéologiques dûment identifiés par le Musée national du Costa Rica et des recherches s'y poursuivent.

## **LES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET ARENAL**

### **HISTORIQUE**

Le projet d'Aire de conservation et de développement Arenal est un exemple de durabilité, tant au niveau local que régional. Ce projet est né en septembre 1991 grâce à un traité bilatéral entre le gouvernement du Costa Rica et celui du Canada. Le premier était représenté par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE),

chargé de la codirection ; le deuxième, par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et le Fonds mondial pour la nature du Canada.

#### LA MISSION DU PROJET

« Le projet travaille sur le renforcement des capacités locales et régionales de gestion environnementale et financière » dont l'objectif est fondé sur le slogan : « Penser globalement et agir localement ». La participation populaire aux processus productifs durables, à la conservation des ressources et au développement socio-économique du pays est à la base de la mission. La participation permet de mettre sur pied des projets endogènes de développement pour atténuer ou résoudre des problèmes sociaux, environnementaux et économiques qui accablent les communautés. Les conditions socio-économiques de la population et leur localisation sont des critères à considérer lorsqu'il s'agit de définir les zones prioritaires.

#### LE FINANCEMENT DES INITIATIVES LOCALES

Le projet a financé une grande variété d'initiatives socio-productives ayant un caractère durable, dans les différentes communautés et unités territoriales, dans le but de renforcer la gestion et la participation communautaires. Cela grâce à la création du fonds de financement de la Fondation pour le développement de l'Aire de conservation Arenal (FUNDACA).

#### LES COMMUNAUTÉS EN DÉVELOPPEMENT

La population locale a un rôle prédominant, car elle devient la bénéficiaire de toutes les actions de développement viable qui visent une certaine équité. Les efforts sont orientés vers l'éducation environnementale et la recherche de nouvelles options socio-économiques. Quelques-unes des actions de soutien sont :

- l'amélioration des pratiques productives actuelles à caractère durable ;

- le support technique et financier à plus de 50 initiatives de développement local, tels des projets socio-productifs d'écotourisme, d'industrie agricole, de foresterie, de recherche, d'infrastructure communale, de petite industrie, de diversification productive, d'artisanat, de conservation et de protection.

D'autres activités sont développées, par exemple le tourisme agro-écologique.

### **LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS LOCALES ET RÉGIONALES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE**

Ce domaine est étroitement lié au précédent. Il implique une grande responsabilité de la part de l'ACA-Tilarán envers le « tourisme durable », puisqu'il a réussi à soutenir la création d'environ 30 associations qui travaillent en faveur de la conservation rurale durable, au niveau local. Afin de garantir techniquement et financièrement la continuité des actions en faveur du développement durable, la Fondation pour le développement de l'Aire de conservation Arenal a été créée en 1994. En outre, le Centre d'expérimentation et de formation pour le développement rural (CECADERUS), créé en 1996, est formé de 19 organisations de la région. Il fut créé, à titre de structure informelle, pour favoriser les échanges et la coordination parmi des groupes civils, devenant le lien avec le projet ACA.

Plus de 30 traités ou lettres d'entente furent signés avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales qui partagent la responsabilité de réaliser beaucoup d'activités dont l'objet est de renforcer les capacités locales et régionales de l'ACA. En 1992, le centre a introduit une instance de coopération qui facilitait la participation locale. Elle est devenue coordonnatrice des organisations non gouvernementales et des associations de producteurs. Aussi fonctionne-t-elle comme une sorte de forum qui veille à la suite et à l'évaluation des accords de coopération qui insèrent les ONG et les organisations locales.

De plus, une coordination technico-financière a été créée par l'administration publique des zones sauvages protégées de l'ACA et les

entreprises touristiques de la région ainsi qu'INBIO, FUNDACA et diverses ONG qui soutiennent la conservation dans la zone. À cela s'ajoutent d'autres points forts, comme celui de définir la coopération technique et financière avec l'Association de petits entrepreneurs touristiques de la Fortuna (AMITUFOR) pour consolider la publicité et le marketing des services touristiques de la zone, y inclus ceux du Parc national Volcan Arenal.

L'alliance stratégique, dans un but publicitaire, entre les entreprises canadiennes et costariciennes, responsable des attraits importants pour l'ACA, comprend les auberges touristiques et les parcs nationaux qui sont, à leur tour, des acteurs importants dans le secteur touristique.

## **LE TOURISME RESPONSABLE D'ARENAL**

### **LE PRODUIT ÉCOTOURISTIQUE**

Le produit agro-écotouristique de l'Aire de conservation Arenal n'a aucune relation avec les produits du tourisme traditionnel. Ce produit a été conçu en se fondant sur la mission Arenal (ACA), d'après les lignes directrices du Plan général de l'utilisation des terres (PGUT) et une stratégie de développement durable. Le produit agro-écotouristique est un processus, un modèle intégral de développement régional auquel participent des partis divers, y compris le Conseil interinstitutionnel d'Arenal.

Ce processus est réalisé simultanément avec la mise en marche des activités prévues dans le Plan général de l'utilisation des terres (PGUT) et avec l'encouragement des initiatives locales au développement environnemental. Ce plan, en plus de fournir une banque de données (cartes, informations) pour le management et l'utilisation des ressources naturelles, propose deux axes stratégiques d'intervention, auxquels peuvent se joindre l'ensemble des partis, sous la coordination du ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE). C'est à ce niveau que l'on peut constater les résultats les plus notoires des efforts de coopération dans les institutions et les organismes locaux.

Le développement des projets productifs durables cherche à encourager et à soutenir, tant du point de vue technique que financier, des initiatives communales qui montrent :

- la faisabilité économique ;
- l'adaptabilité sociale ;
- la viabilité écologique.

Tous les projets reçoivent l'aide technique et économique d'une série d'organisations. Plusieurs d'entre elles sont issues de la gestion du projet : la Fondation pour le développement de l'ACA, le Centre de formation pour le développement rural durable (CECADERUS), le Réseau d'expériences socio-productives, l'Association de petits entrepreneurs touristiques de la Fortuna, huit chambres régionales de tourisme, l'Institut national pour l'apprentissage, le Réseau de réserves naturelles privées, l'Institut de tourisme du Costa Rica, l'Institut national de biodiversité, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Environnement et de l'Énergie et plus de 80 organisations communales. Le cadre des initiatives du projet a comme référence une stratégie durable, en lien avec l'Agenda 21.

L'axe privilégié est le produit généré à travers le processus participatif d'utilisation et de gestion durable des ressources naturelles du Plan d'utilisation du sol de l'ACA (PGUT) et ratifié par le MINAE. D'après les lignes directrices du PGUT, des zones à plus grande tension sociale ont été identifiées dans le but d'encourager la création d'alternatives économiques qui diminuent la pression sociale sur les zones sauvages sous protection et qui, en même temps, encouragent l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans ces zones prioritaires, des stratégies locales de conservation et de développement ont été élaborées conjointement avec l'ensemble des communautés. Cela a contribué à une interaction dynamique avec les acteurs locaux, aux niveaux communal, institutionnel, gouvernemental et non gouvernemental.

## LES INITIATIVES ÉCOTOURISTIQUES DE L'ACA

### Les auberges écotouristiques

En concordance avec les stratégies locales de conservation et de développement, les investissements ont été orientés vers d'excellentes destinations touristiques où les conditions socioculturelles et économiques des communautés ont été remarquées. Ainsi, dans le processus de consultation des stratégies locales, les communautés ont défini leurs priorités d'investissement dans le tourisme pour chercher à résoudre leurs problèmes actuels.

Les organisations communales participant à ces projets ont une formation dans des aspects relatifs à la gestion et à l'opération des services écotouristiques : secours, histoire naturelle, guides locaux, services au client, administration, etc. Ces auberges se trouvent localisés dans les communautés suivantes : Zeta Trece, aux environs du Parc national Volcan Arenal, Monte de los Olivos, près de Monte Verde, Bijagüefña, près du Parc national Volcan Tenorio.

Les aspects suivants ont été considérés lors de la planification des projets :

- profiter des ressources existantes et assurer leur conservation et leur stabilité ;
- améliorer les conditions socio-économiques des communautés ;
- maintenir les valeurs culturelles de la population ;
- encourager la culture environnementale ;
- faire participer les communautés à la prise de décision, de design et d'opération.

Les matériaux de construction sont particuliers dans chaque zone, la plupart étant obtenus de la forêt ; les habitants profitent des arbres tombés ou malades pour construire des bâtiments en accord avec l'environnement. Toutes les auberges ont un système de traitement d'ordures et des jardins potagers avec du compost pour subvenir à leur demande et à celles de petites fermes qui élèvent des espèces en danger. En plus, il y a des tours pour visiter les différents attraits de la zone.

Les auberges écotouristiques sont une nouvelle expérience au Costa Rica par laquelle les communautés cherchent à planifier et à développer une activité touristique en prenant en compte l'environnement.

### **Les produits agro-écotouristiques**

Certains groupes travaillent dans l'artisanat, dans des fromageries. Ils font des confitures, de la peinture sur tissu, cultivent des plantes médicinales, du café, des noix d'acajou, de la cardamome, des cœurs de palmier à partir du compostage et d'autres. Mentionnons les projets suivants : La cascade de la Rivière La Fortuna, le Centre d'information sur l'artisanat Choza de Laurel, l'Association de petits entrepreneurs touristiques de La Fortuna, le Café Forestal et La Fondation pour le développement de la famille paysanne (FUNDECA).

### **Les parcs nationaux**

#### *Le Parc national Volcan Arenal*

Cette zone protégée fut créée en 1969 comme une réserve nationale à cause des étendues abîmées lors de l'éruption du volcan Arenal. Elle a été déclarée Réserve forestière Volcan Arenal, en 1972 et Parc national Volcan Arenal (PNVA) en 1994 (Chaves *et al.*, 1995). Le PNVA est né grâce à une recommandation du PGUT afin d'obtenir des ressources financières. Le parc s'étend sur quelque 12 106 hectares dont l'attrait principal est le volcan. Il reste la zone la plus visitée de l'ACA. Son cône, presque parfait, laisse voir une activité spectaculaire, d'où sa renommée internationale. Bien que le parc soit plus connu grâce à son volcan, sa richesse biologique est unique. Il possède deux des 12 zones de vie du Costa Rica (Holdridge). Outre cela, cette zone demeure l'une des sources d'approvisionnement en eau pour le barrage Arenal.

Le Parc national Arenal offre toutes les facilités pour la jouissance, la connaissance et l'observation des ressources naturelles d'un parc national et tous les attraits de l'ACA. Deux secteurs du parc ont été spécialement aménagés pour accueillir les nombreux visiteurs tant

costariciens qu'étrangers qui s'y rendent avec l'intention d'observer le spectacle exceptionnel qu'est le volcan.

Les installations nécessaires ont été bâties, tout près du cratère, pour garantir la sécurité et le confort des visiteurs. Dans la zone, on trouve de l'eau potable, de l'électricité, des toilettes, la démarcation des endroits à risque, des stationnements, des sentiers dûment signalisés, un mirador et un chemin permettant d'accéder au pied du volcan. D'autres services sont l'équipement d'urgence et un système de radiocommunication. Ce secteur comprend aussi un poste où tout visiteur doit payer son entrée. Cet argent est important dans la mesure où il permet de continuer à veiller sur le parc national et d'aider au soutien d'autres activités dans les communautés de l'ACA.

#### *Le Parc national Volcan Tenorio*

Cette zone protégée tend à devenir l'une de meilleures alternatives pour décentraliser la demande et diversifier le produit écotouristique de l'ACA. Malgré cela, seul El Teñidero est ouvert au public. Là, les eaux limpides sont d'un bleu clair, d'où le nom de la rivière. Ce site possède une très belle cascade et des eaux thermales. Le visiteur peut y arriver à travers des sentiers bâtis par des organisations locales. Des petits entrepreneurs de San Rafael de Guatuso et de Bijagüeña y organisent des tours. Un autre des attraits de cette zone sauvage est la lagune Danta, un ancien cratère à inondation saisonnière.

#### **LE POTENTIEL DE GÉNÉRALISATION DU PROJET**

- Le modèle de travail et l'expérience acquise grâce au projet de conservation et de développement Arenal est une initiative qui est actuellement répétée en Amérique Centrale, dans d'autres projets du World Wildlife Fund (WWF) et de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI).
- Il a été présenté, en 1996, comme étant une expérience modèle dans l'atelier des Stratégies de conservation et de développement



local et régional du Congrès mondial de la conservation, sous les auspices de l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN).

- En 1996, il a été choisi parmi les 117 projets à l'échelle mondiale comme initiative modèle pour le Congrès international sur le développement des capacités locales dans le management environnemental, sous le patronage de l'Organisation et le développement économique des pays industrialisés (OCDE).
- Au cours de la consultation régionale Rio + 5, le projet Arenal fut sélectionné, en mars 1997, au niveau de l'Amérique Centrale, comme étant une réussite dans la mise sur pied de stratégies locales pour le développement durable.
- L'ACA participait, en septembre 1997, au Congrès international NIKAN portant sur les applications territoriales du développement durable, tenu à Jonquière au Québec.

## CONCLUSION

La consolidation de l'Aire de conservation Arenal (ACA), dans laquelle est inséré le Projet de conservation et développement Arenal depuis 1992, est une tâche qui doit être envisagée comme étant un processus à court, moyen et long terme où il faut la présence et la coordination des acteurs locaux et régionaux, tant des organisations gouvernementales, non gouvernementales que communautaires. Cependant, le mandat reste dans les mains du ministère de l'Environnement et de l'Énergie.

La planification du territoire a permis d'élaborer une stratégie d'intervention où la philosophie est de « penser de manière globale pour agir localement ». Ainsi une base de travail fut instaurée : l'échange d'expériences, accompagnée de formation, a dépassé la zone de conservation elle-même pour atteindre tout le pays, jetant les bases d'un projet pour toute l'Amérique Centrale.

En rapport avec ce qui précède et en tenant compte de l'intervalle de temps écoulé depuis le début du Projet de conservation et dévelop-

pement Arenal (cinq ans), les avancements obtenus dans l'ACA et ceux qui sont apportés par le Système national de zones de conservation (SINAC) ont été considérables et significatifs pour certaines entités. Ces avancements ont été présentés dans des forums nationaux et internationaux, comme le Congrès mondial pour la conservation, sous les auspices de la UICN (Montréal, 1996), le Congrès international sur les capacités de la gestion de l'environnement, sous le patronage de l'OCDE (Rome, 1996), la Consultation centraméricaine Rio + 5 (Bélice, 1997).

En ce sens, le MINAE, les contreparties des autres pays de l'Amérique Centrale, la Commission de l'environnement et le développement de l'Amérique Centrale (CCAD) ainsi que Le Fonds mondial pour la nature du Canada désirent retenir toute l'expérience accumulée, dans l'ACA, pour la diffuser et l'appliquer par la suite en Amérique Centrale.

C'est pourquoi la mise sur pied et le financement d'un projet à caractère régional, d'une durée de cinq années, permettra de transférer, de matérialiser et de consolider le modèle pratique qui s'est développé dans l'ACA. Ce modèle serait appliqué dans deux zones géographiques de chacun des pays de l'Amérique Centrale et nous pourrions le nommer « Renforcement d'un réseau centraméricain de modèles de référence pratique sur la conservation et le développement durable ». Le projet proposé serait tout à fait complémentaire et compatible avec des projets tels le Corredor Biologique Mesoamericano, les bassins hydrographiques pour la production d'énergie électrique, le tourisme responsable et la production/commercialisation des produits et services compatibles avec l'écologie.

Ce nouveau projet, à l'échelle de l'Amérique Centrale, permettrait de jeter et d'assurer les bases de modèles pratiques similaires à celui de l'ACA, mais enrichis avec les particularités des autres pays de l'Amérique Centrale.

#### NOTE

- 1 Niveaux spécifiques de l'exposé du Congrès et qui interviennent dans le sujet.

pement Arenal (cinq ans), les avancements obtenus dans l'ACA et ceux qui sont apportés par le Système national de zones de conservation (SINAC) ont été considérables et significatifs pour certaines entités. Ces avancements ont été présentés dans des forums nationaux et internationaux, comme le Congrès mondial pour la conservation, sous les auspices de la UICN (Montréal, 1996), le Congrès international sur les capacités de la gestion de l'environnement, sous le patronage de l'OCDE (Rome, 1996), la Consultation centraméricaine Rio + 5 (Bélice, 1997).

En ce sens, le MINAE, les contreparties des autres pays de l'Amérique Centrale, la Commission de l'environnement et le développement de l'Amérique Centrale (CCAD) ainsi que Le Fonds mondial pour la nature du Canada désirent retenir toute l'expérience accumulée, dans l'ACA, pour la diffuser et l'appliquer par la suite en Amérique Centrale.

C'est pourquoi la mise sur pied et le financement d'un projet à caractère régional, d'une durée de cinq années, permettra de transférer, de matérialiser et de consolider le modèle pratique qui s'est développé dans l'ACA. Ce modèle serait appliqué dans deux zones géographiques de chacun des pays de l'Amérique Centrale et nous pourrions le nommer « Renforcement d'un réseau centraméricain de modèles de référence pratique sur la conservation et le développement durable ». Le projet proposé serait tout à fait complémentaire et compatible avec des projets tels le Corredor Biologique Mesoamericano, les bassins hydrographiques pour la production d'énergie électrique, le tourisme responsable et la production/commercialisation des produits et services compatibles avec l'écologie.

Ce nouveau projet, à l'échelle de l'Amérique Centrale, permettrait de jeter et d'assurer les bases de modèles pratiques similaires à celui de l'ACA, mais enrichis avec les particularités des autres pays de l'Amérique Centrale.

## **Troisième partie**

# **ÉCHANGES SUR LES DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL VIABLE**

---



À la suite de la présentation des initiatives de tourisme vert, nous exposons, dans les pages suivantes, le résumé des échanges qui ont eu lieu dans les ateliers.

Rappelons que les ateliers visaient les objectifs suivants :

- faire connaître des initiatives novatrices ;
- mettre en commun des expériences vécues ;
- favoriser l'expression des différentes préoccupations et points de vue des intervenants dans le domaine du tourisme ;
- stimuler une réflexion collective face aux enjeux du développement local viable des communautés locales limitrophes, eu égard à la présence des parcs nationaux.

Pour favoriser les échanges, deux questions balisaient la discussion :

Comment envisagez-vous les activités touristiques, la protection de l'environnement et la qualité de vie par rapport au développement de votre communauté ?

Selon vous, quels moyens devraient être mis en place pour bonifier les retombées du tourisme et des parcs au profit du développement viable des communautés locales ?

Dans chaque atelier, à partir des questions proposées, les participants ont formulé des constats, des souhaits, des propositions. Trois grands thèmes se dégagent de l'ensemble de la discussion :

- les expériences de développement local et de tourisme vert ;
- le partenariat entre les parcs et les communautés ;

- les moyens et les conditions pour maximiser les retombées du tourisme et des parcs au profit du développement viable des communautés locales.

Les commentaires recueillis pour chaque atelier ont été regroupés sous ces thèmes. Ils dénotent divers points de vue et perceptions : ils ne vont donc pas tous dans le même sens et peuvent même être divergents. Cependant, ils reflètent, nous l'espérons, l'expression de la pensée des quelque 100 participants au forum.

**ATELIER 1****COMMENTAIRES RECUEILLIS****Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- *Québec Hors-Circuit* est un partenaire privé œuvrant à Rivière-Éternité et à l'Anse-Saint-Étienne, de même qu'un « client » privilégié de la Société touristique de Rivière-Éternité.
- Une synergie s'installe avec le parc du Saguenay.
- Les normes sont élevées, ce qui apparaît normal, car la clientèle est étrangère.
- Le rayonnement de la Société touristique de Rivière-Éternité est local à 40 % et extra-local à 60 %.
- *Québec Hors-Circuit* se sent partie prenante des différents organismes du milieu régional pour lesquels il travaille. Il y a des intérêts « sentimentaux », comme le sentiment d'appartenance, et des intérêts pécuniaires.
- La qualité des prestataires est très importante pour la sécurité et l'interprétation.
- Sacré-Cœur est sur la bonne voie vers le développement du tourisme vert ou de l'écotourisme. Les impacts socio-environnementaux seraient mineurs à ce jour, même si la rentabilité est quelquefois difficile.
- Cette approche de tourisme correspond aux nouvelles tendances qui évitent le tourisme de masse, sauf peut-être dans le cas de Tadoussac où il y a des inquiétudes croissantes de la part des hôteliers.

...suite



**Sur les expériences de développement local et de tourisme (suite) :**

- Dans le Bas-Saguenay, il y a différents niveaux d'écotourisme. La municipalité de Sacré-Cœur est avancée dans l'intégration du tourisme, de la foresterie et de l'agriculture. La concertation entre les différents intervenants des trois secteurs est estimée comme étant réussie. Elle est perçue comme étant plus facile au niveau local que régional.
- La société locale de développement économique dispose d'un budget d'opération de 100 000 \$ par année.
- Des frustrations sont encore perceptibles de la part des résidents des communautés adjacentes aux parcs de conservation. Par exemple, dans le cas de Rivière-Éternité, ce sont des points comme la perte de terrains et de chalets riverains au profit du parc ou encore la réalité des emplois saisonniers comparativement à la promesse de plein emploi qui irritent.
- Les parcs ne sont pas la locomotive promise et attendue par les communautés. Par exemple, dans le cas de Tadoussac, les activités économiques liées aux croisières d'observation des mammifères ne sont pas liées à la présence du parc marin.
- Un des problèmes serait lié à la perception suivante : les acquis et les racines territoriales sont remis en question par la création des parcs.
- Il existe des conflits entre les populations locales et les spécialistes.
- Il y a un manque d'attachement des locaux face aux institutions parcs : « on les boude souvent ». Par contre, il y a quelques employés modèles des parcs « très zélés » qui agissent comme des leviers d'entraînement face aux résidents.
- Il y a un risque de perte d'identité locale sur les sites touristiques lorsqu'il y a une trop grande partie du personnel qui est originaire de l'extérieur, comme dans le cas du site de Cap-de-Bon-Désir (Bergeronnes).

...suite

**Sur les expériences de développement local et de tourisme (suite) :**

- Il y a des réticences importantes au changement de la part des parcs.
- La formation des populations locales est estimée comme déficiente.
- Il y a un manque de concertation à l'intérieur des communautés et entre les communautés et les parcs.
- Le non-respect des échéanciers des plans de développement et des politiques/contrats avec le privé et les OSBL crée de l'insécurité et des incertitudes pour ceux-ci.
- Le parc est un moteur pour attirer des activités récréotouristiques. Mais on observe une tendance : les activités de qualité sont fournies de plus en plus par le privé et de moins en moins par les OSBL.

**Sur le partenariat :**

- Il n'y a pas encore de réelles relations d'égal à égal entre les parcs et les « partenaires » ; et même, il n'y a pas encore de réel partenariat.
- La perte de pouvoir est ressentie par des fonctionnaires qui l'ont déléguée.

**Sur les moyens et les conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Concertation par les parcs en vue d'un meilleur mariage entre le privé et les OSBL.
- Favoriser un type de concertation qui permette à chacun des intervenants touristiques, œuvrant à différentes échelles d'intervention (CRD, MRC, ATR, municipalités, OSBL, privé), de se positionner au mieux de ses capacités.
- Adopter l'action comme stratégie de changement pour dépasser les réunions stériles.
- Conforter le rôle de chien de garde de *La Société touristique du fjord* (STF) pour les médiations locales et régionales aux plans environnemental, économique et socioculturel.
- Questionnement en profondeur de la part des parcs sur leurs relations avec les communautés locales.

## **ATELIER 2**

### **COMMENTAIRES RECUEILLIS**

#### **Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- Parmi les facteurs de réussite de l'expérience touristique au site de Nouvelle-France, il y a l'authenticité des personnes et leurs compétences.
- La mission de la corporation est à la fois sociale et économique ; cela se concrétise par de la formation et la réintégration à l'emploi de personnes prestataires de l'aide sociale.
- La formation des employés est importante. Par exemple, les employés du site ont reçu 45 heures de cours en histoire, ce qui les rend maintenant plus autonomes et plus confiants.
- Le dilemme conservation-développement touristique est toujours présent.
- Un montant de 200 000 \$ a été investi par la municipalité de Sacré-Cœur dans la construction des refuges du parc du Saguenay. Les objectifs de la municipalité étaient de maximiser la maîtrise d'œuvre, les retombées locales et de faire reconnaître le savoir-faire local.
- Pour la construction des sentiers (50 000 \$), les normes provinciales d'appels d'offre ont représenté une limite pour les retombées économiques locales.
- Le secteur des dunes à Tadoussac est perçu comme un « désert jaune » parce que les activités traditionnelles ont été défendues depuis la création du parc du Saguenay.

...suite

**Sur les expériences de développement local et de tourisme (suite) :**

- Un des défis consiste à équilibrer les objectifs de conservation avec le développement des activités touristiques et de prélèvement.
- La notion de conservation véhiculée par les parcs est très sévère.
- Le pouvoir centralisé implique que le pouvoir de gestion locale est limité.
- Il y a une vision bureaucratique dans les organisations parcs.
- Le fardeau de la preuve appartient au local qui a, somme toute, peu de moyens.
- Il n'est pas impossible de développer le tourisme selon certaines normes.
- Les milieux locaux ne sont pas homogènes.
- L'esprit de clocher entre les communautés est toujours présent.
- Il y a un excès de « localisme » dans le choix des moyens et des ressources humaines.
- Il y a un manque de cohésion et de vision commune entre les différents niveaux territoriaux : localité, MRC, région, ministères, etc.
- Le tourisme est positif lorsqu'il ne pollue pas.
- Le tourisme devient non payant lorsqu'il est développé de façon anarchique.

**Sur le partenariat :**

- Il existe peu d'histoire de collaboration entre les municipalités.
- Il faudrait revoir l'organisation des partenariats : de la cogestion vers une structure mixte, où tous les partenaires seraient assis à la même table et leurs pouvoirs définis.
- Les communautés et les parcs n'ont pas le même poids et ne sont pas sur un même pied d'égalité.

**Sur les moyens et conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Tirer profit du contexte actuel du *Plan de relance des parcs* (Québec) qui offre une structure plus légère et un réel pouvoir de gestion au niveau local.
- Stimuler une participation de tous.
- Utiliser le droit de regard du local (conseil municipal, CCU pour la qualité architecturale des bâtiments, etc.) en vue d'influencer l'aménagement des parcs nationaux.
- Développer le tourisme en étant conscient des avantages et des désavantages de ce choix de développement.
- Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier et donc diversifier l'économie. Ne pas se limiter au tourisme comme seul créneau de développement : l'agent de développement doit travailler sur tous les secteurs en même temps.
- Planifier, contrôler et gérer l'affluence touristique (s'il y a lieu).
- Travailler à l'échelle microrégionale.

...suite

**Sur les moyens et conditions pour maximiser les retombées locales (suite) :**

- Miser sur des infrastructures de qualité et une clientèle payante.
- Se distinguer dans le réseau des sites touristiques tout en travaillant en complémentarité et en misant sur l'authenticité, les spécificités locales et le savoir-faire des populations.
- Développer une approche en matière de tourisme intégrant l'ensemble du milieu d'accueil.
- Être à l'écoute des besoins des touristes et y répondre, ce qui peut supposer la proposition d'alternatives en dehors de la localité d'accueil.
- Informer les citoyens sur la réalité de leur milieu et de leur territoire afin de développer une bonne connaissance de leur environnement.
- Mobiliser les citoyens autour de projets communautaires.
- Pour réussir, l'industrie touristique doit, d'une part, être supportée par le milieu local et, d'autre part, tenir compte du fait que le milieu n'est pas homogène.
- Dépassez la conception des relations gentils milieux/mauvais parcs.
- Planifier et contrôler le développement touristique.
- Faciliter la proposition de projets par le milieu, même si les moyens sont limités ; monter les projets ensemble ; encourager les projets avancés par les gens afin de stimuler la mobilisation du milieu ; partir du concret, de projets ponctuels.
- Désignation par le local d'un interlocuteur aux différents paliers ou tables.
- Établir de bonnes communications dans la communauté et entre les communautés.
- Travailler les dossiers sans miser sur le politique.
- Faire des choix, des priorités ; par exemple, investir dans les ressources humaines, tels les agents de développement local.
- Aller vers une politique plus globale.

**ATELIER 3****COMMENTAIRES RECUEILLIS****Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- La conservation et la gestion des parcs aux niveaux des écosystèmes ou du tourisme représentent de grands défis, car il existe des différences importantes entre la théorie et la réalité.
- Il est difficile d'harmoniser les objectifs du parc et les besoins des gens. Mais, comme le premier objectif des parcs est la protection de l'environnement, il est raisonnable de ne pouvoir accéder à toutes les demandes de la population.
- Il y a un manque de structuration dans les lois sur les parcs au Québec.
- Une forme de délestage des parcs à l'endroit des communautés est perçue alors que celles-ci n'ont pas toujours les ressources et les moyens pour les entretenir convenablement.
- Le contexte (délestage) est une façon de créer du développement dans les communautés.
- Le développement touristique ne doit pas être la seule activité dans une communauté, afin d'éviter la mono-industrie.
- Les tendances impliquent de nouvelles formes en tourisme (écotourisme, cyclotourisme, agrotourisme) et un changement de mentalités, c'est-à-dire que le tourisme traditionnellement centré sur le client se tourne davantage vers la communauté d'accueil.



**Sur le partenariat :**

- Le gouvernement a une responsabilité financière vis-à-vis des parcs.
- Les parcs doivent avoir une volonté de s'associer aux communautés.
- La consultation des communautés touchées par le projet est très importante, car celles-ci détiennent un savoir particulier (ex. : connaissance du territoire, de l'histoire).
- La communauté doit aussi prendre en charge le projet et ne doit pas hésiter à aller chercher le support technique dont elle a besoin.
- Un partenariat entre les divers acteurs ne peut se faire qu'à long terme, dans un processus d'apprentissage. Les divers partenaires doivent donc se partager le leadership.
- Une difficulté majeure réside dans le manque de communication entre les divers partenaires.

**Sur les moyens et les conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Relocaliser les bureaux administratifs des parcs plus près du milieu, donc plus près des gens.
- Développer davantage les ressources naturelles des parcs (ex. : agriculture écologique).
- Favoriser la concertation des divers partenaires afin de s'entendre sur la signification des termes *viabilité* et *développement durable* pour en avoir une même compréhension.
- Favoriser une concertation non compétitive des divers promoteurs touristiques.
- Miser sur l'éducation pour lier tourisme et protection de l'environnement.
- Ce n'est pas le parc qui doit protéger le milieu, mais bien les communautés limitrophes.

**ATELIER 4****COMMENTAIRES RECUEILLIS****Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- Investir dans l'environnement, ce n'est pas seulement le protéger.
- Il y a un besoin pour une sensibilisation individuelle à la protection de l'environnement.
- L'appât du gain prend le dessus sur la protection de l'environnement.
- Il existe une distance entre les leaders et la population.
- Il manque d'information.
- L'approche « produit » est trop mise de l'avant.
- Établir des normes et des critères de qualité pour les services.
- Un des seuls potentiels mis en valeur est celui de l'observation des baleines : modifier l'image vendue et diversifier par rapport au produit baleine.
- Il importe de comprendre les attentes des visiteurs.
- Les leaders naturels jouent un rôle important dans la prise en charge par le milieu.
- Diversifier les activités économiques pour éviter la saturation et la mono-industrie.
- Travailler davantage en complémentarité entre les villages et les régions.

**Sur le partenariat :**

- Investir dans le partenariat.
- Favoriser l'appropriation du processus de partenariat par la population.
- Le partenariat est actuellement plus un discours qu'une réalité parce qu'un sous-traitant n'est pas un partenaire.
- Il est différent de se contenter d'un comité de coordination alors qu'un véritable réseau doit aller à la base.
- Intégrer la population locale à toutes les phases du projet et pas seulement lors de la consultation.
- Développer une complicité avec les partenaires.
- Favoriser les associations et les regroupements à partir d'objectifs communs.
- Exprimer ce qu'on veut et favoriser le dialogue direct, l'écoute.
- Définir quels sont les mandats respectifs des partenaires.
- Il doit y avoir un consensus des différents partenaires pour développer le tourisme doux comme approche de développement de cette activité.
- Partager le pouvoir.

**Sur les moyens et les conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Identifier les avantages et désavantages, les impacts pour les communautés de la présence des parcs et du tourisme.
- Investir des argents.
- Être présent dans les municipalités.

...suite

**Sur les moyens et conditions pour maximiser les retombées locales (suite) :**

- Aller sur le terrain par le biais de rencontres informelles.
- Changer les valeurs.
- Connaissance du milieu et du terrain par les différents intervenants.
- Mettre en valeur des potentiels locaux et la vie locale.
- Miser davantage sur une approche milieu (ex. : village-patrimoine).
- Miser sur une approche visiteur par rapport à une approche touriste, ce qui implique que chaque personne de la communauté hôte est concernée par l'accueil.
- Sensibiliser tous les membres de la communauté, incluant les jeunes, par le biais de la communication et de la diffusion d'information adaptée.
- Développer et valoriser la relation humaine et l'interaction.
- Favoriser l'expression des attentes de la population locale.
- Concilier les différentes activités : tourisme, vie sociale, environnement, etc.

**ATELIER 5****COMMENTAIRES RECUEILLIS****Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- En lien avec le vieillissement des *baby boomers*, il y aura une forte demande pour l'écotourisme, ce qui est différent du tourisme « industriel » ou de masse.
- Favoriser des activités moins lourdes en termes d'équipements.
- Le dilemme conservation-développement est toujours présent (ex. Mont-Tremblant).
- Le développement touristique peut se retourner contre la communauté.

**Sur le partenariat :**

- Reconnaître davantage les acteurs locaux et favoriser l'égalité des acteurs partenaires dans les moyens et les compétences.
- Rassembler des moyens concrets pour des partenariats dynamiques.
- Le processus décisionnel est perçu comme lourd.
- Favoriser une véritable concertation.
- Rapprocher les modes de fonctionnement des parcs des partenaires locaux.
- Donner plus de pouvoir aux fonctionnaires locaux afin qu'ils soient plus efficaces avec les partenaires et la clientèle.

**Sur les moyens et les conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Miser sur la culture locale.
- Les parcs auraient avantage à développer une meilleure connaissance des communautés avec lesquelles ils travaillent.
- Diversifier le produit.
- Harmoniser la formation des divers intervenants.
- Miser sur tous les acteurs du développement : associations, leaders, citoyens.
- Donner des moyens aux acteurs locaux.
- Investir dans les collectivités locales plutôt que dans les mégaprojets.

**ATELIER 6****COMMENTAIRES RECUEILLIS****Sur les expériences de développement local et de tourisme :**

- Faire prendre conscience du patrimoine existant et le valoriser avec l'industrie touristique.
- La participation des gens du milieu est un principe de base.
- Le tourisme n'est pas la panacée de tous les maux.
- Le tourisme ne fait pas encore partie de la culture locale.
- Un des défis est de stimuler la volonté des communautés.
- La place et le rôle des gens de l'extérieur de la communauté qui veulent développer la municipalité renvoient à plusieurs questions : le leadership, la culture, les habitudes, les façons de voir.
- La culture est un créneau du développement touristique.
- Le développement se fera avec le temps, avec des témoignages d'autres acteurs d'autres régions.

**Sur le partenariat :**

- Miser sur le partenariat.
- Reconnaître le savoir territorial des communautés locales.
- S'adapter, dialoguer.
- Favoriser la circulation de l'information par le biais de réseaux.

**Sur les moyens et les conditions pour maximiser les retombées locales :**

- Miser sur l'authenticité des gens.
- Obtenir l'appui et l'encouragement politiques.
- Ne pas détruire un site naturel au profit du développement économique.
- Revoir et préciser la formation requise pour une approche de tourisme vert.
- Connaître le milieu et en identifier les problèmes (ex. : les polluants agricoles).
- Voir les complémentarités d'usage du territoire.
- Accepter les confrontations.
- Faire inscrire les projets, si nécessaire, dans le plan d'urbanisme et/ou le schéma d'aménagement.
- Relever le défi important de la qualité.
- Bâtir à partir de ce que le milieu a à offrir.
- Concevoir un parc comme un générateur potentiel de tourisme où le milieu (entrepreneurs locaux) peut participer au nouveau développement touristique.
- Développer la culture locale.
- Développer des connaissances et une sensibilité par rapport aux communautés locales.
- Miser sur l'authenticité des gens.
- Échanger de l'information, principe à la base de tout projet novateur.
- Offrir un produit inexistant en misant sur l'authenticité de l'offre par rapport à la demande, sur la formation du personnel et sur la qualité.
- Reconnaître que chacun porte sa part du projet.
- S'assurer d'un partenariat et d'un besoin.

...suite



**Sur les moyens et conditions pour maximiser les retombées locales (suite) :**

- Ne pas imposer sa propre vision, mais plutôt s'appuyer sur celle des communautés concernées.
- Considérer le tourisme comme une autre industrie locale.
- Stimuler l'appartenance et la fierté des populations locales pour obtenir du succès en tourisme.

## SYNTHÈSE DES ÉCHANGES ET DES ATELIERS

Daniel HIERNAUX-NICOLAS  
Professeur  
Université Autonome Métropolitaine (Mexique)

Faire la synthèse, à brûle-pourpoint, d'une réunion de ce genre est une gageure<sup>1</sup>. Il est certain que de nombreuses idées ont fusé de toutes parts et que beaucoup d'entre elles ne seront jamais retenues dans un tel essai, presque acrobatique. Toutefois, ces idées, lancées au cours des ateliers, s'imprimeront dans nos mémoires et sans aucun doute en resurgiront-elles quand nous en aurons le plus besoin.

D'abord, une réflexion de quelqu'un qui vient d'un autre contexte politique, d'un autre contexte social. Cela apparaît important à souligner parce que c'est quelque chose qui a caractérisé ce forum et qui a énormément de valeur, soit la **diversité des points de vue, la pluralité des acteurs**. Il est particulièrement significatif de reconnaître le « fairplay » et le sens de la démocratie qui ont été présents tout au long des ateliers. Il est très réconfortant de voir des fonctionnaires assis pendant deux jours, côte à côte avec des intervenants, tous capables de discuter ouvertement, de se lancer des défis, mais toujours avec le plus grand respect personnel, avec dynamisme et avec honnêteté. Une confrontation amicale et intelligente de ce type n'est malheureusement pas possible dans tous les pays ni dans tous les contextes. C'est une situation particulièrement réconfortante ; il est souhaitable que cette façon de travailler puisse s'amplifier et devenir la norme pour ce genre de forums qui réunit des intérêts parfois très divergents à la base.

D'une certaine façon, les présentations que les conférenciers ont faites le premier jour n'ont été que l'apéritif d'un grand gueuleton d'idées qui a été offert au cours des ateliers. En fait, les points les plus importants de la discussion ont été soumis pendant les ateliers. Ce que l'on essaiera de faire ici, très brièvement, c'est de définir

**quatre thèmes** de synthèse qui reprendront les principaux éléments d'apports et de débats. Une des thèmes centraux est la question du choix de modèle de développement. Le deuxième est le partenariat. La troisième thème sera les conditions du milieu social local et le quatrième renverra à la question du pouvoir et de la démocratie.

D'abord le première thème : le **modèle de développement**. Il y a vraiment eu un consensus au niveau des intervenants publics, des intervenants politiques, des OSBL, etc. sur la question du choix du modèle de développement. Alors que dans d'autres cas nationaux on pourrait trouver des contradictions entre les intervenants sur ce genre de choix, dans le cas de cette région il est bien clair que pour ce qui a trait à l'alternative entre tourisme de masse et tourisme viable ou tourisme « doux » ou tourisme « vert » ou tourisme « écologique », pour reprendre des mots qui ont été utilisés par M. Jacques Perret, le choix est fait et il est évident. Il est clair que tous les participants à ce forum ont démontré une acceptation réfléchie du tourisme avec des « oui, mais... ».

L'acceptation réfléchie implique que la région, couverte par les activités des parcs nationaux, essaiera de se diriger vers un modèle d'écodéveloppement qui s'appuiera sur une certaine forme de penser le tourisme en ayant une préoccupation majeure d'applications et de maîtrise locales. On recherche des retombées positives, des bénéfices immédiats et durables pour les communautés. On y perçoit aussi la volonté d'avoir un contrôle social et réfléchi des processus en cours, de la nouvelle dynamique dans le temps, de celle des actions et des programmes des acteurs qui y participent. Il y a donc un désir de préservation du milieu et de valorisation de la communauté en soi. On voit bien qu'il s'agit d'éviter à tout prix un modèle de tourisme de masse qui dépasse les individus, qui défait les communautés et qui détruit l'environnement. De ce fait, l'impression qui se dégage de ce forum est que l'ensemble des communautés concernées, mais aussi les instances publiques, prônent un tourisme contrôlé, « vert », « doux » avec des effets mineurs.

Ce choix, dont on a souligné le consensus, ressort de l'ensemble des communications. Et de fait, les actions entreprises et les projets en cours, qui ont été présentés dans les ateliers, vont tous dans ce

même sens. Dans l'ensemble des exposés, on perçoit ce choix implicite qui avait été fait dès le départ, qui n'a jamais été exprimé apparemment dans un plan de développement, mais avec lequel les communautés sont d'accord en principe. Finalement, il en ressort qu'il y a bien un certain modèle de développement implicite dans les choix des communautés, dans leurs projets de développement touristique, même si ce choix n'apparaît pas avoir été exprimé de façon explicite.

Le second thème est celui du **partenariat**. C'est un thème très significatif. Il a provoqué des inquiétudes. Il y a surtout une situation très spécifique dans le cas de cette région, c'est la présence de deux acteurs de poids, soit les gouvernements fédéral et provincial par le biais de l'administration des parcs versus de toutes petites communautés rurales. Dans son exposé, Mme Christiane Gagnon a bien fait ressortir qu'il s'agit de très petites collectivités territoriales éprouvant un certain nombre de difficultés de développement. Nous sommes donc en présence de petites communautés face à des acteurs publics puissants, créés de longue date, qui ont de longues traditions de bureaucratie, de vieilles politiques qui n'ont pas forcément toute la transparence qu'on en attend dans le monde actuel. Des acteurs de poids qui ont d'énormes potentiels, des moyens gigantesques comparativement aux communautés, mais qui ont aussi des exigences face aux milieux locaux, et qui sont parfois difficiles à satisfaire.

Ce sujet a été traité dans plusieurs ateliers en relation avec les exigences des acteurs publics, entre autres choses en relation avec l'emploi dans les parcs. Il s'agit des exigences imposées par les parcs ou que les parcs s'imposent à eux-mêmes, en relation avec les formations professionnelles exigées. On a aussi touché du doigt le fait que les communautés se sentaient obligées de prendre des mesures d'adaptation de façon à être « dans le ton » en général. On a aussi parlé de problème de manque de communication, d'inégalité des moyens, d'inégalités des compétences, etc., facteurs qui devraient davantage être pris en compte pour l'établissement d'un partenariat véritable.

Avoir face à soi un acteur public de poids est, en effet, un très gros problème pour une petite communauté. Une situation de ce genre n'est pas unique : on la retrouvera dans la dynamique avec les

multinationales ou dans les pays en développement, à l'époque où les gouvernements ont implanté de grands pôles de développement face à des communautés localisées dans des zones isolées ou dévitalisées. Celles-ci se sont retrouvées placées face à des acteurs publics, institutionnels ou privés de grande envergure, en charge de projets gigantesques de développement sidérurgique, minier ou touristique. C'est d'ailleurs une des caractéristiques du modèle de développement touristique massif qui s'est mis en place au Mexique à partir des années 70.

Face à ces acteurs, dans ce cas-ci, on perçoit que le milieu social est particulièrement dynamique et volontaire. Il est concerné par son environnement actuel et son futur ; il vit sans aucun doute des contradictions internes, mais il a néanmoins un noyau dur, un noyau social très solide et consistant qui semble formé des résidents qui s'insèrent dans les associations, des leaders des causes écologiques, bref des leaders issus de leur propre milieu. Ce sont tous des personnalités dynamiques qui sont capables d'envisager un autre type de relation entre la société locale et les instances officielles que celles qui seraient en principe mises sur pied si la bureaucratie des parcs n'avait pas de réponse de la part des communautés limitrophes ; en d'autres termes, si elle se retrouvait face à des interlocuteurs muets.

Quelles sont donc les implications du face à face, de personnalités fortes et d'associations sociales bénévoles au regard de structures officielles de gestion de grandes dimensions et pouvoirs ? En premier lieu, dans plusieurs sessions, on a mis en évidence le fait qu'il ne fallait pas dramatiser entre les bons et les méchants : le « bon milieu » et les « méchantes institutions ». C'est quelque chose de très significatif de comprendre et d'assumer qu'il ne faut pas dramatiser, qu'il vaut mieux ne pas dualiser les situations. On perçoit, dans ce cas-ci, une volonté de concertation qui est très importante, un effort d'entente, une volonté manifeste d'essayer de se retrouver sur des terrains d'entente. Pour cela il faut davantage de communication entre les partenaires, mais il est aussi nécessaire de compter sur un moyen d'arbitrage et des agents de liaison indépendants quand il y a des décisions importantes à prendre. Dans les cas de décisions radicales qui auront un poids important sur le futur de la région, il faut savoir qui va les prendre et il faudra aussi se demander comment les prendre. Il faut donc, dans les années à venir,

chercher des moyens nouveaux pour affronter les situations nouvelles dans ce sens-là.

Les communautés demandent beaucoup de reconnaissance. C'est-à-dire ne pas être considérées comme de petits villages abandonnés sur la carte, mais comme des communautés qui ont une identité, une capacité propre, un désir réel et profond de participer aux processus qui définissent leur futur. Cette question est ressortie de façon très directe dans les échanges. On cherche à construire de nouvelles relations pour une action conjointe dans le cadre d'un modèle de développement qui est aussi tout à fait neuf.

Les formes de partenariat qui ont été présentées jusqu'à présent donnent l'impression d'être encore insuffisantes pour la satisfaction de tous les partenaires. On a parlé d'un certain « délestage » : l'État rejetterait certaines fonctions qu'il ne prétend plus couvrir parce qu'il n'en a plus les moyens. On a parlé quasiment de « sous-traitance » : les communautés se sentent sous contrat en relation avec les instances publiques, elles sentent qu'elles dépendent de ce que les instances veulent bien leur faire faire ou dire. On indique que les contrats de partenariat sont à trop courte échéance et qu'il y a aussi peu de respect des échéanciers, etc.

Le partenariat est bien une question très complexe parce qu'elle confronte David et Goliath sur des problèmes d'intérêt commun. Dans ce cas-là, quelles sont les **conditions spécifiques** du milieu qui devraient être prises en compte ? Il s'agit du troisième point de cette synthèse.

En premier lieu, il ressort des interventions que le tourisme est vraiment une question neuve dans le contexte de ce territoire, sauf exception. C'est quelque chose qui a commencé il n'y a pas très longtemps et qui est encore très difficile à appréhender. Il n'y a sans doute pas d'informations complètes sur ce que signifie le tourisme, jusqu'où l'on peut aller, mais, en même temps, il y a une énorme volonté d'apprendre, de créer les savoirs nécessaires pour l'introduire dans le modèle de développement de la région.

D'autre part, face à ce développement touristique qui s'est fait jusqu'à présent de façon assez spontanée, mais toutefois grâce à des

initiatives locales, on éprouve un certain sentiment de peur, peur de perdre ses racines territoriales. Les milieux locaux craignent de se trouver isolés face à de gros acteurs, d'une part, l'acteur parc fédéral institutionnel et, d'autre part, de gros acteurs touristiques privés qui pourraient prendre des décisions sur lesquelles les communautés auraient peu de prise. En effet, c'est un thème qui a été exposé dans les conférences initiales, en relation avec le risque que les communautés locales soient tout à fait submergées par le développement touristique, sans diversification économique.

Cette crainte de perdre ses racines territoriales identitaires est liée non seulement au modèle touristique mais, on le voit, à un certain manque d'attachement d'une partie de la population aux parcs et à certains de leurs projets. Face à cette situation, on voit poindre, comme on en a parlé dans certains ateliers, un risque de localisme, un risque d'esprit de clocher, une difficulté à construire un modèle plus collectif de développement viable de la région. Quand on a autant de municipalités de petites dimensions, face à la grande échelle des acteurs auxquels on s'affronte, il est bien clair que les enjeux autour du tourisme et de la préservation de l'environnement pourraient éventuellement exiger plus de coopération, plus de coordination entre les diverses instances municipales, les OSBL, les groupes concernés par l'écologie et la démocratie, etc. Donc, de ce point de vue, il y a le risque que « trop de milieu » ne conduise à un excès de localisme dans la conduite des projets et un développement intégré territorialement et dans toutes ses composantes. C'est un aspect auquel on doit penser et qu'il faudra discuter ouvertement dans le futur.

D'autre part, les milieux sont très inquiets par rapport aux institutions bien établies, surtout par rapport aux parcs. On a beaucoup parlé de ce quelqu'un a appelé, dans un des ateliers, « le fardeau de la preuve ». Il semblerait qu'il faille toujours démontrer aux institutions qu'on a raison, qu'on est un interlocuteur valable, qu'on présente un projet cohérent, etc. Mais souvent, le milieu local n'a pas cette capacité, parce qu'il n'a pas les moyens de construire des projets alternatifs, n'ayant souvent pas non plus les ressources humaines nécessaires pour le faire. Le fardeau de la preuve est donc un très gros fardeau à porter. Pourra-t-on le dépasser ? C'est aussi une des questions centrales qui a émergé des discussions.

Et finalement, il y a un point particulièrement intéressant, c'est l'idée que le **milieu est prêt à protéger les parcs et que ce n'est pas le parc qui doit être protégé du milieu local**. C'est une idée excellente. Se sentir de son propre milieu, en être les premiers défenseurs, c'est justement la meilleure façon de renforcer les liens au territoire, mais aussi de développer un modèle de tourisme sensible, un modèle de tourisme alternatif, viable, doux, etc. à partir du moment où la communauté prend en charge moralement et concrètement le devenir de sa ressource principale.

Cela amène au quatrième point qui est le thème du **pouvoir** et de la **démocratie**. Tous ces changements dans les modèles de développement et dans les relations entre les individus, les institutions, les municipalités, les maires, les OSBL et autres constituent vraiment une nouvelle donne pour les régions. Et cette nouvelle donne est très importante parce qu'elle demande, d'une certaine façon, une nouvelle répartition des pouvoirs. Elle exige que les communautés soient intégrées aux grandes décisions susceptibles de changer le futur de leur région. D'autre part, il serait bon d'assister à une plus grande prise en compte, mais aussi à une certaine prise de pouvoir, *empowerment* comme on dit, des communautés. Les communautés doivent avoir les moyens nécessaires pour participer à ce modèle de développement. Il faut non seulement être pris en compte, mais il est bien nécessaire aussi d'avoir les moyens de cette participation. Et finalement, il est probable que tout cela amène à rechercher de nouvelles formes de participation démocratique, de nouveaux paliers de décision dans lesquels les communautés pourront participer à des programmes, des initiatives beaucoup plus larges qui vont sans doute dépasser la petite échelle de la municipalité locale. Quelles sont, dans le contexte qui vient d'être exposé en synthèse, les perspectives que l'on voit poindre ?

En premier lieu, il faut bien voir que l'on est en présence d'une société qui est en pleine dynamisation et qui ne mâche pas ses mots, ce n'est pas toujours le cas, mais qui semble un des traits majeurs de cette région. Il y a énormément d'endroits dans le monde où les communautés ne sont pas capables de prendre des décisions ni d'exprimer leurs intérêts ou d'affronter les changements. C'est un atout de cette région qui est très important et qui devra être préservé dans le futur. Il faut même penser à le consolider et à le faire croître.



Nous sommes en présence d'une société active, une société qui a déjà des projets. On n'en est pas au stade de se demander ce qu'on peut faire : on voit des projets, ils sont là, ils sont en opération. Ils ont sans doute des défauts, mais ils ont au moins la valeur d'être là. Dans tous les cas, il n'y a aucun projet qui soit mauvais en soi : tous les projets sont en opération et la capacité d'autocritique permet d'en faire des éléments dynamiques de la société.

Le fait de proposer un modèle innovateur, un modèle de développement viable avec de fortes implications vers le changement social dans la communauté est en soi un facteur très positif. On voit souvent dans d'autres pays que les expériences en matière d'écodéveloppement sont des expériences finalement assez technocratiques ou réservées à quelques écologistes professionnels, etc. Ce sont des projets qui se font en dehors de la communauté. Une des caractéristique les plus stimulantes et les plus innovatrices de ce que l'on voit poindre comme un projet régional potentiel, c'est qu'il s'agit d'un modèle qui se base sur une implication des communautés, sur un sens du territoire, sur un sens des acquis, d'une histoire qui est enracinée dans un milieu physique très concret, d'une énorme valeur et d'un immense potentiel.

Je voudrais citer un commentaire (écouté indiscrètement) de Madame Gagnon (maire de Sacré-Cœur) à Monsieur Bertrand (directeur du parc du Saguenay) : « Nous, on est des gens de la terre et on a un enracinement qui est très, très fort. Aussi on a un bon sens traditionnel qui vient de cet enracinement, ce qui est très important ».

Il convient de clore cette synthèse sur cette phrase en soulignant que ce qu'il y a de mieux dans un contexte comme celui de cette région, c'est d'avoir les pieds sur la terre et la tête dans les étoiles. C'est un peu l'impression finale que laissent les présentations, et c'est une impression positive et stimulante !

## NOTE

- 1 Cette synthèse a été élaborée au cours du forum. Elle a été présentée sur la base de quelques notes prises lors de la réunion plénière. C'est à partir de la transcription fidèle de ces réflexions non écrites que ce texte a été quelque

peu remanié. Je me suis permis de faire quelques corrections plutôt de forme que de fonds. J'ai voulu respecter le ton assez convivial que je lui avais donné lors de l'exposé, car il était en convergence avec les participants non seulement intelligents, mais surtout chaleureux et dynamiques. J'espère ainsi ne pas avoir repris que les thèmes essentiels de journées fécondes et d'apports substantiels, mais aussi le sens profond de ceux-ci, tant techniques qu'humains.





